



**HAL**  
open science

## Le regard des chercheurs : Evolution et structure des préjugés

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale

► **To cite this version:**

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale. Le regard des chercheurs: Evolution et structure des préjugés. La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2017, La Documentation française, pp.51-124, 2018, 9782111455283. hal-01767030

**HAL Id: hal-01767030**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-01767030>**

Submitted on 15 Apr 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## CHAPITRE 2

# ÉVOLUTION ET STRUCTURE DES PRÉJUGÉS – LE REGARD DES CHERCHEURS

Les chercheurs dont les travaux vont suivre ont une expertise solide sur ces questions. Quelques éléments de présentation de Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale suffisent à s'en convaincre.

Nonna Mayer, directrice de recherche émérite du CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po, a présidé l'Association française de science politique de 2005 à 2016. Elle dirige la collection « Contester » aux Presses de Sciences Po, consacrée aux transformations des répertoires d'action collective. Ses champs de recherche sont la sociologie des comportements politiques, le racisme et l'antisémitisme, l'extrémisme de droite, ainsi que l'impact politique du genre et de la précarité.

Guy Michelat, directeur de recherche émérite du CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), a axé ses recherches sur les relations entre attitudes et comportements politiques et religieux, sur l'univers des croyances, les représentations de la laïcité, le racisme et l'antisémitisme.

Vincent Tiberj, docteur en science politique, est professeur des universités associé au Centre Émile-Durkheim de Sciences Po Bordeaux. Spécialisés dans les comportements électoraux et politiques en France, en Europe et aux États-Unis et la psychologie politique, ses travaux portent sur les modes de raisonnement des citoyens « ordinaires », la sociologie politique des inégalités sociales et ethniques, la sociologie de l'immigration et de l'intégration, l'explication du vote et les méthodes quantitatives.

Tommaso Vitale est *Associate Professor* de sociologie au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po. Ses thèmes de recherche principaux s'inscrivent dans les champs de la sociologie urbaine comparée et des politiques urbaines. Il est l'auteur d'ouvrages et d'articles traitant des conflits et des changements urbains, de la ségrégation spatiale, de la planification des services sociaux, ainsi que de l'élite et de la gouvernance locale de la restructuration industrielle.

## Section 1

## Questions de méthode

Depuis 1990, le rapport annuel de la CNCDH sur l'état du racisme et de la xénophobie en France s'appuie sur une enquête par sondage<sup>1</sup>, qui permet de suivre l'évolution des opinions à l'égard des minorités à travers le temps. Parce que les cibles et les formes d'expression du racisme se renouvellent et se diversifient sans cesse, la CNCDH est particulièrement attentive à y adapter la méthodologie de l'enquête, qui conditionne la validité des résultats. Grâce au soutien du Service d'information du gouvernement (SIG), le sondage en face-à-face est depuis l'an dernier complété par une enquête en ligne reprenant l'essentiel des questions dans le même ordre. Elle permet notamment de mesurer les biais de « désirabilité sociale »<sup>2</sup>, soit la propension des personnes interrogées à vouloir apparaître sous un jour favorable à l'enquêteur ou à l'enquêtrice, à dissimuler au besoin des opinions contraires aux normes sociales, en particulier des opinions racistes ou xénophobes, ou à donner ce qu'elles pensent être la réponse attendue, en particulier les plus instruites<sup>3</sup>. Si le questionnaire est en ligne, si les personnes sondées sont seules face à leur ordinateur, ce biais devrait s'atténuer voire disparaître<sup>4</sup>. Après un rappel des modes de passation du questionnaire possibles, on comparera les réponses au sondage en ligne et en face-à-face et dans un second temps on s'interrogera sur la cause des écarts.

1. Conduite tous les ans sauf en 2001.

2. Sur ce sujet il existe une littérature abondante depuis le travail pionnier de Douglas D. Crowne et David Marlowe, « A new scale of social desirability independent of psychopathology », *Journal of Consulting Psychology*, 1960, 24, 4, p. 349-354; Franke Kreuter, Stanley Presser, Roger Tourangeau, « Social desirability bias in CATI, IVR, and Web surveys : The effects of mode and question sensitivity », *The Public Opinion Quarterly*, 2008, 72, 5, p. 847-65; Jia He et al., « Socially Desirable Responding Enhancement and Denial in 20 Countries », *Cross-Cultural Research*, 2015, 49, p. 227-249; Roger Tourangeau, Ting Yan, « Sensitive questions in surveys », *Psychological Bulletin*, 2007, 133, p. 859-883; Lynn Vavreck, « Survey Mode Effects : A Randomized Experiment. » 2015, communication au congrès annuel de l'American Association for Public Opinion Research, Hollywood (Florida) : [http://www.aapor.org/AAPOR\\_Main/media/AnnualMeetingProceedings/2015/C1-2-Vavreck.pdf](http://www.aapor.org/AAPOR_Main/media/AnnualMeetingProceedings/2015/C1-2-Vavreck.pdf), Olena Kaminska, Tom Foulsham, *Understanding Sources of Social Desirability Bias in Different Modes: Evidence from Eye-tracking*, ISER Working Papers Series (<https://www.iser.essex.ac.uk/research/publications/working-papers/iser/2013-04.pdf> (consulté le 1<sup>er</sup> Janvier 2017).

3. Geoffrey T. Wodtke, « Are Smart People Less Racist? Cognitive Ability, Anti-Black Prejudice, and the Principle-Policy Paradox », Population Studies Center Research Report 13-803, octobre 2013 (<http://www.psc.isr.umich.edu/pubs/pdf/rr13-803.pdf>, consulté le 31 décembre 2016).

4. Raphaëlle Butori, Béatrice Parguel, « Les biais de réponse - Impact du mode de collecte des données et de l'attractivité de l'enquêteur », AFM, 2010, France. 2010. <halshs-00636228>; Clifford Nass, Youngme Moon, Paul Carney, « Are respondents polite to computers? Social desirability and direct responses to computers », *Journal of Applied Social Psychology*, 1999, 29, 5, 1093-1110; Flora Chanvrlil, Viviane Le Hay, « Les effets du mode d'administration, téléphone ou Internet, sur la mesure de la confiance », communication au Congrès de l'Association française de sociologie, Grenoble, juillet 2011 (<http://docplayer.fr/12521471-Les-effets-du-mode-d-administration-telephone-ou-internet-sur-la-mesure-de-la-confiance.html>, consulté le 1<sup>er</sup> Janvier 2017).

## 1. Les modes de passation des enquêtes par sondage

Il y a différentes manières d'administrer une enquête d'opinion et chacune a ses avantages et ses défauts<sup>5</sup>. L'entretien en face-à-face avec une enquêtrice ou un enquêteur, au domicile de la personne interrogée, a été longtemps privilégié. Il permet d'établir une relation de confiance, de relancer la personne, de l'inciter à répondre. Cette interaction peut toutefois aussi biaiser les réponses et il y a une littérature foisonnante sur « l'effet enquêteur », mesurant comment non seulement ses relances mais son apparence, sa manière de s'habiller, son origine ethnique, son sexe, et même ses opinions politiques et religieuses peuvent inconsciemment influencer les réponses<sup>6</sup>. Mais l'accès de l'enquêteur au domicile des particuliers est devenu plus difficile, compte tenu de l'expansion de l'habitat en zones rurales ou périurbaines lointaines et des mesures de sécurité accrue (chiens, barrières, digicodes, interphones). Et on peut penser que les personnes qui laissent entrer chez elles ont un profil particulier, qu'elles sont plus confiantes, plus ouvertes, traits apparemment plus fréquents à gauche<sup>7</sup>. L'enquête par courrier postal permet de faire des questionnaires plus longs que la personne peut remplir à sa convenance, elle n'est pas influencée par l'enquêteur. Mais le taux de réponse est particulièrement faible, la personne n'a pas d'incitation à répondre ni d'aide pour remplir le questionnaire et les personnes instruites seront plus susceptibles d'aller jusqu'au bout. Le sondage au téléphone est moins intrusif qu'en face-à-face, moins coûteux, et plus souple que les deux précédents, surtout quand il est assisté par ordinateur (Cati). Il permet une meilleure couverture du territoire et un contrôle des enquêteurs. La génération aléatoire de numéros de téléphone permet d'atteindre les abonnés sur liste rouge ou sans téléphone fixe. Mais l'effet enquêteur demeure, la multiplication des sollicitations téléphoniques fait baisser la propension à accepter de répondre à un sondage et les échantillons témoignent du même biais « de gauche » qu'en face-à-face.

Avec la révolution numérique, ce sont les sondages en ligne qui ont le vent en poupe. Les *access panel* se sont multipliés, soit des panels de personnes volontaires pour répondre à des enquêtes par sondage, recrutées et fidélisées par les instituts de sondage, qui disposent ainsi d'un vivier de « sondables »

5. Le Centre d'étude et d'observation des conditions de vie (Credoc) a comparé une enquête en ligne à une enquête face à face pour la 37<sup>e</sup> vague de son baromètre sur les conditions de vie et les aspirations. Voir Patricia Croutte et al., « Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale », Credoc, *Cahier de recherche*, 333, décembre 2015.

6. Herbert H. Hyman, William J. Cobb et al., *Interviewing in Social Research*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1954 ; Roger Tourangeau, Lance J. Rips, Kenneth A. Rasinski, *The psychology of survey response*, Cambridge, United Kingdom, Cambridge University Press, 2000; Anderson, Barbara A., Brian D. Silver, and Paul R. Abramson, «The Effects of Race of the Interviewer on Measures of Electoral Participation by Blacks in SRC National Election Studies», *Public Opinion Quarterly*, 1988, 52, p. 53-83 ; Barbara A. Anderson, Brian D. Silver, Paul R. Abramson, «The Effects of the Race of Interviewer on Race-Related Attitudes of Black Respondents in SRC/CPS National Election Studies», *Public Opinion Quarterly*, 1988, 52, p. 289-324 ; Darren W. Davis, Brian D. Silver, «Stereotype Threat and Race of Interviewer Effects in a Survey on Political Knowledge», *American Journal of Political Science*, 2002, 47, p. 33-45.

7. Ainsi dans les deux dernières enquêtes électorales du Centre d'études européennes de 2012 et 2017, l'échantillon des répondants a voté plus à gauche, moins à droite et moins Le Pen que la moyenne des Français. Voir Florent Gougou, Nicolas Sauger, « The 2017 French Election Study (FES 2017): a post electoral cross-sectional survey », *French Politics*, 2017, 15, p. 360-370.

potentiels dont ils connaissent le profil et d'où ils peuvent tirer des échantillons *ad hoc*. C'est peu coûteux, rapide, les panélistes répondent à leur rythme, et surtout il n'y a pas *a priori* de biais lié à la présence d'un enquêteur ou d'une enquêtrice. Les études existantes tendent à montrer que du coup la parole des personnes interrogées paraît plus libre sur des sujets sensibles comme la sexualité, la maladie, la politique, l'immigration<sup>8</sup>. Ce devrait être le cas sur le racisme. Il y a toutefois d'autres biais. La fracture numérique n'a pas disparu. Selon Agoravox en 2016 on comptait 18% de foyers sans Internet, et ils ont un profil particulier où dominant les non-bacheliers, les titulaires de bas revenus, les personnes âgées<sup>9</sup>. Toute une partie de la population, la plus précaire, reste à l'écart de ce type de sondage. À ce biais de sélection s'ajoute le biais lié au recrutement des internautes, au profil de celles et ceux qui acceptent de faire partie de ces panels. Il y a aussi des risques de professionnalisation, on sait que ces panélistes appartiennent souvent à plusieurs *access panels* en même temps<sup>10</sup>. Et la contrepartie de la liberté laissée aux personnes interrogées peut-être un manque de concentration, la tentation d'en finir vite, de répondre n'importe quoi, biais pas toujours faciles à détecter même si les instituts ont mis au point, au moins pour les *access panels*, des techniques de contrôle de plus en plus sophistiquées (contrôle de cohérence des réponses du même panéliste d'une enquête à l'autre sur les questions sociodémographiques; contrôle du temps de réponse minimal par page et pour l'ensemble du questionnaire; contrôle des réponses systématiquement similaires sur les batteries d'items, etc.)<sup>11</sup>.

Pesant les avantages et les limites respectifs de ces méthodes, nous avons cherché à tester un éventuel biais de désirabilité sociale dans les enquêtes CNCDH, susceptible d'entraîner une sous-déclaration des opinions racistes et antisémites, en comparant deux modes de passation. Comme l'an dernier, une enquête en ligne a été menée au même moment que l'enquête en face-à-face, auprès d'un échantillon de même taille. Cette année elle reprend 60% des questions du sondage en face-à-face (contre la moitié en 2016), dans le même ordre<sup>12</sup>.

8. Voir le rapport du CREDOC cité de Patricia Crouette et al., « Des panelistes moins compatissants, plus racistes et aussi moins heureux : le résultat d'une franchise plus assumée, seul face à l'écran ? » art. cit. p. 34-36.

9. Voir Lucie Brice, Patricia Crouette, Pauline Jauneau-Cottet, Sophie Lautie', *Baromètre du numérique. Edition 2015*, CREDOC, juin 2015.

10. Ronan Divard, « La représentativité des échantillons issus d'*access panels* en ligne : une question majeure pour l'avenir des études de marché », 2009, <hal-00819324>, p.14. Pour une revue de la littérature, voir Didier Fripiat, Nicolas Marquis, « Les enquêtes par Internet en sciences sociales, un état des lieux », *Population*, 2010, 65(2), p. 309-338.

11. Voir Marie Eve Gingras et Hélène Belleau, « Avantage et désavantages du sondage en ligne comme méthode de collecte des données : une revue de la littérature », INRS *Working paper*, 2, mai 2015 : <http://espace.inrs.ca/2678/1/lnedit02-15.pdf>

12. Soit 49 questions sur 81. L'enquête IPSOS en ligne porte sur un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population adulte résidant en France métropolitaine construit selon la méthode des quotas (par sexe, âge, profession de la personne de référence du foyer, après stratification par région et catégorie d'agglomération), conduite du 6 au 13 novembre 2017, en parallèle avec l'enquête en face-à-face menée par IPSOS du 6 au 14 novembre (N=1003).

## 2. La comparaison des réponses dans l'enquête en ligne et en face-à-face

La comparaison des réponses sur les deux échantillons fait ressortir trois différences majeures, les mêmes que celles qu'observait l'étude CNCDH de 2016<sup>13</sup> et celle du CREDOC sur les conditions de vie de 2015. Le taux de réponse aux questions des personnes interrogées en ligne est plus élevé qu'en face-à-face. Ces dernières privilégient les modalités de réponses intermédiaires aux plus tranchées. Et globalement leurs réponses sont nettement plus intolérantes.

Les taux de sans réponses (refus de répondre et « ne sait pas » cumulés) sont globalement assez bas dans les deux enquêtes CNCDH 2017. Ils sont toutefois généralement plus élevés en face à face qu'en ligne, sans doute par réticence à se livrer face à un enquêteur, surtout sur des questions sensibles comme celles qui ont trait à l'antisémitisme, ou aux responsabilités dans le conflit israélo-palestinien. Ainsi la question portant sur le stéréotype du pouvoir excessif des juifs suscite dix fois plus de sans réponses en face-à-face qu'en ligne (19 % contre 2 %), celle sur les responsabilités dans la poursuite du conflit israélo palestinien 20 % contre zéro. Le taux de sans réponse s'élève également en face-à-face pour des sujets sur lesquels les opinions ne sont pas encore faites, comme les stéréotypes à propos des Asiatiques, communauté dont on parle surtout depuis leur mobilisation contre les nombreuses agressions dont ils ont été victimes. Ainsi le cliché selon lequel ils seraient « très travailleurs » suscite 14 % de sans réponse en face-à-face contre 2 % en ligne. Cette absence de réponse est plus fréquente aussi pour les questions politiques. Sur l'échelle gauche droite en sept positions, 14 % de l'échantillon interrogé en face-à-face refuse de se placer ou ne sait pas répondre, alors que le taux de réponse dans l'échantillon frôle les 100 % (2 refus sur 1 000). De même à la question sur le vote aux deux tours de l'élection présidentielle, il n'y a aucun refus de répondre en ligne mais en face-à-face on en compte 9 % pour le premier tour et 7 % au second.

Dans le domaine des mœurs en revanche le taux de sans réponses est inexistant et depuis les années 60 la tendance de fond est à une libéralisation croissante des opinions. À première vue les réponses des deux échantillons diffèrent peu. Ainsi 6 % seulement des sondés dans les deux échantillons rejettent catégoriquement l'idée que « l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » et 84 % (versus 85 %) rejettent l'idée selon laquelle « la femme est faite avant tout pour faire des enfants et les élever ». Toutefois des différences apparaissent quand on regarde de plus près les modalités de réponses choisies.

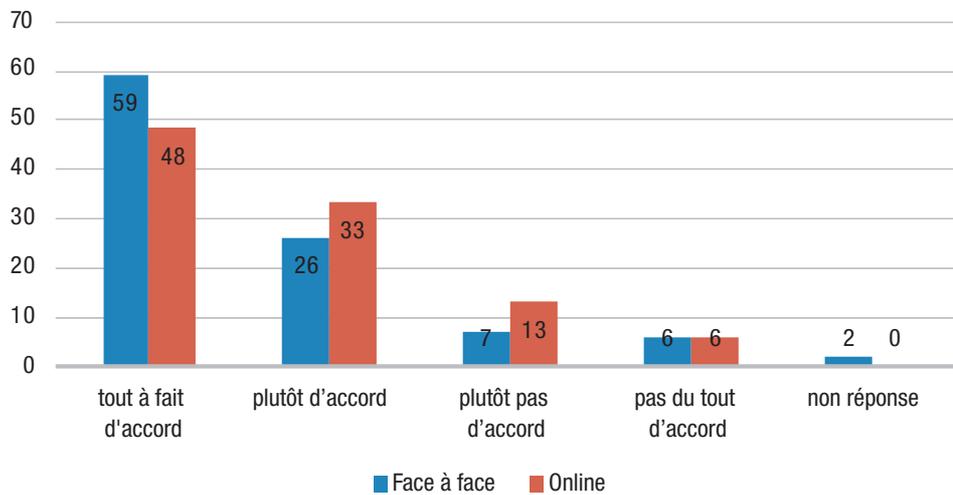
Les internautes choisissent moins souvent les modalités tranchées (« tout à fait d'accord » ou « pas du tout d'accord ») au profit des réponses intermédiaires (« plutôt d'accord » ou « plutôt pas d'accord »), solution de facilité, tandis qu'en face-à-face l'enquêteur pourrait inciter l'interviewé « à se positionner plus finement », comme le suggère l'étude du Credoc<sup>14</sup>. L'acceptation sans réserve de

13. Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale, « Questions de méthode », in CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2016*, Paris, La Documentation Française, 2017, p. 64-87.

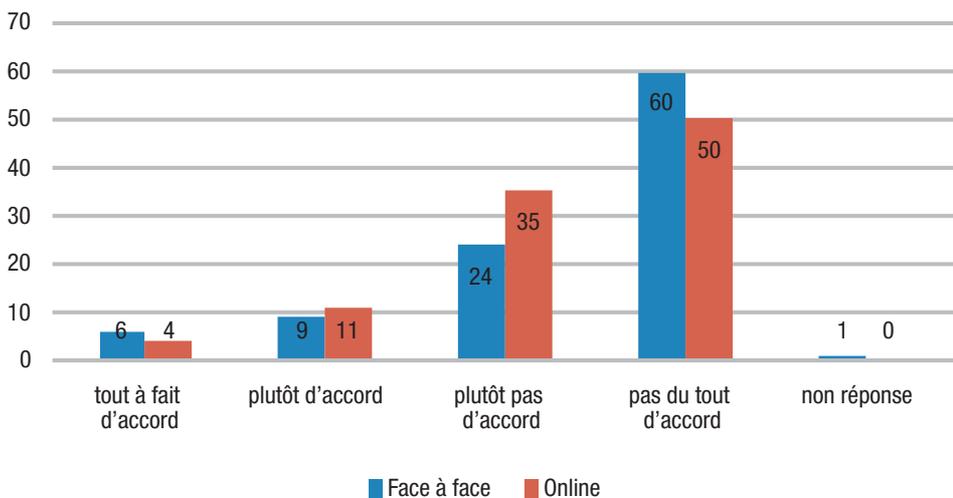
14. *Art.cit.*, p. 31.

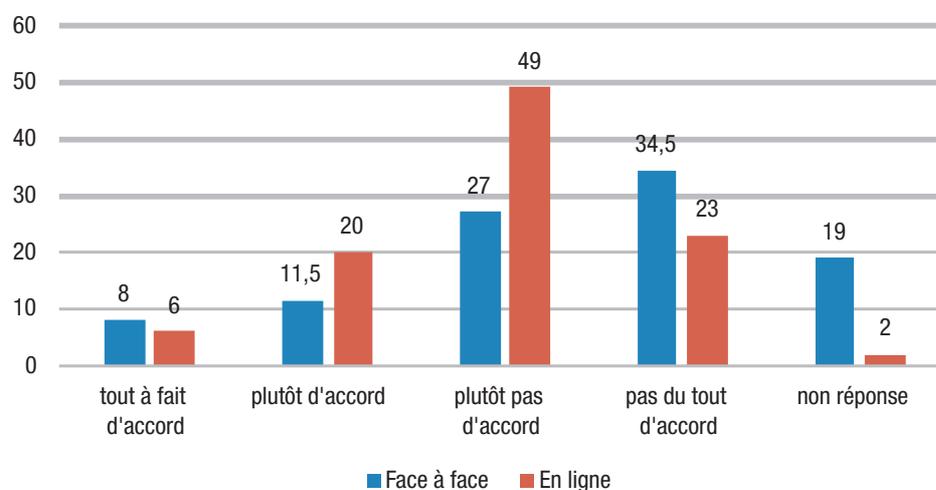
l'homosexualité est plus fréquente en face-à-face (59% « tout à fait d'accord » contre 48% en ligne), alors que les internautes sont plus nombreux à se dire « plutôt pas d'accord » (13% vs 7%) ou plutôt d'accord (33% contre 26%), (figure 1.1). Les opinions sur le rôle des femmes obéissent à la même logique (figure 1.2). 60% des sondés en face-à-face ne sont « pas du tout d'accord » pour les cantonner à la procréation et à l'éducation des enfants (contre 50% en ligne) tandis que 35% des internautes se disent « plutôt pas d'accord » (contre 24% en face-à-face) ou « plutôt d'accord (11 vs 9%) ». De même à la question sur le pouvoir excessif attribué aux juifs les internautes répondent plus souvent mais ils privilégient les réponses intermédiaires (figure 1.3), avec une fréquence des réponses « plutôt d'accord » et « plutôt pas d'accord » supérieure de respectivement 9 et 22 points à celle observée dans le face-à-face, et moins de « pas du tout d'accord » (23% contre 35%) et de « tout à fait d'accord » (2 points d'écart).

**Figure 1.1 Acceptation de l'homosexualité**

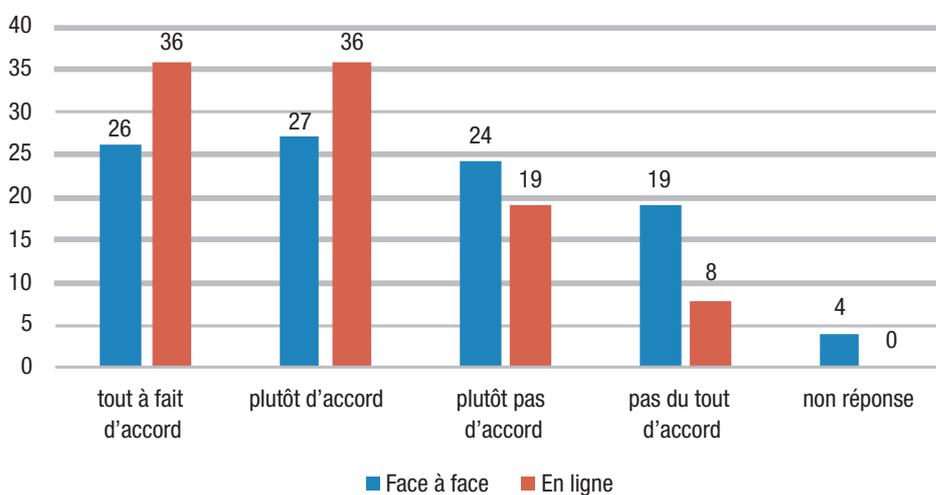


**Figure 1.2 Les femmes sont faites pour avoir/élever des enfants**

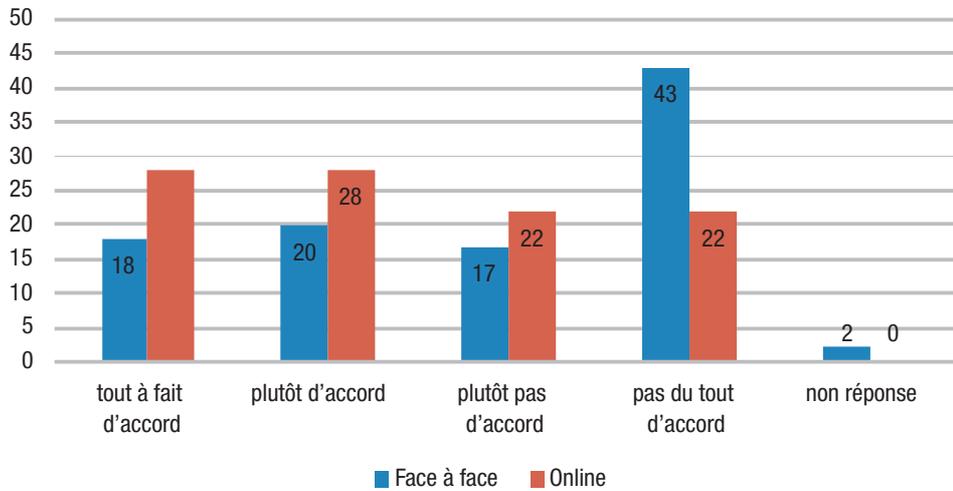


**Figure 1.3 Les juifs ont trop de pouvoir en France**

Enfin le niveau exprimé d'intolérance est nettement plus élevé en ligne, surtout sur les questions relatives aux immigrés, à l'islam et à la sécurité. On trouve des écarts de plus de 20 points sur le sentiment qu'il y a trop d'immigrés en France (figure 1.4) et sur le rétablissement de la peine de mort (1.5), sur le fait que la religion musulmane évoque quelque chose de négatif (52 % contre 30 %), le sentiment qu'en France aujourd'hui « on ne se sent plus chez soi comme avant » (67 % contre 47 %) ou encore le refus de donner le droit de vote aux étrangers non Européens pour les élections locales (66 % contre 42 %).

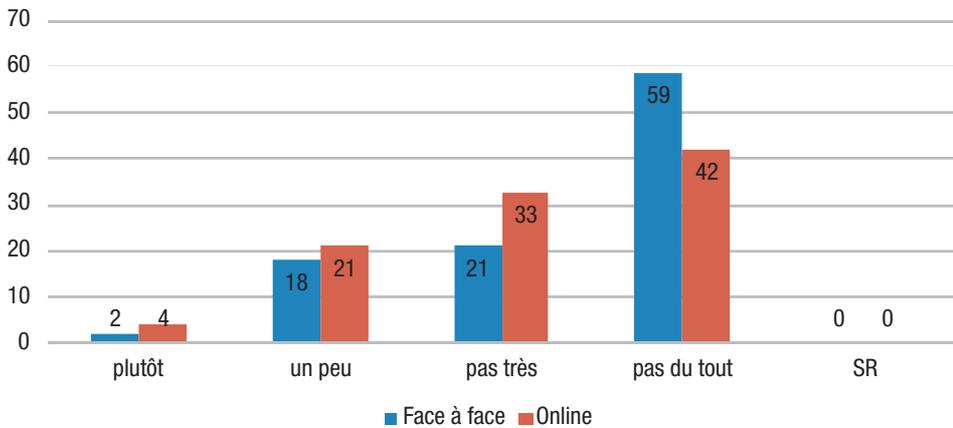
**Figure 1.4 Trop d'immigrés en France**

**Figure 1.5 Rétablir la peine de mort**



Et cette intolérance est assumée dans le panel en ligne, dont 42% seulement se définissent comme « pas du tout raciste » contre 59% dans l'enquête en face-à-face (figure 1.6). Elle l'était pareillement dans l'enquête du CREDOC sur la même question posée en 2015 (58% de « pas du tout raciste » dans l'enquête en face-à-face contre 43% dans l'enquête en ligne)<sup>15</sup>.

**Figure 1.6 Se dire raciste**



### 3. L'explication des écarts

Est-ce seulement le fait d'être seul face à son écran, sans avoir à se soucier de l'image donnée à l'enquêteur ou l'enquêtrice, qui facilite l'expression d'opinions racistes et autoritaires ? Il faudrait faire la part de ce qui tient au mode de passation du questionnaire proprement dit et ce qui tient aux caractéristiques des deux échantillons, au fait qu'au départ ce ne sont pas les mêmes personnes qui acceptent d'être interrogées en ligne et en face-à-face. L'an dernier l'échantillon en ligne était plus à droite que celui du face-à-face, et il incluait moins de

15. *Ibidem* p. 34.

personnes issues de l’immigration, autant de facteurs susceptibles de tirer dans le sens d’une moindre acceptation des minorités. Ce positionnement plus à droite des internautes se retrouvait déjà dans l’enquête du CREDOC 2015 précitée : 37 % de l’échantillon en ligne, contre 27 % dans celui du face-à-face se plaçaient à droite sur l’échelle gauche droite<sup>16</sup>. *A contrario* on peut faire l’hypothèse, en se fondant sur ce que l’on observe dans les enquêtes électorales, qu’il y a un biais de gauche dans l’échantillon de face-à-face, le fait d’ouvrir sa porte et de faire entrer chez soi un inconnu témoignant d’une confiance en la nature humaine qui irait plus souvent avec un positionnement idéologique à gauche. La reprise de l’enquête en ligne cette année permet de vérifier si ces différences sont un effet du hasard ou ont un caractère structurel. Nous avons introduit cette année d’autres indicateurs susceptibles de les expliquer, notamment une question sur la confiance dans les autres (« *Diriez-vous de vous-même qu’on peut faire confiance à la plupart des gens, ou qu’on n’est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres?* »), ainsi qu’une question sur la fréquence des usages d’Internet, pour évaluer la fracture numérique.

Il y a une différence, comme prévu, dans la fréquence des usages d’Internet (84 % de l’échantillon en ligne dit s’en servir plusieurs fois par jour contre 70 % en face-à-face). L’échantillon en ligne est aussi plus cosmopolite, déclarant plus souvent voyager que celui interrogé en face-à-face (un quart seulement ne voyage jamais contre 31 %) et avoir plus souvent vécu à l’étranger (23 % contre 16 %), autant de critères qui incitent à plus d’ouverture aux autres et de tolérance, même si l’effet s’estompe un peu quand on introduit le niveau de diplôme. Mais la comparaison systématique de la structure sociodémographique des échantillons ne révèle pas de différences pour ce qui est du sexe, de l’âge, du diplôme, de la taille de la commune de résidence, ou de la catégorie socioprofessionnelle. En revanche, comme l’an dernier, l’échantillon en ligne est moins issu de la diversité. Les personnes d’ascendance étrangère (parent ou grand parent) y sont moins nombreuses (31 % en ligne contre 37 % en face à face, dont 6 % d’origine non européenne contre 11 %), la différence étant particulièrement nette au niveau des grands-parents, un quart des internautes contre un tiers de l’échantillon en face-à-face déclarant au moins un grand-parent étranger. On y trouve également moins de musulmans déclarés (moins de 2 % dans l’échantillon en ligne contre un peu plus de 6 % en face-à-face). Politiquement enfin les internautes sont plus à droite, quel que soit l’indicateur choisi pour le mesurer. 28 % se classent à droite sur l’échelle gauche droite, proportion supérieure de 9 points à celle que l’on trouve en face-à-face. Inversement un tiers de l’échantillon interrogé en face-à-face se classe à gauche, soit une proportion supérieure de 9 points à celle qu’on trouve dans l’échantillon en ligne. En termes partisans il en va de même. L’échantillon du face-à-face se sent plus proche des partis de gauche, celui en ligne des partis de droite, notamment du FN que 13 % des internautes (contre 8,5 % en face-à-face) désignent comme le parti dont ils se sentent le plus proche.

16. La proportion de catholiques déclarés dans l’enquête en ligne était de 55 % (contre moins de 48 % dans l’échantillon en face-à-face) et ceux d’une autre religion 11 % (vs 5 %), la proportion de proches déclarés des partis de gauche 24 % (contre 35 %), celle des proches du FN 17 % (contre 8,5 %), la proportion se classant à droite sur l’échelle gauche droite de 40 % (contre 24 %). Voir le rapport CNCDH 2016, *op.cit.*, p. 67.

On dispose surtout d'un indicateur supplémentaire par rapport à l'an dernier, le vote déclaré à l'élection présidentielle de 2017. Il permet non seulement de comparer les choix politiques de nos deux échantillons mais de les situer par rapport à l'électorat dans son ensemble. Parmi les sondés qui ont déclaré avoir voté au premier tour (82 % des internautes contre 63 % en face-à-face), les votes pour Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron sont nettement plus nombreux dans l'échantillon du face-à-face (de respectivement 8 et 4,9 points), et les votes de droite, en particulier ceux pour François Fillon et Marine Le Pen, nettement plus fréquents dans l'échantillon en ligne (respectivement + 4 et + 10,5). Au second tour, 38 % des internautes ont voté pour Marine Le Pen, contre 22 % des sondés en face-à-face (tableau 1.1). Au regard des résultats nationaux (tableau 1.2), les internautes se distinguent par un survote pour Marine Le Pen de 6 points au premier tour, de 4 au second, les sondés en face-à-face par un survote pour le candidat de la France insoumise (+ 8 points) et un rejet marqué de Fillon au premier tour (- 11 contre - 7 chez les internautes), et de Marine Le Pen au second (de presque 12 points). Autrement dit chacun des deux échantillons apparaît décalé par rapport aux choix électoraux exprimés nationalement lors du scrutin présidentiel de 2017, celui du face-à-face se positionnant plus à gauche et celui du sondage en ligne plus à droite. Des biais qui pourraient expliquer que le premier échantillon soit nettement plus tolérant que le second.

**Tableau 1.1. Votes à l'élection présidentielle de 2017 dans les deux échantillons (% aux exprimés)**

	En ligne	Face-à-face	Écart
<b>1<sup>er</sup> tour</b>			
Mélenchon	19,8	27,8	+ 8
Macron	21,9	26,8	+ 4,9
Fillon	13,2	9	- 4,2
Le Pen	27,5	17	- 10,5
<b>2<sup>e</sup> tour</b>			
Macron	61,8	77,8	16
Le Pen	38,2	22,2	16

**Tableau 1.2. Écarts entre les votes au niveau national et dans les deux échantillons (% aux exprimés)**

	National	Écart en ligne	Écart en face-à-face
<b>1<sup>er</sup> tour</b>			
Mélenchon	19,6	+ 0,2	+ 8,3
Macron	24	- 2,1	+ 2,8
Fillon	20	- 6,8	- 11
Le Pen	21,3	+ 6,2	- 4,3
<b>2<sup>e</sup> tour</b>			
Macron	66,1	- 4,3	+ 11,7
Le Pen	33,9	+ 4,3	- 11,7

Ces écarts pourraient également refléter le degré de confiance dans la nature humaine, qui serait plus élevé à gauche. Les résultats à première vue confirment cette hypothèse. Dans l'enquête en face-à-face, la proportion de personnes estimant « qu'on peut faire confiance à la plupart des gens » est supérieure de 8 points à celle qu'on trouve en ligne (30 % au lieu de 22 %). Et confiance accrue dans les autres et positionnement politique vont de pair (tableau 1.3). Plus une personne se situe à gauche sur l'échelle gauche droite, plus elle est confiante, quel que soit le mode de passation du questionnaire. À gauche comme à droite, dans les deux échantillons, cette confiance est plus basse aux extrêmes (positions 1 et 7 de l'échelle) que dans les positions de gauche ou de droite modérée (positions 2-3 et 5-6). Elle est moins forte aussi au centre (position 4), qui est partiellement une position refuge, pour des personnes qui ne se reconnaissent ni dans la droite ni dans la gauche. Mais quel que soit le positionnement politique de la personne interrogée, il subsiste un effet du mode de passation du questionnaire : le niveau de confiance dans les autres est toujours plus élevé en face à face qu'en ligne.

**Tableau 1.3. Niveau de confiance en autrui par position sur l'échelle gauche droite dans les deux échantillons (%)**

	Position sur l'échelle gauche droite						
	1	2	3	4	5	6	7
En ligne	32	42	34	15	22	18	5
Face à face	42	50	46	26	31	18	9
Écart	+ 10	+ 8	+ 12	+ 11	+ 9	0	+ 4

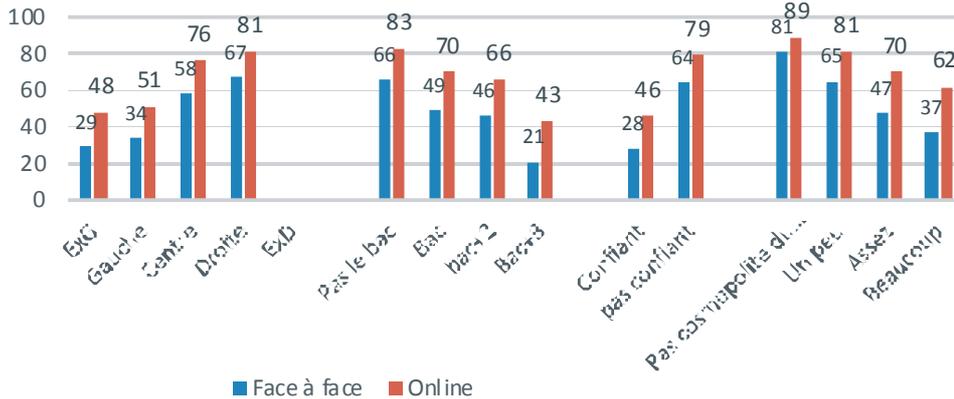
Reste à tester l'effet du mode de passation du questionnaire une fois contrôlé celui de toutes les variables explicatives utilisées jusqu'ici. Pour cela nous avons travaillé sur un fichier cumulé des deux enquêtes. Puis en utilisant la technique de la régression logistique, nous avons cherché si à âge, sexe, diplôme, religion, origine, orientation politique comparables, subsistait un effet propre du mode de passation du questionnaire sur le niveau de tolérance, ce dernier étant repéré par le sentiment « qu'il y a trop d'immigrés en France » (tout à fait ou plutôt d'accord). Dans un second temps nous avons ajouté la confiance dans les autres au modèle<sup>17</sup> et dans un troisième temps le degré de cosmopolitisme et d'ouverture au monde, mesuré par un indicateur croisant usage d'Internet (au moins une fois par jour), le fait d'avoir voyagé et d'avoir vécu à l'étranger au moins trois mois.

Toutes les variables de contrôle testées ont sans exception un impact statistiquement significatif sur le sentiment anti-immigrés, toutes choses égales par ailleurs. Être un homme, jeune, de gauche, confiant à l'égard des inconnus, autant de traits qui abaissent la probabilité de donner la réponse intolérante. Inversement avoir un faible niveau d'instruction, avoir peu voyagé à l'étranger et peu pratiqué Internet, être catholique non pratiquant accroissent cette probabilité. Mais dans tous les cas de figure, le mode de recueil des opinions garde un effet

17. L'ensemble des régressions est disponible sur demande, en annexe figure le dernier modèle avec toutes les variables.

significatif, qui résiste à tous les contrôles et ajoute ses effets à ceux des autres variables comme l'illustrent les trois graphiques qui suivent. L'interrogation en ligne accroît la probabilité de donner une réponse intolérante, à âge, diplôme, sexe, orientation politique, ascendance et niveau de confiance en autrui et de cosmopolitisme constant et l'interrogation en face-à-face la réduit (figure 1.7).

**Figure 1.7. Probabilités prédites de juger qu'il y a trop d'immigrés par position sur l'échelle gauche droite, diplôme, degré de confiance et cosmopolitisme (%)**



Chacune de ces méthodes a donc des avantages et des biais spécifiques et plusieurs enquêtes, comme l'Enquête Sociale Européenne, sont en train d'expérimenter des méthodes de recueil mixtes, combinant le questionnaire en face-à-face avec une partie au téléphone ou en ligne<sup>18</sup>. Ceci dit, si le niveau d'intolérance observé varie d'un échantillon à l'autre, la structure des réponses et leurs évolutions dans le temps sont similaires. Dans les deux cas l'indice de tolérance se stabilise. Dans les deux cas, on observe la même cohérence des préjugés envers l'Autre, et les mêmes facteurs explicatifs sont à l'œuvre, en particulier l'appartenance générationnelle, le diplôme et l'orientation politique.

**Annexe. Régression logistique sur la proportion de personnes trouvant qu'il y a «trop d'immigrés en France» (tout à fait/plutôt d'accord)**

	B	Écart standard	Significativité	Exp(B)
Pas 1 <sup>a</sup> <b>Genre</b>				
Homme	-,231	,114	,043	,794
(Femme)				
<b>Âge</b>			,036	
18-24	-,567	,208	,006	,567
25-34	-,351	,184	,056	,704
35-49	-,101	,177	,568	,904
50-64	-,057	,156	,716	,945
(65 et +)				

18. [https://www.europeansocialsurvey.org/docs/methodology/Mixed-modes-in-the-ESS-6-experiments\\_in-Breen-et-al-2017.pdf](https://www.europeansocialsurvey.org/docs/methodology/Mixed-modes-in-the-ESS-6-experiments_in-Breen-et-al-2017.pdf)

	<b>B</b>	<b>Écart standard</b>	<b>Significativité</b>	<b>Exp(B)</b>
<b>Diplôme</b>			,000	
Aucun/≤Bac	1,495	,178	,000	4,458
Bac	1,018	,188	,000	2,768
Bac+2 (Bac+3)	,914	,202	,000	2,494
<b>Religion</b>				
Catho. prat.. relig.	,174	,305	,568	1,190
Prat. occasionnel	–,128	,183	,483	,880
Non pratiquant	,267	,132	,043	1,307
Autre religion (Sans religion)	–,034	,208	,870	,967
<b>Autoposition GD</b>			,000	
Très à gauche (1-2)	– 2,351	,239	,000	,095
Gauche (3)	– 2,100	,244	,000	,122
Centre (4/SR)	– 1,318	,218	,000	,268
Droite (5) (Très à droite (6-7))	–,657	,256	,010	,519
<b>Ascendance étrangère</b>				
≥ 1 P/Grand parent	,355	,152	,020	1,426
2+ (Aucun)	,095	,190	,619	1,099
<b>Méthode de recueil</b>				
Face-à-face (En ligne)	–,893	,115	,000	,410
<b>Confiance en autrui</b> (Non-confiance)	– 1,155	,128	,000	,315
<b>Cosmopolitisme</b>				
Faible	,961	,330	,004	2,614
Moyen	,305	,190	,109	1,357
Élevé (très élevé)	,036	,161	,825	1,036
Constante	1,441	,344	,000	4,223

Entre parenthèses la modalité de référence des variables explicatives.  $R^2$  de Nagelkerke de 0,37 et  $X^2$  du modèle 640,709 (23) sig. à 0,0000. En bleu les variables ayant un effet significatif en deçà du seuil de 0,05.

## Section 2

# La stabilité de l'indice de tolérance

Grâce à l'indice longitudinal de tolérance fondé sur les questions du baromètre annuel de la CNCDH, on peut mesurer les évolutions annuelles des préjugés depuis 1990. Cet indice montre que les sentiments à l'égard des immigrés et des minorités évoluent d'une année sur l'autre, parfois de manière brutale, tantôt vers plus de crispation, tantôt vers plus d'ouverture. L'évolution de la tolérance n'est donc pas un long fleuve tranquille, elle reflète la manière dont collectivement notre société construit son rapport à l'altérité. Les Français, quelles que soient leurs caractéristiques sociales et politiques, sont ambivalents sur ces questions, comme l'a montré le politologue Paul Kellstedt<sup>19</sup> pour les Américains. En chacun de nous coexistent des dispositions à l'ouverture aux autres ou à la fermeture. La domination des unes sur les autres dépend du contexte et particulièrement de la manière dont les élites politiques, médiatiques et sociales parlent et racontent l'immigration et la diversité.

L'année 2017, comme les années précédentes a été riche d'événements susceptibles de peser dans un sens ou dans un autre. On pense à la litanie des attentats perpétrés par les soutiens de Daesh. Les attaques cette année ont été moins spectaculaires et meurtrières que celles de Nice le 14 juillet 2016 ou celles de Paris et de Saint-Denis le 13 novembre 2015, mais elles ont maintenu ce climat de menaces si particulier. En 2017, les militaires de l'opération sentinelle ont été agressés au Louvre en février, à l'aéroport d'Orly en mars, à Levallois-Perret en août. Surtout le 20 avril, un homme a attaqué un fourgon de policiers et blessé mortellement l'un des agents, sur un lieu emblématique (les Champs-Élysées) à un moment particulièrement bien choisi : le soir d'une des rares émissions où tous les candidats à la présidentielle participaient à la même émission sur France 2 et à trois jours du 1<sup>er</sup> tour. Et puis la crise des réfugiés a perduré, avec la liste des naufrages en Méditerranée qui a continué de s'allonger, avec une situation à Calais toujours particulièrement tendue entre réfugiés, passeurs, habitants, associations et forces de l'ordre, avec les débats autour des Centres d'accueil et d'orientation (CAO) qui continuent de susciter nombre de craintes de la part d'habitants ou de groupements, mais aussi pléthore d'actions de solidarité locale envers les familles réfugiées.

Surtout, l'année écoulée était une année d'élection présidentielle. Pour la seconde fois de son histoire, le Front National a atteint le second tour de la présidentielle. Non seulement sa candidate Marine Le Pen établit un nouveau record de voix au 1<sup>er</sup> tour, avec 7,6 millions de suffrages, mais d'une part sa qualification a beaucoup moins mobilisé que celle de son père le 21 avril 2002 (1,5 million de participants aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai 2002 contre 142000 le 1<sup>er</sup> mai 2017 selon le ministère de l'intérieur) et d'autre part elle a encore progressé au second tour, rassemblant 10,6 millions de voix sur son nom.

19. Paul M. Kellstedt, *The Mass Media and the Dynamics of American Racial Attitudes*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2003.

Mais l'histoire de l'indice longitudinal de tolérance nous apprend que ces événements n'ont pas toujours l'effet attendu sur les évolutions de la xénophobie et de la tolérance. Ainsi les attaques terroristes ne produisent par elles-mêmes aucun effet systématique. Depuis 1990, la France a connu les attentats islamistes de l'été 1995 à Paris, ceux de Washington et New York en septembre 2001, ceux de Madrid en mars 2004, ceux de Londres en juillet 2005. Pourtant, en 1995, 2001 et 2004 on ne constate pas de crispation raciste. Entre 1994 et 1995, l'indice reste stable, entre 2000 et 2002, la tolérance progresse, tout comme entre 2003 et 2004. En revanche, on constate une baisse importante entre 2004 et 2005, avant tout à cause des émeutes en banlieue. Les événements n'aboutissent donc pas obligatoirement à nourrir les préjugés. C'est ce que confirme l'enquête de la CNCDH menée à l'automne 2017.

En fait, ce ne sont pas les événements en tant que tels qui pèsent directement sur les opinions des individus, mais la manière dont ces événements sont « cadrés » (*framed*) par les élites politiques, sociales et médiatiques. Leurs responsabilités sont donc particulièrement importantes pour créer un récit dominant. Par exemple en 2005 la focale autour « d'émeutes musulmanes » a été particulièrement présente dans les débats français, au détriment d'autres manières de couvrir et d'interpréter ces événements comme les inégalités sociales ou la relégation urbaine par exemple<sup>20</sup>. Ce prisme musulman a eu des conséquences majeures sur la montée de l'islamophobie dans certaines strates de l'opinion publique et a abouti à une baisse de l'indice longitudinal de tolérance de 6 points. À l'inverse, les attentats de janvier 2015 ont été l'occasion de « sortir par en haut », grâce notamment aux manifestants « je suis Charlie ». On sait que ces citoyens prônaient la tolérance, le refus des amalgames et l'attachement à la liberté d'expression et non le rejet de l'islam et des immigrés<sup>21</sup>.

L'attentat du 20 avril aurait pu nourrir l'intolérance. Marine Le Pen s'est d'ailleurs évertuée à jouer sur les peurs de nouvelles attaques<sup>22</sup>, mais d'autres cadrages étaient bien possibles et surtout, il semble que ce soit le discours d'hommage d'Étienne Cardiles, le compagnon du policier tué lors de cette attaque, qui a marqué les esprits. « Vous n'aurez pas ma haine », « Restons dignes et veillons à la paix », « La tempérance et la tolérance étaient tes meilleures armes », sa réaction est la preuve qu'une attaque terroriste peut mener à d'autres récits que ceux de la peur et du repli.

## 1. Les évolutions de l'indice global de tolérance

### Encadré 2.1. Présentation de l'indice longitudinal de tolérance

L'indice longitudinal de tolérance a été créé en 2008 par Vincent Tiberj selon la méthode élaborée par James Stimson. Son objectif est de mesurer de manière synthétique les évolutions de l'opinion publique à l'égard de la tolérance à la diversité avec une mesure comparable dans le temps.

Plutôt que de se fonder sur une seule question susceptible d'être affectée par des biais de mesure et d'erreur d'une année à l'autre, ou de ne pas être reposée chaque année, l'indice agrège désormais 69 séries de questions<sup>23</sup>. Pour 42 d'entre elles, soit environ 61 %, elles ont été posées à au moins 10 reprises.

20. Vincent Tiberj, *La crispation hexagonale*, Paris, Plon, 2008.

21. Le lecteur peut se référer notamment au numéro spécial de la *Revue Internationale de Psychologie Sociale* d'août 2016 sur ces manifestations : <http://www.rips-irsp.com/articles/10.5334/irsp.60/>

22. <http://www.frontnational.com/videos/apel-aux-francais-pour-vaincre-le-terrorisme/>

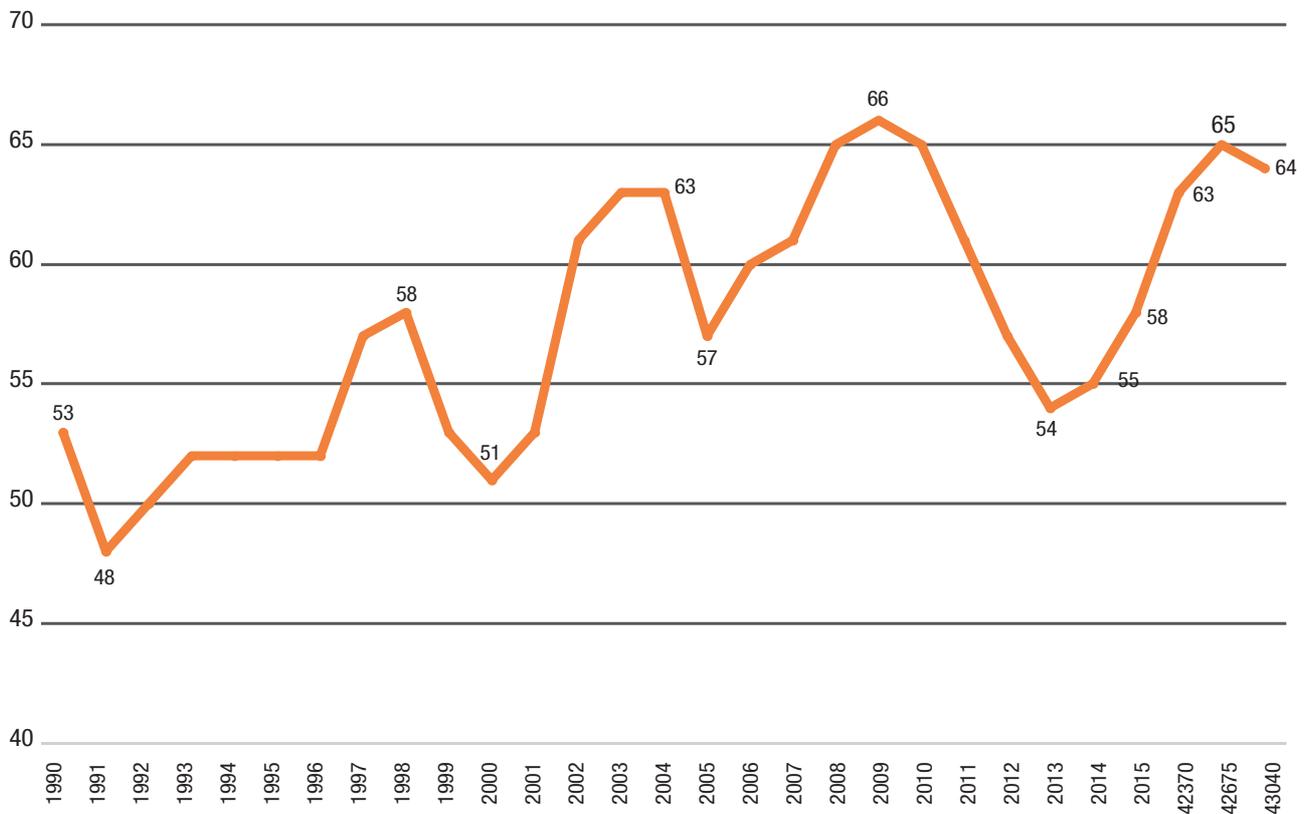
23. Ces variations dans la composition de l'indice d'une année sur l'autre peuvent induire des variations des niveaux absolus des scores. Mais l'intérêt de cet indice est avant tout de comparer les évolutions d'une année sur l'autre et dans le temps long.

Pour 11 d'entre elles, on dispose de mesures sur au moins 15 années. Outre la condition d'être répétées dans le temps, ces séries ont été sélectionnées si, et seulement si, la question portait sur une dimension préjudicielle à l'égard d'une minorité ethno-religieuse ou touchant directement l'individu dans son rapport à l'autre. Sont exclues les questions sur l'homosexualité, la peine de mort ou le sentiment d'insécurité par exemple. En revanche toutes les questions relatives à la tolérance à l'égard des juifs, des musulmans, des noirs ou des tziganes ont été incluses, tout comme des questions plus générales ayant trait au jugement sur l'immigration ou au multiculturalisme.

Chacune des séries utilisées dans le calcul de l'indice prend pour chaque année une valeur calculée en rapportant la proportion de positions tolérantes dans l'échantillon à la somme des proportions de réponses tolérantes et intolérantes. Ce score peut se comprendre comme la part d'opinions tolérantes exprimées. Si la question « les immigrés sont la principale source d'insécurité » obtient une note de 54, cela signifie que parmi les personnes ayant répondu à cette question, 54 % rejettent cette idée. Une fois ces valeurs calculées pour les 69 séries, une procédure statistique est appliquée qui permet de « résumer » l'information qu'elles contiennent pour aboutir à cette mesure synthétique.

Au final on obtient une note globale de tolérance pour l'année considérée, qui peut théoriquement évoluer de 0 si les personnes interrogées ne donnaient jamais la réponse tolérante, à 100, si elles la donnaient systématiquement. L'avantage des scores calculés pour chacune des années est qu'ils sont comparables. Ainsi une augmentation de l'indice sur une année équivaut à une progression de la tolérance dans l'opinion publique française, une diminution un retour vers l'intolérance. Le deuxième avantage de ce mode de calcul est que ces évolutions s'avèrent beaucoup plus fiables qu'une question ou un ensemble de questions. Ainsi, pour un échantillon de 1 000 personnes, la marge d'erreur pour une question est d'environ +/- 3,2 %. Par exemple si 56 % des personnes interrogées estiment que les Roms forment un groupe à part dans la société, on sait qu'il y a 95 chances sur 100 que la proportion correcte varie entre 59,2 % et 52,8 %. Pour l'indice global calculé en 2009 par exemple, la marge d'erreur globale est de +/- 1,6 % pour le même intervalle de confiance (95 %).

**Figure 2.1. L'indice longitudinal de tolérance (1990-nov 2017)**



La tolérance entre novembre 2016 et novembre 2017 pourrait paraître en recul, mais compte tenu de la marge d'erreur il faut conclure plutôt à une stabilisation des opinions. Surtout, si on compare aux basses eaux de l'indice lors de la période 2012-2014, cette stabilité doit être vue comme la confirmation d'une période particulièrement favorable aux minorités. Autrement dit, malgré les attentats qui se sont succédés, malgré un débat politique qui a tendance à pointer du doigt les immigrés, leurs descendants et les réfugiés, la tolérance s'est maintenue à un niveau élevé. Ce niveau est équivalent à celui des années 2008 et 2010. Il place l'année 2017 dans les 5 années les plus tolérantes selon l'indice, seulement dépassée par l'année 2009 (qui constitue le record de tolérance avec un niveau de 66) et les années 2008, 2010 et 2016.

Bien sûr, on peut s'interroger sur cette stagnation de l'indice. Est-ce le signe que la France aurait atteint un plateau de tolérance depuis le début de l'année 2016? Ce retour à une situation et un niveau atteints il y a 8 ans peut être le signe que les « ambivalents » sur les questions d'immigration et de tolérance sont revenus à leur état d'esprit antérieur. Désormais, les individus qui restent du côté du rejet des immigrés pourraient avoir des opinions structurées et seraient alors moins sensibles au contexte, de la même manière que la relative stabilité de l'indice en 2013 et 2014 pourrait s'expliquer par le fait qu'on toucherait cette fois-ci au noyau dur « ouvert » de la société française.

Attention cependant, ceci n'est qu'un des scénarios possibles. On peut aussi se demander si on ne se dirige pas vers une augmentation de l'indice dans le temps, mais d'ampleur plus mesurée que dans la période 2014-2016, portée par le renouvellement générationnel et le niveau d'éducation. Il faut aussi rappeler que l'indice longitudinal est très sensible à la couleur politique du gouvernement, selon un phénomène identifié depuis longtemps par Wlezien<sup>24</sup> qu'il a appelé « l'effet thermostatique ». Si le gouvernement est de droite l'indice tend à s'orienter vers plus de tolérance, et vers plus de crispation s'il est de gauche. Le Président Macron et son gouvernement pourraient être difficilement classables de ce point de vue. Depuis l'élection de 2017, l'Élysée, Matignon et Beauvau parlent de politique migratoire équilibrée entre « fermeté » et « humanité », mais en novembre plusieurs associations en charge de gérer les centres d'accueil se sont opposées à la politique gouvernementale et plusieurs tribunes d'intellectuels (dont Jean Pisani-Ferry ou Yann Moix) ont dénoncé la gestion de la crise calaisienne. Ce cadrage pourrait bien aboutir à ce que progressivement la perception du pouvoir en place se « droitise ». Donc, suivant le mécanisme thermostatique on pourrait voir la tolérance progresser à l'avenir.

Enfin, il faut prendre en compte la question économique. Autant avant la crise de 2008 on n'avait pas noté de lien particulier entre niveau de chômage et évolutions de l'indice<sup>25</sup>, la baisse de l'indice des années 2012-2014 correspond aussi au moment où la crise produite par la grande récession de 2008 a été particulièrement centrale dans les préoccupations et le quotidien des Français.

24. Christopher Wlezien, « The Public as Thermostat: Dynamics of Preferences for Spending », *American Journal of Political Science*, 39 (4), 1995, p. 981-1000.

25. James A. Stimson, Vincent Tiberj, Cyrille Thiébaud, « Le *mood*, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions : application aux évolutions de la xénophobie en France (1999-2009) », *Revue française de science politique*, 60 (5), 2010, p. 901-26.

Si jamais l'embellie (relative) du chômage venait à se confirmer dans les mois qui viennent, cela peut être un facteur bénéfique pour la relation aux immigrés et aux minorités.

## 2. Les évolutions de la tolérance en fonction des facteurs sociopolitiques

On sait depuis longtemps que les préjugés sont corrélés au niveau de diplôme, au renouvellement générationnel et au positionnement politique, *a fortiori* maintenant que les identités politiques sont fortement liées aux valeurs « culturelles » qui renvoient au rapport à l'autorité, à l'altérité ou à la liberté sexuelle<sup>26</sup>. De manière intéressante cette année, la stabilité au niveau global se retrouve dans chaque cohorte, chaque camp idéologique, chaque groupe de niveau de diplôme.

Figure 2.2. Les évolutions de la tolérance par cohortes de naissance



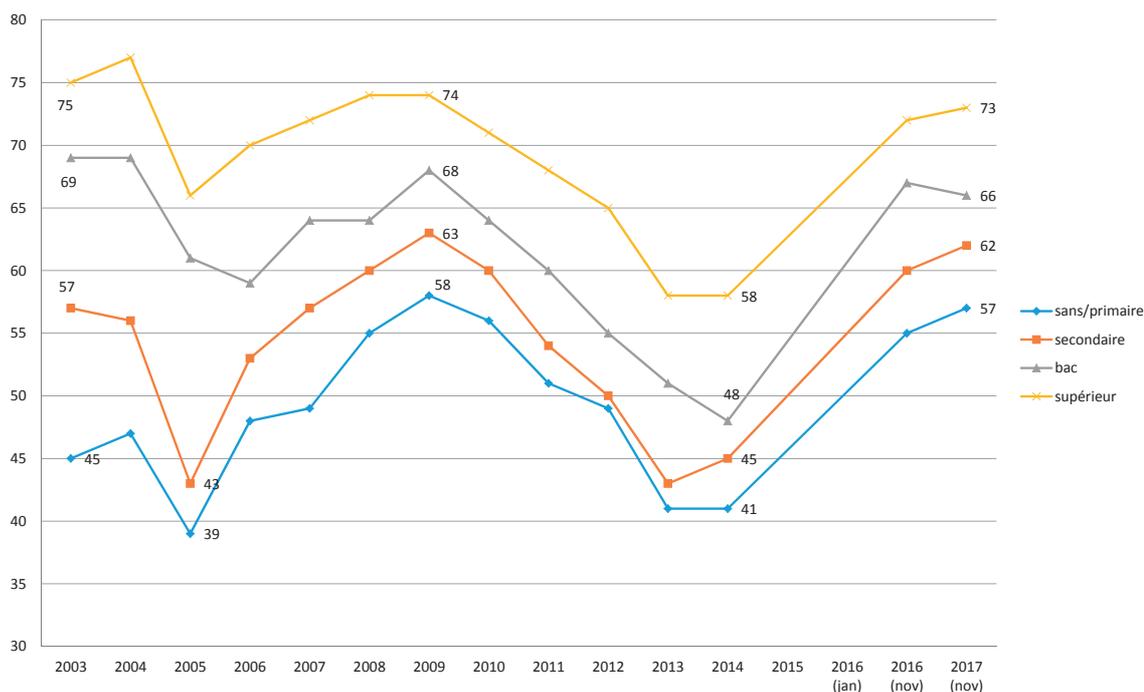
On retrouve des résultats bien connus désormais : plus une cohorte est récente, plus ses membres seront tolérants. Ainsi, entre 1999 et 2016, la cohorte née en 1977 et après a toujours été la plus tolérante, devant la cohorte 1967-1976. Ce graphique montre aussi que les préjugés sont les « échos de mondes anciens », notamment celui où la notion de race et le racisme biologique faisaient partie des évidences. Ce n'est pas un hasard dès lors si cohortes les plus anciennes comptent le plus d'intolérants en leur sein, reflétant le « sens commun » de l'époque dans laquelle ils ont grandi en matière de préjugés. On retrouve le

26. Parmi bien d'autres références : Dick Houtman, Peter Achterberg, Anton Derks, *Farewell to the leftist working class*, London, Transaction publishers, 2008. Vincent Tiberj « La politique des deux axes : variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, 62 (1), 2012, p. 71-108.

même phénomène pour la place des femmes dans la société ou l'acceptation de l'homosexualité par exemple. Avoir grandi dans un monde où les femmes restaient à la maison et où l'homosexualité était considérée comme une « maladie » (ce qui fut le cas pour l'Organisation Mondiale de la Santé jusqu'en 1993) continue de marquer les opinions des individus encore aujourd'hui.

Enfin, les évolutions des indices par cohortes de naissance montrent bien que les préjugés ne sont pas une conséquence de l'âge. Par exemple entre 1999 et 2009, chaque cohorte a vieilli de 10 ans, pourtant la tolérance a considérablement progressé que l'on soit retraité (les cohortes nées avant 1940 ou entre 1940 et 1955), dans des classes d'âges actives (les cohortes 1956-66 ou 1957-77) ou jeune (né après 1977). Plutôt qu'une lecture liant mécaniquement conservatisme et âge, trop souvent présente dans les débats publics, il convient de raisonner en termes d'effets de période : indépendamment de leurs positions dans le cycle de vie, les individus sont aussi affectés par le contexte au moment de l'enquête, qui les incline soit vers plus de tolérance soit vers moins. De fait depuis le plancher de tolérance constatée en 2013-2014, la tolérance est remontée d'entre 12 et 15 points dans les différentes cohortes. On n'est pas encore revenu au niveau de 2009, mais les indices par génération s'en rapprochent fortement.

**Figure 2.3. Les évolutions de la tolérance par niveau de diplôme**

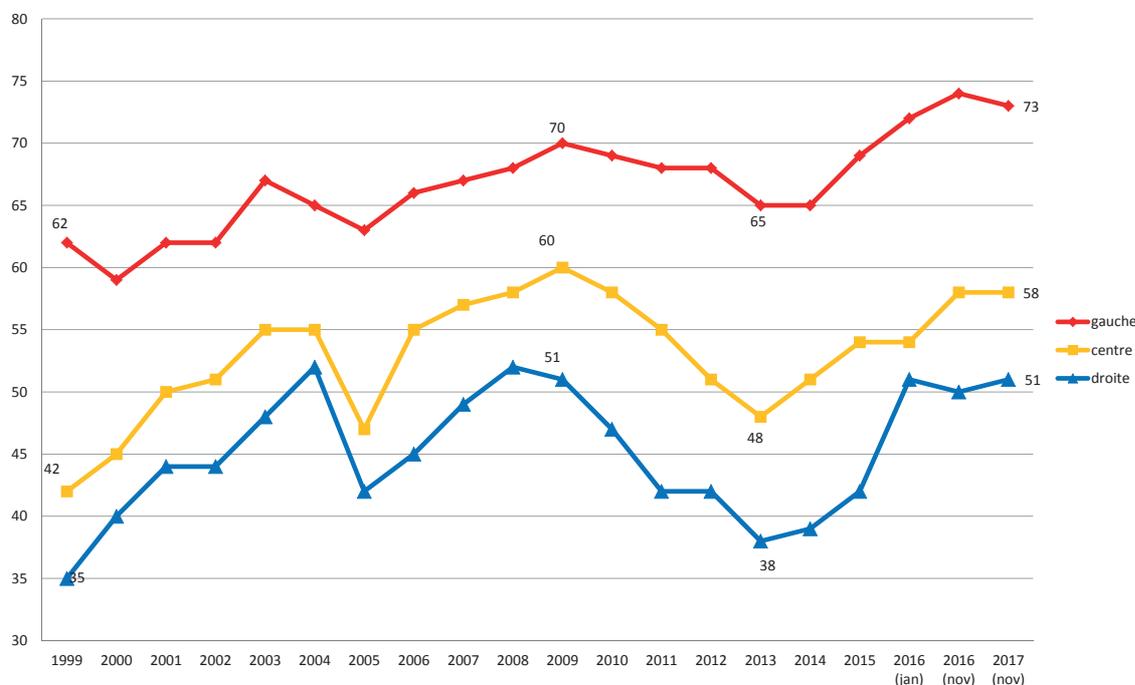


Les évolutions par niveau de diplôme sont également instructives et montrent combien les effets de contexte touchent des individus pourtant très différents, des *baby boomers* aux *millennials*, des diplômés de l'université aux sans-diplômes. Tous tendent à réagir de la même façon. Bien sûr on retrouve un phénomène classique des études sur les préjugés : plus on est diplômé, moins on est xénophobe. C'est vrai tout au long de la période durant laquelle on peut calculer l'indice longitudinal de tolérance par niveau d'instruction. Mais on constate combien les effets de contexte peuvent être forts : par exemple les diplômés

du primaire en novembre 2017 sont presque aussi tolérants que les diplômés de l'université de 2014.

Souvent, certains chercheurs considèrent qu'on surévalue l'importance du niveau d'éducation dans les préjugés. Ils pointent l'hypothèse d'un effet de désirabilité sociale qui fait que les diplômés du supérieur seraient mieux au fait des opinions dicibles et indicibles, autrement dit que leur plus grande ouverture serait surestimée. L'hypothèse de la désirabilité sociale est importante, mais les évolutions des indices démontrent que ce n'est pas suffisant. Ne devraient bouger en fonction du contexte que les plus diplômés, les plus au fait de l'actualité politique et de la « dicibilité » des opinions. Hors ce n'est pas le cas. Ceci plaide encore une fois pour l'ampleur des effets de période et des flux et reflux qu'ils produisent sur l'électorat.

**Figure 2.4. Les évolutions de la tolérance par positionnement politique**



La stabilité se retrouve selon les groupes politiques. Pour la troisième année consécutive, la droite reste divisée sur la question de l'immigration avec un indice de 51, qu'on peut traduire comme un rapport de force où les tolérants sont à peine plus nombreux que les intolérants. On aurait pu s'attendre à un recul de la tolérance dans cette partie de l'électorat, notamment après la campagne interne de Laurent Wauquiez pour la présidence de «Les Républicains», mais le niveau de tolérance de janvier 2016 s'est maintenu. Autre enseignement, les centristes restent encore très proches des électeurs de droite sur ces questions de tolérance, (7 points d'écart, contre 15 points avec la gauche). Enfin, la polarisation gauche/droite reste forte cette année : 22 points en novembre 2017.

### 3. Une stabilisation pour toutes les minorités

Figure 2.5. Les indices de tolérance par minorités

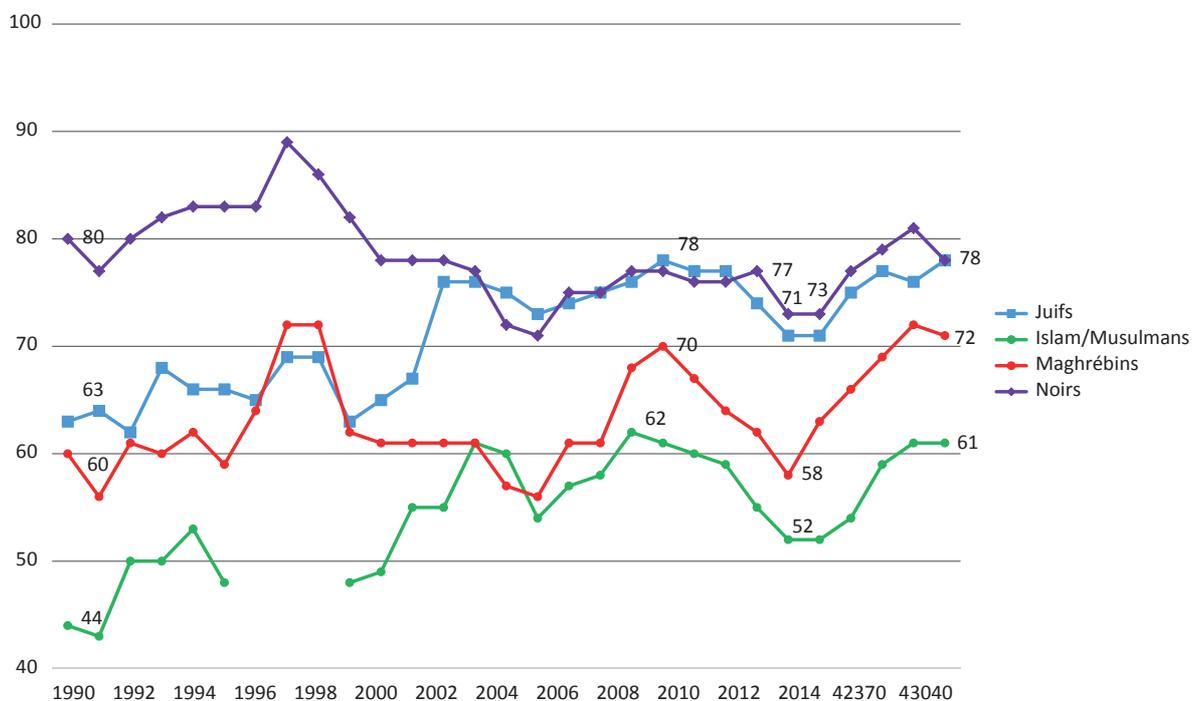
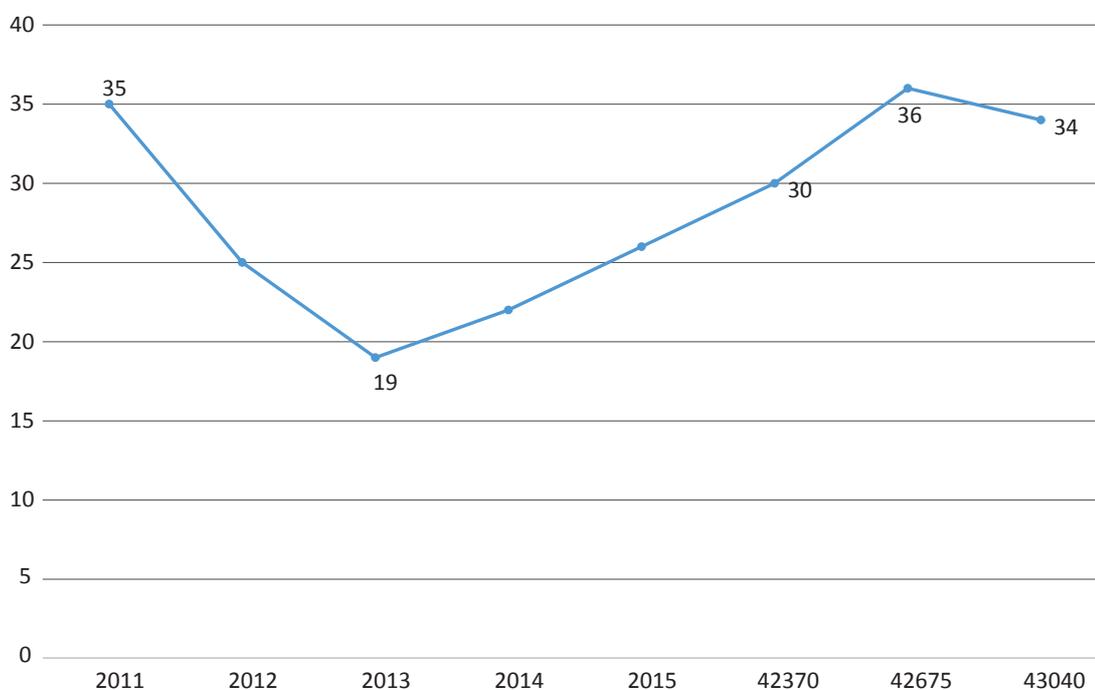


Figure 2.6. Indice de tolérance pour les tziganes



La tolérance générale est plutôt élevée en cette fin d'année 2017 mais cela se confirme aussi pour la plupart des minorités. Pour les musulmans, les Maghrébins ou les juifs, le score de 2017 est quasiment le même qu'en 2016. Seuls les Roms (- 2 points) et les noirs (- 3 points) semblent voir la tolérance à leur endroit régresser, mais seule cette dernière évolution dépasse la marge d'erreur, et pour toutes les minorités les scores restent largement supérieurs fin 2017 au niveau qu'ils atteignaient au moment de crispation qu'a connue la France au début des années 2010. Sinon on retrouve la hiérarchie habituelle de l'acceptation des minorités : les juifs et les noirs restent particulièrement bien acceptés, tandis que les Maghrébins, puis les musulmans et surtout les Roms restent particulièrement mal acceptés.

## Section 3

# L'articulation des différentes formes de racisme

L'indice longitudinal de tolérance synthétise les attitudes envers les minorités, il mesure un niveau moyen d'acceptation. Il s'agit maintenant d'ouvrir la boîte noire et d'explorer ces attitudes plus en détail, les relations qui les lient, les facteurs qui les expliquent, les argumentaires qui les sous-tendent.

## 1. La cohérence des préjugés envers l'Autre

L'indice longitudinal de tolérance synthétise le niveau de préjugé envers les « autres » à divers points du temps. Il ne permet pas de saisir les relations qui s'établissent entre les opinions exprimées. Forment-elles un pattern cohérent, symptomatique d'une attitude « ethnocentriste » au sens où l'entendaient les auteurs de *La personnalité autoritaire*, c'est-à-dire une disposition à valoriser les groupes auxquels on s'identifie, et à inférioriser les « autres », les *outgroups*<sup>27</sup> ? Y a-t-il un lien entre les préjugés envers les Juifs, les immigrés, les Musulmans, les Noirs, les Asiatiques, les Roms, ou s'agit-il de dimensions distinctes ? Un premier moyen de le vérifier est la technique des échelles d'attitudes hiérarchiques (encadré 1).

### A. L'échelle d'ethnocentrisme

#### Encadré 1. Les échelles d'attitudes hiérarchiques<sup>28</sup>

- L'attitude est une variable latente, que l'on infère à partir des réponses données aux questions du sondage. Elle rend compte de la cohérence des opinions exprimées à propos d'un stimulus – par exemple le fait de systématiquement donner des réponses négatives aux questions sur les étrangers, les immigrés, les minorités dénotera une attitude ethnocentriste.
- La technique des échelles d'attitude permet de vérifier s'il existe bien une telle attitude. Elle permet de classer les individus sur un continuum, des moins aux plus porteurs de l'attitude concernée à partir d'un ensemble de questions dont on fait l'hypothèse qu'elles relèvent bien toutes de l'attitude à mesurer (hypothèse d'unidimensionnalité), et de leur attribuer un score selon l'intensité de leur attitude.
- Il existe de multiples techniques pour construire une échelle. On retient ici une variante de l'analyse hiérarchique<sup>29</sup>, celle de Loevinger, la plus exigeante. Au lieu de postuler une métrique identique pour toutes les réponses (par exemple en donnant par convention à la réponse « tout à fait d'accord » la note 4, « plutôt d'accord » la note 3, « plutôt pas d'accord » la note 2 et « pas du tout d'accord » la note 1, quelle que soit la question), elle recherche la réponse qui dénote la plus forte intensité de l'attitude concernée, en cherchant à chaque fois la meilleure dichotomie possible en fonction de la cohérence avec les autres items de l'échelle.

27. Theodor W. Adorno *et al.*, *Études sur la personnalité autoritaire* (trad. Hélène Frappat), Paris, Allia, 2007, 1<sup>re</sup> édition 1950.

28. Pour une présentation détaillée de ces deux techniques et de leurs avantages respectifs voir Guy Michelat, « Les échelles d'attitudes et de comportements », in Cevipof, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 229-236 et Guy Michelat, Éric Kerrouche, « Les échelles d'attitude », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 6(2), été 1999, p. 463-512.

29. Dite encore de Guttman, du nom de Louis Guttman son inventeur.

- Cette technique implique que les réponses aux questions soient réduites à deux éventualités, l'une positive, l'autre négative par rapport à l'attitude en question, variables d'une question à l'autre. Le couple question/réponses dichotomisées est un item. Ainsi dans l'échelle ethnocentrisme (tableau 3.1) le premier item oppose la réponse ethnocentriste « pas du tout d'accord » avec l'idée que « les Français musulmans sont des Français comme les autres » à toutes les autres réponses, tandis que l'item 5 oppose à toutes les autres les réponses « plutôt pas d'accord » ou « pas d'accord du tout » pour accorder le droit de vote aux étrangers non Européens.
- Le second postulat est qu'il existe une hiérarchie des items, de celui qui dénote la forme la plus intense de l'attitude à la moins intense. Dans une *échelle parfaite*, toute personne qui a répondu positivement à un item répond positivement aux items qui le suivent ; et deux personnes ayant le même score auront répondu positivement aux mêmes questions. Dans la réalité, la structure de réponses ne correspond qu'imparfaitement à cette structure, le degré de concordance avec l'échelle parfaite est mesuré par le coefficient de Loevinger qui calcule la matrice des coefficients de hiérarchisation des items pris 2 à 2 pour l'ensemble des questions testées. Il varie de 1 si l'échelle est parfaite à 0 s'il n'y a aucune concordance entre les 2 structures.
- Une telle échelle constitue un instrument de mesure synthétique de l'attitude étudiée. Chaque personne se voit attribuer une note d'échelle selon le nombre de réponses positives qu'elle aura données.

À partir d'une dizaine de questions du Baromètre de la CNCDH, il est effectivement possible de construire une échelle d'ethnocentrisme allant de 0 à 10 (tableau 3.1). L'item qui dénote le degré le plus élevé d'ethnocentrisme est le refus absolu et peu fréquent (5 % de réponses « pas d'accord du tout » opposées à toutes les autres), de nier aux citoyens musulmans la qualité de « Français comme les autres ». Ces personnes-là auront tendance à donner la réponse ethnocentriste à toutes les autres questions.

**Tableau 3.1. Échelle d'ethnocentrisme (%)**

	2009	2011	2012	2013	2014	2015	2016/1	2016/2	2017
<i>Les Français musulmans sont des Français comme les autres :</i> Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord SR / <b>Pas d'accord du tout</b>	7	9	10	13	11	16	8	7	5
<i>Les Français juifs sont des Français comme les autres :</i> Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / <b>Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout</b>	7	10	12	14	14	10	9	9	6
Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / <b>Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout</b>	14	19	24	31	29	21	18	17	19

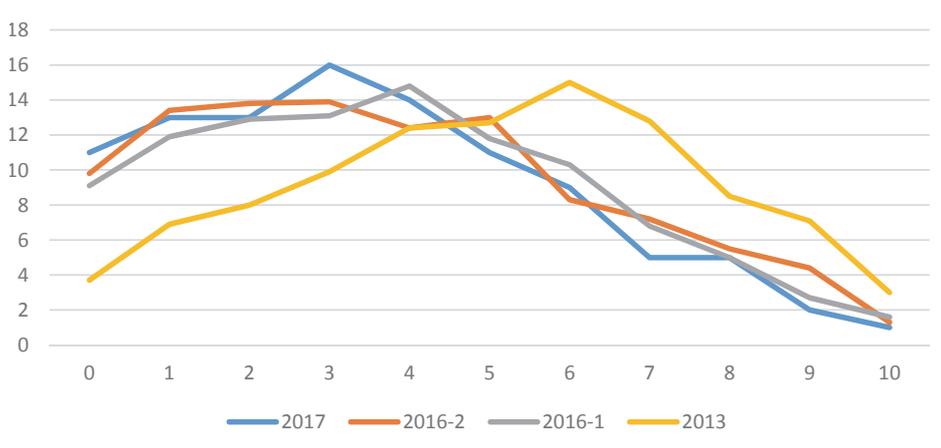
	2009	2011	2012	2013	2014	2015	2016/1	2016/2	2017
Il faut permettre aux musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / <b>Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout</b>	13	24	24	30	29	21	17	17	15
<i>La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / <b>Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout</b>	21	29	34	39	35	32	27	28	25
Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / <b>Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout</b>	33	49	57	63	56	53	48	45	42
<i>Il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France</i> : <b>Tout à fait d'accord, plutôt d'accord</b> / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR	46	58	68	75	73	65	56	52	53
<i>Les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment Français</i> : <b>Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord</b> / Pas d'accord du tout, SR	47	58	62	67	66	55	50	46	45
<i>L'immigration est la principale cause de l'insécurité</i> : <b>Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord</b> / Pas d'accord du tout, SR	68	76	74	84	81	73	70	67	65
De nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale : <b>Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord</b> / Pas d'accord du tout, SR	80	84	89	92	89	85	81	79	79

Source : Baromètres CNCDH. En gras les réponses qui dénotent l'ethnocentrisme. H de Loevinger : 0,56. Ces enquêtes ont généralement lieu en octobre-novembre. En mars 2015 une enquête supplémentaire a été effectuée après les attentats de janvier. Suite aux attentats de novembre 2015, l'enquête CNCDH initialement prévue pour fin novembre a été reportée au 4-11 janvier 2016. Celle de 2016 a eu lieu comme prévu à l'automne (17-24 octobre). Dans les tableaux elles sont référencées comme 2016(1) et 2016 (2).

Inversement, l'item le moins discriminant est le stéréotype selon lequel les immigrés viendraient en France uniquement pour profiter des avantages sociaux, qu'environ huit personnes interrogées sur dix ne rejettent pas totalement (toutes celles qui choisissent une autre réponse que « pas d'accord du tout »), sans pour autant partager nécessairement les préjugés précédents.

La même échelle, avec les mêmes items, existe depuis 2009, permettant de suivre l'évolution de l'ethnocentrisme dans le temps. Un premier constat est celui de l'étonnante stabilité de la structure des réponses. En dix ans les opinions ont évolué, le questionnaire de l'enquête s'est étoffé. Pourtant ce sont les mêmes questions qui font échelle, avec les mêmes coupures pour chaque item, et le coefficient statistique mesurant la validité de l'échelle est inchangé, témoignant de la validité de l'instrument et de la permanence de cette attitude<sup>30</sup>. Les résultats vont dans le même sens que ceux de l'indice longitudinal de tolérance (supra, section 2). La distribution des scores sur cette échelle montre que son mode, c'est-à-dire la note la plus fréquente, est passé de 6 en 2013 à 4 en janvier 2016 et 3 cette année (figure 3.1). En trois ans le sommet de la courbe s'est déplacé vers la gauche du graphique, du côté des scores les plus bas, la société a évolué vers plus de tolérance.

**Figure 3.1 Distribution des scores d'ethnocentrisme (2013-2017)**



Source : Baromètres CNCDH.

## B. Les facettes d'un même rejet de « l'Autre »

Outre les questions qui composent l'échelle d'ethnocentrisme, l'enquête en comporte plus d'une centaine, relative à toutes les formes de racisme et d'intolérance. Il y en a une sur le racisme *stricto sensu*, soit la croyance en l'existence d'une hiérarchie des races humaines : « Vous, personnellement, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche » : « Les races humaines n'existent pas », « Toutes les races humaines se valent », « Il y a des races supérieures à d'autres ». Une autre question, régulièrement posée, demande dans quelle mesure la personne

30. Le H de Loewinger pour l'échelle d'ethnocentrisme est de 0,57. Et le même constat vaut pour toutes les échelles que nous avons construites.

se considère « raciste » : « *En ce qui vous concerne personnellement, diriez-vous de vous-même que vous êtes plutôt raciste, vous êtes un peu raciste, vous n’êtes pas très raciste, vous n’êtes pas raciste du tout?* ». Elle a été souvent raillée, au motif que les « racistes » se garderaient bien de dire qu’ils le sont. Pourtant, la proportion des sondés qui s’assument comme tels, se disant « plutôt » ou « un peu » racistes, est non négligeable, même si elle baisse depuis 2013 (20% cette année, 35% en 2013). D’autres questions permettent de faire apparaître des sous dimensions spécifiques dans cet univers de préjugés. Une échelle d’antisémitisme (tableau 3.2) reprend des stéréotypes anciens associant les juifs à l’argent, au pouvoir, au communautarisme, au soupçon de double allégeance.

**Tableau 3.2. Échelle d’antisémitisme (%)**

	2013	2014	2015	2016(1)	2016(2)	2017
<i>Les juifs ont trop de pouvoir en France : <b>Tout à fait d’accord/</b> plutôt d’accord, plutôt pas d’accord, pas d’accord du tout, SR</i>	11,5	14	11	6	9	8
<i>Les Français juifs sont des Français comme les autres : Tout à fait d’accord, plutôt d’accord/ <b>plutôt pas d’accord, pas d’accord du tout, SR</b></i>	14	14	10	9	9	6
<i>Pour chacune des catégories suivantes – <b>les juifs</b> – dites-moi si elle constitue actuellement pour vous : <b>un groupe à part dans la société</b> / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas particulièrement un groupe, SR</i>	32	28	27	24	23	23
<i>Pour les juifs français, Israël compte plus que la France : <b>Tout à fait d’accord, plutôt d’accord/</b> plutôt pas d’accord, pas d’accord du tout, SR</i>	52	56	44	42	39	37
<i>Les juifs ont un rapport particulier à l’argent : <b>Tout à fait d’accord, plutôt d’accord, plutôt pas d’accord/</b> Pas d’accord du tout, SR</i>	83	81	68	59	54	57

Source : Baromètres CNCDH. En gras les réponses qui dénotent l’ethnocentrisme. H de Loewinger : 0,48.

**Tableau 3.3. Échelle d'aversion à l'islam et à ses pratiques (%)**

	2013	2016(1)	2016(2)	2017
<i>La religion catholique vue comme <b>plus positive que la religion musulmane</b> *</i>	29	18	13	13
Selon vous le respect des pratiques religieuses musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société ?				
<i>Le jeûne du Ramadan : <b>Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment</b>/Non pas du tout, SR</i>	68	56	52	51
<i>Les prières : <b>Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment</b>/Non pas du tout, SR</i>	77	64	61	60
<i>Le sacrifice du mouton lors de l' Aid El Kébir : <b>Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment</b> / Non pas du tout, SR</i>	75	63	61	60
<i>Le port du voile : <b>Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment</b>/Non pas du tout, SR</i>	93	84	78	77

\* L'item résulte du croisement de l'image des deux religions. Sont regroupés les sondés qui évaluent la religion musulmane moins bien que la religion catholique, soit ceux qui jugent la religion catholique « très positive » et la religion musulmane « assez positive », « assez » ou « très négative » ; la religion catholique « assez positive » et la musulmane « assez » ou « très négative », et ceux qui jugent la religion catholique « assez négative » et la musulmane « très négative ».

Source : Baromètres CNCDDH. En gras les réponses qui dénotent l'ethnocentrisme.

H de Loevinger : 0,64.

Une échelle d'aversion à l'islam (tableau 3.3) combine l'image de la religion musulmane (comparée à la catholique) et le rejet dont font l'objet certaines des pratiques associées à l'islam (voile, prière, sacrifice du mouton, jeûne du Ramadan), perçues comme « posant problème pour vivre en société ». L'échelle « d'anticommunautarisme » mesure le sentiment que certaines minorités forment « un groupe à part » dans la société plutôt qu'un groupe « ouvert aux autres » ou « ne formant pas particulièrement un groupe ». On dispose ainsi de quatre indicateurs d'intolérance distincts explorant les diverses facettes du rejet de l'autre. Pour éviter qu'ils se recoupent, on a supprimé de l'échelle d'ethnocentrisme les items relatifs aux musulmans et aux juifs. Elle devient ainsi une échelle de rejet des immigrés. À ces quatre échelles on a rajouté l'autodéfinition de soi comme raciste, et un indicateur de racisme biologique (la croyance en une hiérarchie des races humaines). Ces six indicateurs apparaissent suffisamment corrélés pour former une échelle globale de préjugés envers l'Autre (tableau 3.4)<sup>31</sup>.

31. C'est une autre technique de construction d'échelle (analyse de fiabilité), qui ne tient compte que des corrélations et des covariances entre les items. La fiabilité de l'échelle est mesurée par l'alpha de Cronbach (0,73).

**Tableau 3.4. Matrice de corrélations entre les indicateurs de préjugés<sup>32</sup>**

	Anti-immigrés	Se dit raciste	Anti-communautés	Antijuifs	Antiislam	Existence des races	Corr. item
Anti immigrés	100	0,49	0,42	0,40	0,42	0,33	0,60
Se dit raciste		100	0,38	0,28	0,35	0,23	0,53
Anticommunautés			100	0,58	0,31	0,20	0,55
Antijuifs				100	0,23	0,27	0,51
Antiislam					100	0,16	0,43
Existence des races						100	0,34

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. Corrélations mesurées par le R de Pearson. Elles sont toutes statistiquement significatives au seuil de 0,01\*\*.

Questions et échelles sont orientées dans le sens de l'intolérance, la dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle globale.

Les corrélations les plus fortes s'observent entre attitude anti-immigrés d'une part, et racisme autodéclaré et anticommunautarisme d'autre part (tableau 3.4). Un bloc cohérent d'attitudes se dessine, renvoyant au racisme ordinaire, dirigé contre les immigrés, les étrangers, l'Autre. L'échelle anti-immigrés structure cette échelle globale de préjugés, avec le coefficient de corrélation à l'échelle le plus élevé (0,60). Les préjugés envers les juifs, tout comme envers l'islam et ses fidèles, s'inscrivent dans cette mesure globale de racisme, leur rejet va de pair avec celui des immigrés en général. Les corrélations sont un peu moins fortes toutefois que pour les trois indicateurs précédents, traduisant l'autonomie relative de ces préjugés, qui reflète leur histoire, et leur imbrication avec le contexte international (conflit israélo-palestinien, guerre en Syrie, terrorisme). L'item de loin le moins intégré à l'indicateur global est celui du racisme biologique (0,34). Ce dernier n'a pas totalement disparu, il concerne encore 8 % des Français (contre 14 % en 2013). Mais, aujourd'hui, le racisme se formule plus volontiers sous sa forme différentialiste, postulant et souvent exagérant les différences culturelles entre majorité et minorités.

### C. Le racisme anti-asiatique

Parce que les cibles des préjugés évoluent à travers le temps, le Baromètre CNCDH diversifie régulièrement ses indicateurs. Une batterie de questions a été introduite sur les Roms, par exemple, de loin le plus rejeté de tous les groupes (voir *infra*, section 6), et plus récemment sur les minorités asiatiques,

32. Les corrélations ne sont pas exactement comparables à celles de l'an dernier parce qu'il manque deux échelles, « favoritisme » et « discrimination », la réduction du questionnaire 2017 liée aux contraintes budgétaires ayant eu pour effet de supprimer certaines des questions qui les composent.

touchées en 2016 par une série d'agressions d'une rare violence<sup>33</sup>. Ce racisme anti-asiatique était depuis 2004 mesuré par une seule question portant sur la perception des Asiatiques comme formant ou non « un groupe à part » dans la société. Depuis de nouvelles questions ont été ajoutées explorant l'adhésion au stéréotype selon lequel les Asiatiques seraient « très travailleurs », la demande de sanction judiciaire pour une insulte comme « sale chinetoque », les variations du rejet selon que le terme employé est « Chinois » ou « Asiatique »<sup>34</sup>. Quelle que soit la question, on constate que ce racisme anti-asiatique/antichinois est étroitement associé à l'ethnocentrisme, cette attitude globale de repli sur son groupe d'appartenance et de méfiance à l'égard des autres. Les scores sur l'échelle d'ethnocentrisme sont d'autant plus élevés que la personne interrogée minimise l'importance de sanctions judiciaires pour les insultes comme « sale Chinetoque », estime que les Asiatiques constituent « un groupe à part » dans la société », et pense que les Chinois sont « très travailleurs » (figure 3.2). En 2017 ce dernier stéréotype est partagé par 77 % de l'échantillon soit une hausse de 3 points par rapport à l'enquête d'octobre 2016 et de 6 par rapport à celle de janvier 2016, atteignant un niveau nettement plus élevé que pour les Maghrébins ou les Noirs, que 46 % seulement des sondés estiment « très travailleurs ». Mais qu'elle soit positive ou négative, cette image reste raciste, elle essentialise un groupe. Et elle est ambivalente, elle peut tout autant qu'un stéréotype négatif se retourner contre le groupe auquel elle s'applique, cacher ressentiment et jalousie, un peu comme le stéréotype associant les juifs à l'argent, qui a tout récemment encore motivé des agressions<sup>35</sup>.

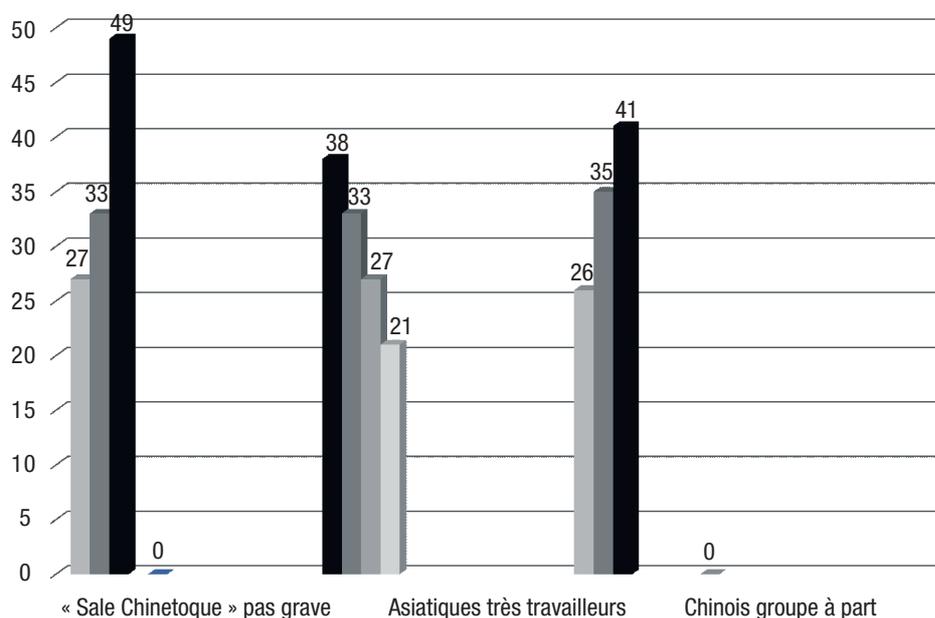
On a là autant d'indices concordants d'une cohérence des préjugés envers les divers groupes qui composent la société française, seules varient les cibles et les modalités de leur rejet. Au point que certains chercheurs préfèrent parler de *Group Focused Enmity*<sup>36</sup> ou hostilité globale envers les groupes autres que ceux auxquels la personne s'identifie, plutôt que de « racisme », notant que les groupes rejetés peuvent inclure aussi des minorités sexuelles, des sans-abri, des personnes en situation de handicap ou en surpoids, dès lors qu'ils apparaissent hors normes. Et ce sont les mêmes facteurs attitudinaux et socioculturels qui prédisposent à ces préjugés.

33. À Aubervilliers en 2016 plus d'une centaine de plaintes ont été déposées suite à des agressions répétées de commerçants chinois et de leur famille. La mort en août d'un couturier chinois, Haolin Zhang, décédé des suites de ses blessures, a suscité une grande mobilisation contre le racisme anti asiatique, et la parole se libère à propos d'un racisme jusqu'ici ignoré. Les auditions des représentants de plusieurs des associations ayant pris part à ce mouvement (voir infra en annexe du rapport les organisations auditionnées, p. 351 du rapport 2016 et p. 369 du présent rapport) sont à cet égard éclairantes.

34. Le sentiment que les Chinois forment « un groupe à part » dans la société est comme l'an dernier plus fort que pour les Asiatiques en général (30 % vs 25 %).

35. Notamment le cambriolage » avec séquestration à domicile et violences d'une famille juive à Livry-Gargan, en septembre 2017.

36. Andreas Zick, Carina Wolf, Beate Küpper *et al.*, « The Syndrome of Group-Focused Enmity: The Interrelation of Prejudices Tested with Multiple Cross-Sectional and Panel Data », *Journal of social issues*, 64 (2), juin 2008, p. 363–383.

**Figure 3.2 Ethnocentrisme par niveau d'adhésion aux stéréotypes anti Asiatiques**

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. Ethnocentristes : scores de 5 et + sur l'échelle.

## 2. Des facteurs explicatifs communs

### A. Autoritarisme et rejet de l'autre

On sait depuis les travaux d'Adorno et de ses collègues que l'ethnocentrisme s'inscrit dans une vision autoritaire-hiérarchique de la société<sup>37</sup>. Pour le mesurer, on dispose d'un indicateur combinant les réponses à trois questions portant sur le rétablissement de la peine de mort, le laxisme de la justice et l'acceptation de l'homosexualité (tableau 3.5), mesurant des attitudes favorables à la répression de toute déviance, qu'elle soit sociale ou morale.

**Tableau 3.5. Indice d'autoritarisme (%)**

	2013	2014	2015	2016 (1)	2016(2)	2017
Je vais vous citer un certain nombre d'affirmations. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord ?						
<i>L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord / <b>Pas vraiment d'accord, pas du tout d'accord, SR :</b>	20	18	14	15	15	13

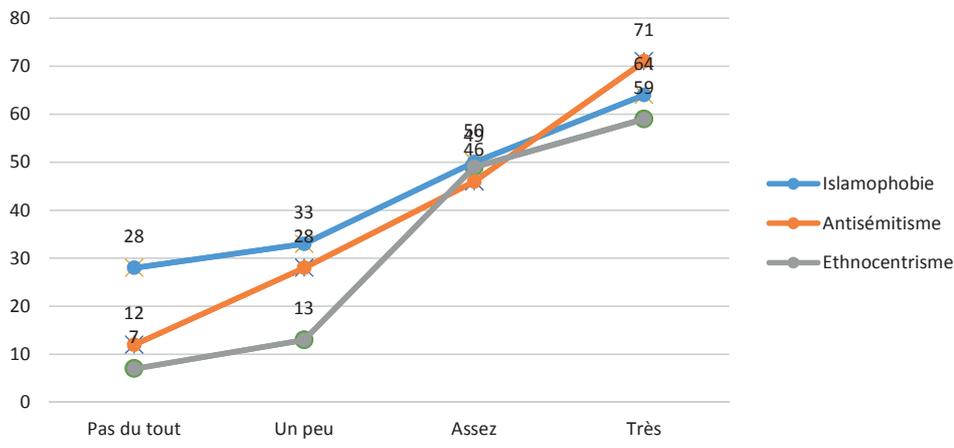
37. Voir la postérité de leurs travaux, notamment Aribert Hayder, Eldad Davidov, Peter Schmidt, « Ten years after-Authoritarianism and ethnocentrism in Germany, 1996 and 2006. Festschrift for Peter Schmidt », dans Samuel Salzborn, Eldad Davidov, Jost Reinecke (dir.), *Methods, Theories, and Empirical Applications in the Social Sciences*, 2012, Wiesbaden, Springer VS, p. 175-184 et Karen Stenner, *The Authoritarian Dynamic*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

	2013	2014	2015	2016 (1)	2016(2)	2017
<i>Il faudrait rétablir la peine de mort : <b>Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord</b> / Pas du tout d'accord, SR :</i>	65	64	56	55	51	55
<i>Les tribunaux français ne sont pas assez sévères : <b>Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord</b> / Pas du tout d'accord, SR :</i>	92	94	88	88	86	87

Source : Baromètres CNCDH. Figurent en gras les réponses dénotant de l'autoritarisme.

Plus la personne interrogée aura des scores élevés sur cet indice d'autoritarisme, plus forte sera la probabilité qu'ils le soient sur l'échelle d'ethnocentrisme. La proportion de scores élevés (dans le tiers supérieur) sur cet indicateur passe de 7 % chez les répondants peu autoritaires à 59 % chez les plus autoritaires. Il en va de même pour les scores sur les échelles d'aversion à l'islam et d'antisémitisme (figure 3. 3). De même elle sera plus encline à s'avouer raciste, à croire en l'existence de races humaines, moins sensible aux discriminations subies par les Maghrébins et les Noirs. Elle sera aussi plus portée à avoir à une vision traditionnelle de la femme, cantonnée au foyer et à l'éducation des enfants, ou encore une image négative des handicapés<sup>38</sup>. Ces préjugés s'accompagnent d'une volonté d'imposer à l'autre – autre par son origine, sa religion, sa culture mais aussi ses pratiques sexuelles ou son apparence –, par la force s'il le faut, les normes perçues ou voulues comme dominantes dans la société.

Figure 3.3 Préjugés par niveau d'autoritarisme



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. Scores 5-10 sur l'échelle d'ethnocentrisme, 2-5 sur l'échelle d'antisémitisme et 4-5 sur celle d'aversion à l'islam ou islamophobie.

38. Le rejet total (« pas du tout d'accord ») d'une vision traditionnelle des femmes qui seraient « faites avant tout pour avoir des enfants et les élever » passe de 74 % chez les non autoritaires (note zéro sur l'échelle d'autoritarisme) à 28 % chez les répondants les plus autoritaires et le sentiment qu'une femme devrait pouvoir s'habiller comme il lui plaît de 80 % à 64 %. Parallèlement le sentiment qu'on ne parle pas assez des discriminations envers les personnes en situation de handicap passe de 73 % chez les moins autoritaires à 64 % chez les plus autoritaires et l'idée qu'une lutte vigoureuse contre ces discriminations serait nécessaire de 63 % à 52 %.

## B. Les facteurs socioculturels et politiques

Certaines personnes sont plus enclines que d'autres à adhérer à des préjugés racistes et à une vision autoritaire de la société. Les grandes variables explicatives du rejet des minorités, qu'il s'agisse des immigrés, des juifs ou des musulmans, sont identiques en France d'une vague du Baromètre CNCDH sur l'autre et d'un pays européen à l'autre<sup>39</sup>. L'intolérance augmente avec l'âge, elle diminue avec le niveau d'études et le niveau d'ouverture au monde, mesuré par un indicateur de « cosmopolitisme » croisant usages d'Internet, fréquences des voyages et séjours à l'étranger (voir *supra*, section 1). Et les effets de ces variables se cumulent. Les nouvelles générations nées après-guerre, plus instruites, marquées par les valeurs permissives des mouvements des années 1960 et par la mondialisation, ont sur toutes nos échelles de préjugé des notes plus basses (tableau 3.6)<sup>40</sup>.

**Tableau 3.6. Facteurs explicatifs de l'ethnocentrisme, de l'islamophobie et de l'antisémitisme (%)**

% scores élevés sur échelle	Ethnocentrisme	Islamophobie	Antisémitisme
	(scores 5-10)	(scores 4-5)	(scores 2-5)
<b>Sexe</b>			
Homme	36	44	42
Femme	31	42	35
<b>Âge</b>			
18-24 ans	26	26	26
25-34 ans	27	35	31
35-49 ans	28	40	35
50-64 ans	37	50	38
65 +	39	49	50
<b>Diplôme</b>			
Sans diplôme	50	49	52
Sans le bac	40	46	44
Bac	31	41	32
Bac + 2	30	44	41
Au-delà	7	33	24
<b>Score de cosmopolitisme</b>			
0	80	59	60
1	62	46	46
2	39	42	33
3	28	34	30
<b>Échelle gauche /droite</b>			
Gauche (1,2)	14	30	30
Centre gauche (3)	19	36	30
Centre (4)	29	44	40
Centre droit (5)	44	46	37
Droite (6,7)	74	60	57

39. Andreas Zick, Beate Küpper, Andreas Hovermann, *Intolerance, Prejudice and Discrimination: A European Report* (France, Germany, Great Britain, Hungary, Italy, The Netherlands, Poland and Portugal): <http://library.fes.de/pdf-files/do/07908-20110311.pdf>. Voir aussi un numéro spécial très fouillé sur les facteurs des attitudes envers les immigrés en Europe, introduit par Eidad Davidov et Moshe Semyonov, « Attitudes towards immigrants in European Societies », *International Journal of Comparative Sociology*, 58(5), 2017, p. 359-366.

40. Sur l'impact du renouvellement générationnel voir Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent*, Paris, PUF, 2017.

% scores élevés sur échelle	Ethnocentrisme	Islamophobie	Antisémitisme
	(scores 5-10)	(scores 4-5)	(scores 2-5)
<b>Situation économique ressentie</b> « Je vis moins bien qu'il y a quelques années »			
Tout à fait d'accord	44	51	46
Plutôt d'accord	37	48	45
Plutôt pas	31	42	36
Pas du tout	17	29	25
<b>Pratique religieuse catholique</b>			
Pratiquant régulier	31	38	42
Occasionnel	35	50	41
Non pratiquant	46	52	44
Sans religion	26	37	31
Autre religion	13	26	41
<b>Ascendance</b>			
Français sans ascendance étrangère	38	46	40
Au moins un ascendant étranger	24	38	36
Dont Maghreb/Afrique noire	10	23	36
Ensemble	33	43	38

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

La dimension politique de l'ethnocentrisme est particulièrement visible. L'intolérance s'élevé à mesure qu'on s'approche du pôle droit de l'échiquier politique, où prédomine une vision hiérarchique et autoritaire de la société. Chez les personnes qui se situent dans les deux cases les plus à droite de l'échelle gauche droite, 74 % ont un score d'ethnocentrisme égal ou supérieur à 5. À l'extrême droite (case 7) la proportion atteint 85 %, de même que chez les sympathisants déclarés du FN, un parti qui met la préférence nationale au cœur de son programme.

L'effet de la religion, lui, a évolué. Avant 2005, elle n'avait aucun impact sur le niveau d'intolérance. Après l'affaire des caricatures de Mahomet au Danemark, on observe une crispation identitaire des catholiques en France, qui se montrent moins tolérants que les personnes se déclarant sans religion. Et le rejet des minorités augmente désormais avec le taux de degré d'intégration à la communauté catholique mesuré par la pratique religieuse. Depuis les attentats de 2015, c'est l'inverse. Globalement le niveau d'ethnocentrisme et d'islamophobie reste plus élevé chez les catholiques que chez les non catholiques, qu'il s'agisse des fidèles d'une autre religion ou surtout des personnes sans religion déclarée. Mais parmi les catholiques déclarés, la pratique fait baisser le niveau d'intolérance, qui diminue quand on passe des non pratiquants aux pratiquants réguliers (allant au moins une fois par mois à la messe), et atteint son minimum chez les rares catholiques qui vont encore à la messe tous les dimanches<sup>41</sup>. On pourrait y voir un effet de l'influence du pape François, qui durant toute l'année 2015 a martelé un message de paix, d'amour du prochain, et de tolérance, et encouragé le dialogue interreligieux, ainsi que de la forte mobilisation de la

41. Sur les 53 % de l'échantillon se disant catholiques, seuls 9 % vont à la messe au moins une fois par mois dont la moitié tous les dimanches, 22 % ne pratiquent qu'occasionnellement pour les grandes fêtes, et 69 % ne pratiquent pas.

conférence épiscopale française pour promouvoir une solidarité active avec les réfugiés. Le phénomène s'était atténué en 2016, après le meurtre du père Hamel en juillet, en l'église Saint-Étienne-du-Rouvray<sup>42</sup>. Il est de retour en 2017. La proportion d'ethnocentristes décline de 15 points quand on passe des catholiques non pratiquants aux pratiquants réguliers (tableau 3.6). Les écarts sont similaires mais beaucoup moins marqués pour ce qui est de l'antisémitisme. L'ensemble des catholiques se distingue des non catholiques par la proportion de scores élevés sur l'échelle d'antisémitisme, supérieure à 40 %, contre 31 % chez les sans religion (soit 7 points en dessous de la moyenne de l'échantillon<sup>43</sup>), mais il n'y a que 3 points d'écart entre catholiques pratiquants et non pratiquants. Comme les années précédentes aussi, les fidèles des autres religions, où les musulmans sont majoritaires, ont les scores les plus bas sur les échelles d'ethnocentrisme et d'aversion à l'islam<sup>44</sup>, alors que la proportion de scores élevés sur l'échelle d'antisémitisme y est comparable à celle observée chez les catholiques pratiquants.

Quelle que soit la religion on note un effet de l'origine. L'échantillon reflète la diversité de la population résidant dans l'Hexagone : 34 % des personnes interrogées en face-à-face déclarent au moins un ascendant (parent ou grand parent) étranger, et les interviewés d'ascendance non européenne représentent 11 % de l'échantillon. Si ces interviewés sont les premières victimes de préjugés en fonction de leur origine, ils ne sont pas pour autant exempts de préjugés. L'ethnocentrisme dépend d'une multiplicité de facteurs, psychologiques, socio-culturels et politiques, et chacun peut trouver un "autre" à rejeter. Mais le fait d'avoir dans sa famille ne serait-ce qu'un parent ou grand parent étranger est un facteur d'ouverture incontestable. Les Français sans ascendance étrangère ont les scores les plus élevés sur les échelles d'ethnocentrisme, d'antisémitisme et d'aversion à l'islam (tableau 3.6). En revanche le niveau de préjugés antisémitiques des répondants avec une ascendance étrangère est proche de celui de la population qui n'a ni parent ni grand parent étranger. Et si le niveau d'ethnocentrisme et d'islamophobie des personnes dont au moins un parent ou grand parent vient du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne est nettement plus bas que dans le reste de l'échantillon, leur niveau d'antisémitisme est comparable, inférieur de 4 points seulement à celui des sondés sans ascendance étrangère, alors que le différentiel est de 26 points sur l'échelle d'ethnocentrisme et de 23 sur celle d'aversion à l'islam.

À ces variables classiques s'ajoute comme dans le reste de l'Europe un effet de la crise et surtout de la manière dont elle est vécue et perçue, déjà observé dans les vagues précédentes. Le rejet des autres s'accroît avec le sentiment d'insécurité économique, il est plus fort chez les personnes qui disent que « chaque mois je me demande comment je vais faire pour tout payer », qui craignent pour

42. Voir le livre de Yann Raison du Cleuziou distinguant six tribus parmi les catholiques français (*Qui sont les catholiques aujourd'hui?*, Paris, Desclée de Brouwer, 2014), actualisé par une grande enquête de l'Institut IPSOS pour le groupe Bayard parue dans *Le Pèlerin* et *La Croix* (<http://www.pelerin.com/A-la-une/Qui-sont-vraiment-les-catholiques>)

43. Sur la persistance d'un antijudaïsme chrétien voir *infra* section 5.

44. Les fidèles d'autres religions que le catholicisme représentent 11 % de l'échantillon, dont 53 % de musulmans déclarés (N=60). Et chez ces derniers la proportion de scores élevés sur l'échelle d'antisémitisme atteint 46 %.

leur emploi ou celui de leurs proches, et chez celles qui ont le sentiment d'un déclassement. La proportion de scores élevés sur l'échelle d'antisémitisme atteint 46% chez celles qui sont tout à fait d'accord pour estimer «vivre aujourd'hui moins bien qu'il y a quelques années», 44% sur l'échelle d'ethnocentrisme, et 51% sur l'échelle d'aversion à l'islam (tableau 3.6)<sup>45</sup>.

On ne peut cependant se contenter de détailler les facteurs explicatifs des préjugés, il faut croiser leurs effets, saisir les interactions, voir comment ils s'ajoutent ou se compensent, chez une même personne. La technique de la régression logistique permet de mesurer l'effet propre de chacune de ces variables sur le niveau d'ethnocentrisme, d'antisémitisme et d'aversion à l'islam en 2017, toutes choses égales par ailleurs (tableau 3.7)<sup>46</sup>.

**Tableau 3.7. Variables prédictives des préjugés ethnocentristes, antisémites et islamophobes**

	Ethnocentrisme (scores 4-10)	Antisémitisme (scores 2-5)	Aversion à l'islam (scores 4-5)
Échelle gauche droite	***	***	***
Insécurité économique	–	–	–
Diplôme	***	**	–
Religion	*	–	–
Ascendance	***	–	–
Âge	*	**	***
Sexe	–	*	–
R <sup>2</sup> de Nagelkerke	0,37	0,11	0,14

Modèle de régression logistique. Seuils de significativité statistique :  
\*P<0.05; \*\*P<0.010; \*\*\*P<0.001

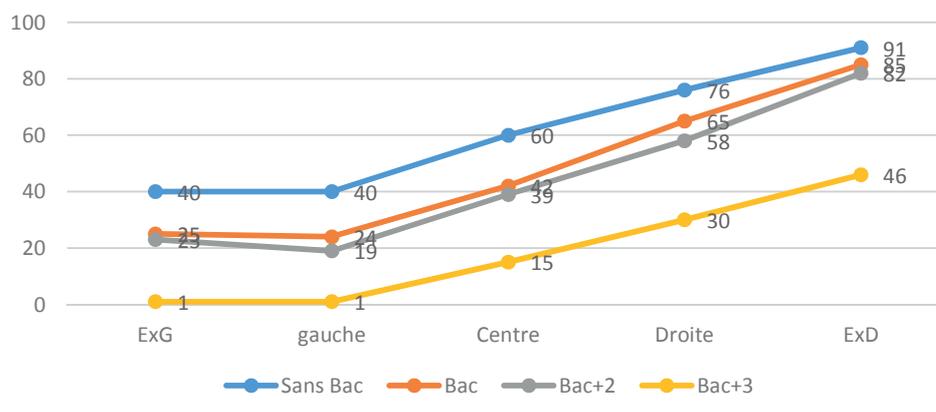
Toutes choses égales par ailleurs, et quel que soit le préjugé considéré, l'orientation politique est de loin la variable la plus prédictive, avec les coefficients statistiques les plus élevés. Plus la personne se situe à droite, plus forte est la probabilité qu'elle ait des notes élevées sur nos trois échelles, avec des niveaux records à l'extrême droite. L'âge joue également, les plus jeunes se montrant toujours plus tolérants. À l'inverse, pour les trois types de préjugés, le sentiment d'insécurité économique mesuré par le sentiment de vivre moins bien qu'avant n'a aucun effet, une fois pris en compte les effets des autres variables entrées dans le modèle. Les quatre dernières ont des effets distincts selon le préjugé considéré. Le manque d'instruction influence fortement le niveau d'ethnocentrisme et d'antisémitisme, venant juste après le positionnement politique. L'école et surtout l'université ouvrent sur le monde, sur les autres cultures, elles apprennent à penser par soi-même et à se méfier des idées reçues. Et les effets de ces deux variables se cumulent. La probabilité

45. Sur les effets comparés de la crise économique en Europe sur la perception des immigrés voir notamment Anabel Kuntz, Eldad Davidov, Moshe Semyonov, « The dynamic relations between economic conditions and anti-immigrant sentiment : a natural experiment in times of the European economic crisis », *International Journal of Comparative Sociology*, 58(5), 2017, p. 392-415.

46. Résultats détaillés des régressions logistiques disponibles sur demande.

d'avoir des notes élevées sur l'échelle d'ethnocentrisme passe de 1 % chez les interviewés les plus à gauche et d'un niveau d'études égal ou supérieur à bac + 3 à 91 % chez les répondants les plus à droite non-bacheliers (figure 3.4).

**Figure 3.4 Probabilités prédites d'être ethnocentriste par diplôme et position politique**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

Toutefois comme l'an dernier le diplôme n'a pas d'effet protecteur significatif contre l'aversion à l'islam. Et concernant l'antisémitisme, son effet n'est pas linéaire, un niveau d'éducation moyen (bac + 2) prédisposant autant que le fait de ne pas avoir le bac. Si l'on entre dans le modèle le niveau de cosmopolitisme, au sens d'ouverture au monde *via* Internet, les voyages, les séjours à l'étranger, on note qu'il a aussi un impact significatif sur le niveau d'ethnocentrisme, mais qu'il n'en a aucun sur les préjugés antisémites et islamophobes. Quant à la religion, tout comme l'origine des parents et des grands-parents, elles n'ont d'effet significatif que sur l'ethnocentrisme. Les fidèles d'une autre religion que le catholicisme manifestent moins d'ethnocentrisme que les personnes sans religion et les catholiques, tandis qu'à l'inverse les personnes sans aucune ascendance étrangère sont beaucoup plus intolérantes. Le genre enfin n'a d'impact que sur le niveau d'antisémitisme, plus élevé chez les hommes que chez les femmes.

Au total, si l'on en juge par la valeur du coefficient résumant le pouvoir prédictif du modèle (dernière ligne du tableau 3.7), il explique mieux les variations de l'ethnocentrisme, attitude structurée par le rejet des immigrés, que celles de l'antisémitisme ou de l'aversion à l'islam. Ces préjugés dépendent vraisemblablement d'autres facteurs non pris en compte dans le modèle, qu'il convient d'explorer (voir *infra* et section 4 de cette partie).

### 3. Le renouvellement des argumentaires du racisme

Depuis la Seconde Guerre mondiale et le traumatisme de la Shoah, les préjugés à l'égard des minorités ont évolué vers des formes détournées, plus acceptables en démocratie. Aux États-Unis, à partir des années 1960 et de la lutte pour les droits civiques, les stéréotypes racistes les plus crus, exprimant l'infériorité physique et morale des Noirs, sont en recul. Mais la barrière des préjugés demeure. Des auteurs comme Donald Kinder, David Sears ou John Mc Conahay analysent l'émergence d'un « racisme symbolique », fondé sur les différences culturelles. Ainsi les Noirs sont critiqués parce qu'ils ne respecteraient pas les valeurs traditionnelles de l'Amérique, fondées sur une éthique individualiste du travail et de l'effort. Tandis que les mesures de discrimination positive (*Affirmative action*) prises en leur faveur sont rejetées au nom du principe d'égalité, de justice et d'autonomie individuelle<sup>47</sup>. Aux Pays-Bas, Thomas Pettigrew et Roel Meertens diagnostiquent pareillement le remplacement d'un racisme flagrant (*blatant*), assignant aux minorités un statut inférieur, évitant leur contact, par un racisme déguisé (*subtle*)<sup>48</sup>, qui consiste à exagérer les différences et à refouler des sentiments positifs à leur égard. Ce nouveau racisme toucherait en particulier des milieux jeunes, diplômés, de gauche, qui ne se jugent pas racistes. Pierre-André Taguieff, lui, distingue le racisme « inégalitaire », dont l'argumentaire est clairement biologique (il y aurait des races inférieures), du racisme « différentialiste », dont l'argumentaire est culturel : « l'autre » n'est pas inférieur, mais ses manières de vivre, de penser et de croire sont juste trop différentes des nôtres<sup>49</sup>.

Ces reformulations ont tout particulièrement été étudiées dans le domaine des préjugés envers les juifs et envers les musulmans. Pierre-André Taguieff a été le premier en France à théoriser la montée d'une « nouvelle judéophobie », terme à ses yeux plus précis que celui d'antisémitisme, car elle viserait uniquement les juifs<sup>50</sup>(voir *infra* section 4). Elle ne s'appuierait ni sur l'antijudaïsme chrétien, ni sur une prétendue supériorité de la race aryenne, ni sur le négationnisme, mais sur l'antisionisme, avec l'amalgame polémique entre « Juifs », « Israéliens » et « sionistes ». Cet antisionisme serait porté à la fois par les islamistes radicaux et la gauche tiers-mondiste. Et du coup il serait en train de passer de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique<sup>51</sup>. De manière symétrique, Vincent Geisser a décrit le développement d'une « nouvelle islamophobie »<sup>52</sup>, s'affichant

47. Pour un bilan, voir Thomas F. Pettigrew, « The Nature of Modern Racism in the United States », *Revue internationale de psychologie sociale*, 1989, vol. 2 (3), p. 291-303.

48. Thomas F. Pettigrew, Roel W. Meertens, « Subtle and blatant prejudice in Western Europe », *European Journal of Social Psychology*, 1995, 25, p. 57-75.

49. Pierre-André Taguieff, *La Force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1987, et sous sa direction le monumental *Dictionnaire historique et critique du racisme*, Paris, PUF, 2013.

50. Qui au départ sous la plume de Willhem Marr désigne les « sémites » dans leur ensemble, juifs et arabes.

51. Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Fayard, 2002 ; *La judéophobie des modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008 ; *La nouvelle propagande antijuive*, Paris, PUF, 2010. Le débat n'est pas limité à la France. En Angleterre voir Paul Iganski, Barry Kosmin (dir.) *The New Antisemitism ? Debating Judeophobia in the 21st Century*, Profile Books, 2003 ; en Allemagne Andreas Zick, Beate Küpper, « Transformed Anti-Semitism – a Report on Anti-Semitism in Germany », *Journal für Konflikt- und Gewaltforschung Journal for Conflict and Violence Research*, 2005, 7, p. 50-92.

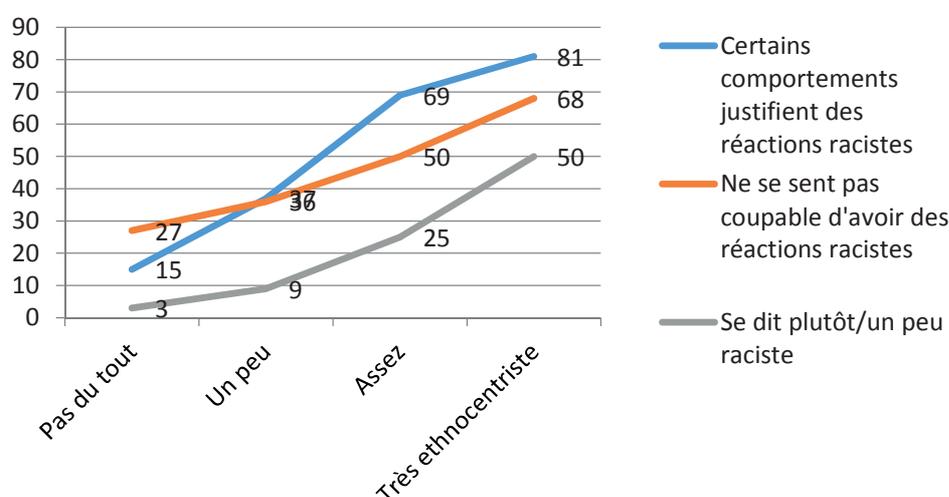
52. Vincent Geisser, *La Nouvelle Islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003. Sur les origines du terme, voir Abdellali Hajjat, Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013.

comme distincte du racisme anti-immigrés, ciblant la religion musulmane et ses fondements au nom de la défense de la laïcité et des valeurs républicaines (égalité, droit des femmes, droits des minorités sexuelles) qu'elle contredirait.

### A. Du racisme biologique au racisme différentialiste

Sur le long terme, il y a effectivement plusieurs indices d'une transformation de l'expression et des justifications des préjugés en France. Si un racisme cru à fondement biologique ressort périodiquement dans le débat public, comme en attestent les insultes adressées par une candidate du FN à Christiane Taubira, comparée à un singe sur Facebook en octobre 2013, ou les propos de Nadine Morano qualifiant la France de « pays de race blanche » en septembre 2015, il est en net recul. Dans le Baromètre CNCDDH de 2017, la croyance en une hiérarchie des races humaines n'est plus partagée que par 8% de l'échantillon. La norme antiraciste s'est imposée. La proportion de personnes qui se déclarent plutôt ou un peu « racistes », parfois supérieure à 40% dans les premières vagues du Baromètre, a été divisée par deux et une nette majorité choisit maintenant la réponse « pas du tout raciste » (59% en 2017). Au racisme est associé un sentiment de culpabilité, 46% des répondants admettent qu'il « m'arrive de me sentir un petit peu coupable quand j'ai des réactions racistes » (contre 44% qui le nie et 10% refusant de répondre). Quand le racisme s'exprime, il s'entoure de justifications (figure 3.5).

**Figure 3.5 Justifications par niveau d'ethnocentrisme**



Source : Baromètre CNCDDH, novembre 2017.

Un premier argument consiste à inverser la causalité et à projeter la responsabilité du racisme sur ceux qui en sont les victimes. En 2017, les répondants estimant que « certains comportements peuvent parfois justifier des réactions racistes » sont aussi nombreux que ceux pour qui « rien ne peut justifier les réactions racistes » (49%). Et plus les scores d'une personne s'élèvent sur l'échelle d'ethnocentrisme, plus elle aura tendance à justifier le racisme, à s'assumer comme « raciste » et à ne pas éprouver de culpabilité pour ses réactions racistes (figure 3.5). De

même elle tendra à penser plus souvent que « ce sont avant tout les personnes d'origine étrangère qui ne se donnent pas les moyens de s'intégrer », dans une proportion qui passe de 12 % à 84 % selon que la personne est « pas du tout » ou « très ethnocentriste ». L'étude qualitative à base d'entretiens menée par CSA pour le rapport de la CNCDH de 2013 aboutissait au même constat. Le racisme est condamnable en principe, mais dans la vie quotidienne il devient excusable, sur le mode « C'est eux qui nous forcent à devenir racistes », c'est la faute des immigrés, des étrangers, qui « en profitent ».

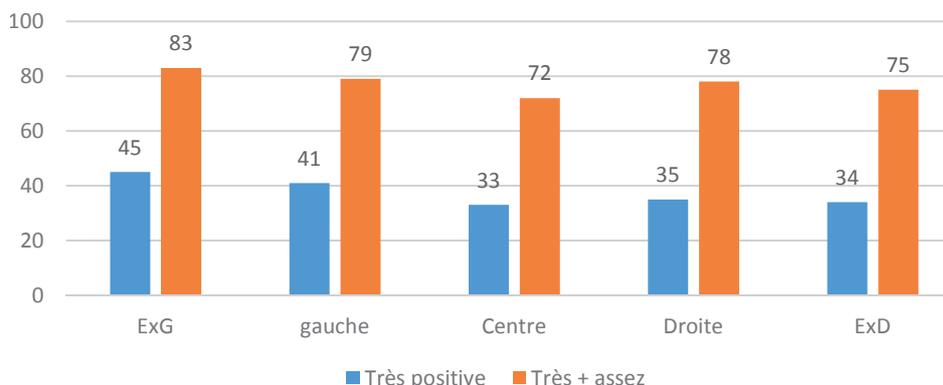
Ce retournement va de pair avec une défense des Français perçus comme les vraies victimes de racisme et de discriminations et menacés par l'immigration. On le voit dans les réponses à une série de questions portant sur la sanction judiciaire du racisme, demandant si les personnes qui tiennent publiquement des propos racistes doivent être « sévèrement condamnées ». Les réponses varient peu selon le groupe ciblé. « Sale Français » vient de peu en tête des insultes perçues comme justifiant d'une sanction sévère (réclamée par 41 % des sondés), insulter des Roms ou des Chinois en dernier (38 %). Mais les répondants avec des scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme sont systématiquement moins sévères pour ce type d'insulte que ceux qui ont des scores bas. Inversement quand l'insulte vise des Français, ils sont les seuls à se montrer plus sévères que pour les autres groupes. C'est l'inverse chez les personnes avec des scores bas sur l'échelle, qui jugent plus sévèrement les insultes envers les minorités qu'envers les Français (tableau 3.8).

**Tableau 3.8. Opinions favorables à « condamner sévèrement » des insultes racistes ou sexistes selon le degré d'ethnocentrisme (%)**

Scores d'ethnocentrisme par tiers	Sale Français	Sale arabe	Sale Rom	Sale juif	Sale chinetoque	Salope
0,1	43	46	45	46	44	43
2,3	40	40	38	40	38	40
4,5	41	33	30	34	31	37
Total échantillon	41	40	38	40	38	40

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

Un second type d'argument est d'ordre identitaire et culturel. Il consiste à reprocher aux immigrés de ne pas respecter les coutumes et les traditions françaises, de ne pas se conformer aux valeurs de la société d'accueil. Plus la personne est ethnocentriste, plus elle considère « indispensable que les étrangers adoptent les habitudes de vie française », la proportion des « tout à fait d'accord » passant de 24 % chez celles qui ont des scores faibles (0 ou 1) sur l'échelle d'ethnocentrisme à 86 % chez celles qui ont les plus élevés (6 et plus). Tandis que dans ces deux groupes l'approbation de l'idée selon laquelle « la France doit rester un pays chrétien » (tout à fait + plutôt d'accord) varie de 25 % à 82 %, le sentiment que l'islam est « une menace pour l'identité de la France » de 9 à 80 %.

**Figure 3.6 Image de la laïcité par position sur l'échelle gauche droite**

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

Dans ce second argumentaire la notion de laïcité est aujourd'hui centrale, convoquée pour justifier le rejet de l'autre, et d'abord du Musulman. Usage paradoxal s'il en est pour un terme né à gauche, au centre des valeurs universalistes de la République, où « la tolérance – comprise comme l'ouverture aux autres, à la diversité et au dialogue [est] une composante de l'idéal laïque [...] »<sup>53</sup>. Au niveau des attitudes, on trouve toujours un lien plus fort entre défense de la laïcité et orientation politique de gauche, mais il s'érode. Ainsi dans l'enquête 2017, la proportion de jugements « très positifs » sur le mot *laïcité* va de 34 % chez les répondants qui se classent le plus à droite sur l'échelle gauche droite (cases 6 et 7) à 45 % chez les plus à gauche (cases 1 et 2). Mais par rapport à l'an dernier, leurs positions se sont rapprochées, la proportion de jugements très positifs est montée à droite (+ 6) et a baissé à gauche (- 7). Si l'on ajoute aux jugements « très » positifs les « plutôt » positifs, les différences s'estompent encore, la laïcité est appréciée par une majorité croissante de répondants de droite (75 % contre 83 % des répondants de gauche, contre respectivement 65 % et 86 % l'an dernier) (figure 3.6), y compris chez les sympathisants du Front national (73 %, contre 80 % chez les proches des Républicains ou des centristes), parti dont le site officiel proclame que « La laïcité est une valeur au cœur du projet républicain »<sup>54</sup>. De même la majorité des catholiques y est acquise (73 % de jugements positifs, comme dans l'ensemble de l'échantillon), alors qu'hier ils en étaient de farouches opposants. L'intensité de leur adhésion est juste un peu moindre, puisqu'en 2017, 32 % des catholiques déclarent avoir une image « très positive » de la laïcité, contre 37 % dans l'ensemble de l'échantillon et 42 % chez les sans religion. Mais le même terme de « laïcité » peut revêtir des significations contrastées selon l'orientation politique, comme le montraient l'an dernier les réponses à une question sur ses différentes acceptions, croisées avec le positionnement sur l'axe gauche droite<sup>55</sup>. Les personnes se classant à

53. Martine Barthelemy, Guy Michelat, « Dimensions de la laïcité dans la France d'aujourd'hui », *Revue française de science politique* 57(5), 2007, p. 649-698.

54. Site officiel du Front National : <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/refondation-republicaine/laicite/>

55. Voir le rapport CNCDH de l'an dernier, *op.cit* p. 114, ainsi que l'analyse par Martine Barthélémy et Guy Michelat (*art.cit.*) des différences existant entre laïques de gauche et laïques de droite lors des débats sur le port du voile à l'école.

gauche avaient de la laïcité une définition ouverte, y voyant d'abord le moyen de « permettre à des gens de conviction différente de vivre ensemble ». Celles de droite la voyaient plutôt comme interdiction de tout signe et manifestations religieuses dans l'espace public et comme moyen de « préservation de l'identité traditionnelle de la France ». Et ces conceptions contrastées de la laïcité influencent le niveau d'ethnocentrisme.

En 2017 les « très laïques de gauche » (personne pour qui le terme de « laïcité » évoque quelque chose de « très positif » et se classant dans les trois premières cases de l'échelle gauche droite) se montrent beaucoup plus tolérantes que les « très laïques » de droite (personnes à qui le terme de laïcité évoque quelque chose de « très positif » et se classant dans les trois dernières cases de l'échelle gauche droite). La proportion de scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme va de 18 % chez les premières à 61 % chez les secondes, sur l'échelle d'antisémitisme elle va de 21 % à 36 %, et sur l'échelle d'aversion à l'islam de 36 à 48 %. La laïcité vue de droite n'a pas grand-chose à voir avec celle de gauche, ni avec les valeurs de tolérance, de liberté de conscience et d'égalité des droits qui l'accompagnent, c'est plutôt une manière de justifier le rejet des minorités culturelles et religieuses<sup>56</sup>.

## B. Les justifications des préjugés « islamophobes »

Le terme « islamophobie » est relativement récent et toujours controversé. On l'utilise ici au sens de préjugés envers les musulmans et/ou leur religion, sans rentrer dans les polémiques autour de la pertinence du suffixe « phobie » ou de l'instrumentalisation politique du terme<sup>57</sup>. Les premiers sondages sur le racisme pour la CNCDH, dans les années 1990, comportent surtout des questions sur les immigrés, les Maghrébins, les « beurs », et le fait qu'une large partie d'entre eux soient musulmans n'apparaît alors comme un élément central ni de leur identité, ni de l'image qu'ils ont dans la société française. En 1997 encore il n'y a que deux questions relatives aux musulmans dans le questionnaire de l'Institut CSA pour le Baromètre de la CNCDH. L'une porte sur la perception du nombre de divers groupes (« *Diriez-vous qu'en France aujourd'hui il y a trop ou pas trop de...* »). 67 % de l'échantillon estime alors les Musulmans trop nombreux, juste après les Arabes (71 %). L'autre question demande s'il est grave (très, plutôt, plutôt pas, pas du tout) de tenir des propos comme « *Les Musulmans ne pourront jamais s'intégrer dans la société ?* » et « *S'il s'agit de propos racistes ?* ». 56 % des sondés considèrent alors que c'est grave (vs 42 % pas grave) et 56 % (vs 41 %) jugent ces propos racistes<sup>58</sup>. L'essor de l'islamisme radical, la multiplication d'attentats commis en son nom, les débats autour du voile et des signes religieux dans l'espace public, ont progressivement mis l'islam au cœur du débat politique et contribué à la stigmatisation de ses fidèles.

56. C'est une catho-laïcité », pour reprendre les termes de Jean Bauberot dans *La laïcité falsifiée*, Paris, La Découverte, 2012.

57. Voir Abdellali Hajjat, Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013. Sur l'usage académique du terme, la meilleure introduction est l'article de Houda Asal, « Islamophobie : la fabrique d'un nouveau concept. État des lieux de la recherche », *Sociologie*, 2014, 1(5), p. 13-29.

58. CNCDH, 1997. *La lutte contre le racisme*, Paris, La Documentation française, 1998, p. 442 et 461-463.

Aujourd'hui le Baromètre inclut une quinzaine de questions sur les perceptions de l'islam et des musulmans. L'échelle « d'aversion à l'islam » combine une image de la religion musulmane moins positive que celle de la religion catholique<sup>59</sup> et le sentiment que certaines des pratiques qui lui sont associées (port du voile, prières, sacrifice du mouton à la fête de l'Aïd El Kebir, jeûne du Ramadan) posent problème pour vivre en société (voir supra, tableau 3.3 de la section 3). La formulation des items n'est pas offensante, prises une à une ces opinions ne sont pas racistes, c'est la cohérence des réponses négatives, le rejet systématique de cette religion et de ses pratiques, qui permet de détecter chez une personne un préjugé envers l'islam et ses fidèles, dont elle n'a parfois même pas conscience. Dans la perspective ouverte par les travaux sur la reformulation du racisme sous une forme euphémisée, plus acceptable en démocratie, on peut y voir l'attitude qualifiée par Vincent Geisser de « nouvelle islamophobie »<sup>60</sup>, mettant l'accent sur des différences culturelles, et se défendant de postuler une infériorité du groupe concerné, à la différence du racisme traditionnel « inégalitaire ». On se focalisera ici sur cet argumentaire. On cherchera d'une part si l'aversion déclarée à la religion musulmane et à ses pratiques se distingue bien des préjugés traditionnels envers les immigrés, qui compte tenu de la présence coloniale française au Maghreb et en Afrique Subsaharienne se trouvent être en majorité des musulmans. Et d'autre part si l'aversion à l'islam est effectivement portée par l'attachement à des valeurs perçues comme menacées par la religion musulmane, en particulier le principe de laïcité, et les droits des femmes et des minorités sexuelles.

Pour tester le premier argument le niveau d'aversion à l'islam, tel que le mesure notre échelle d'attitude, est croisé avec une échelle de rejet des immigrés. Or on note une corrélation positive entre les deux indicateurs<sup>61</sup>. L'aversion à l'islam s'accompagne le plus souvent de méfiance envers les immigrés, la proportion de scores élevés sur l'échelle qui mesure le rejet des immigrés (scores 4-7) passe de 19 % chez les plus tolérants envers les pratiques de l'islam à 90 % chez les plus intolérants (figure 3.7). Certes il existe des sondés que les pratiques de l'islam rebutent sans être hostiles aux immigrés pour autant, mais ils sont minoritaires (15 % de l'échantillon total) et deux fois moins nombreux que ceux qui rejettent à la fois les immigrés et l'islam<sup>62</sup>.

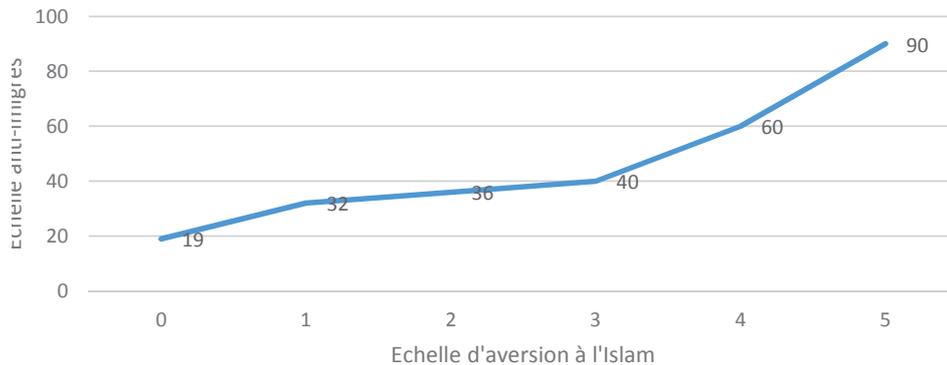
59. La comparaison de l'islam avec le catholicisme permet de neutraliser les opinions négatives envers toutes les religions quelles qu'elles soient.

60. Vincent Geisser, *La Nouvelle Islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003. Sur les origines du terme, voir Abdellali Hajjat, Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013.

61. R de Pearson de 0,41. L'échelle anti-immigrés reprend l'échelle d'ethnocentrisme (supra tableau 3.1, section 3) à l'exception des deux items relatifs aux musulmans et de celui relatif aux juifs.

62. Pour avoir des effectifs comparables dans les quatre cases, la dichotomie retenue oppose les notes 0-3/ 4-7 sur l'échelle anti-immigrés, et 0-3/ 4-5 sur celle d'aversion à l'islam. Les deux tiers de l'échantillon sont soit ouverts à l'islam et aux immigrés, soit intolérants aux deux (respectivement 38 % et 29 %), et un tiers rejette soit l'un soit l'autre (15 % d'anti-islam/pro immigrés et 18 % d'anti-immigrés/pro-islam).

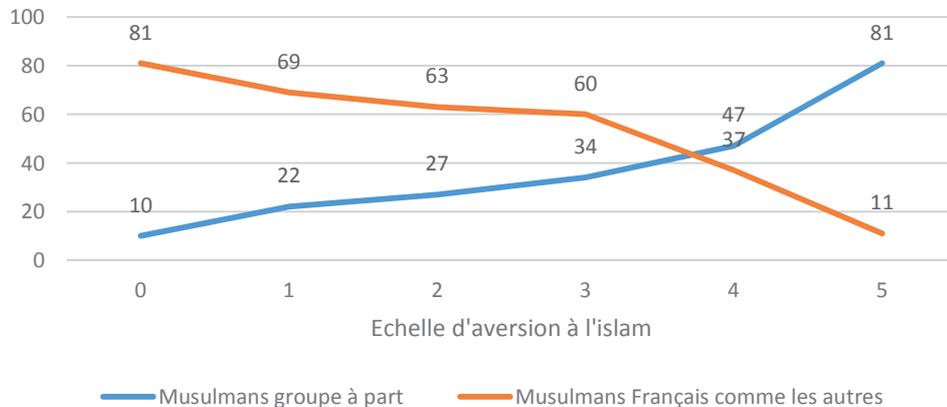
**Figure 3.7. Aversion à l'islam par score d'hostilité aux immigrants (%)**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. Scores supérieurs à 3 sur l'échelle anti-immigrés.

On peut vérifier le lien entre préjugés envers l'islam et préjugés envers ceux qui pratiquent cette religion de manière plus directe, en croisant l'aversion à l'islam par les réponses aux questions sur l'image des musulmans en France. Le double rejet est tout aussi net (figure 3.8). Plus les scores des personnes interrogées s'élèvent sur notre échelle d'aversion à l'islam, plus elles seront enclines à voir dans les musulmans « un groupe à part », dans une proportion qui monte de 10% chez les plus tolérantes (score de zéro sur l'échelle) à 81% chez les plus intolérantes (score de 5 sur 5), et inversement moins elles auront le sentiment que les musulmans sont « des Français comme les autres » (de 81% à 11%).

**Figure 3.8. Rejet des musulmans par degré d'aversion à l'islam (%)**

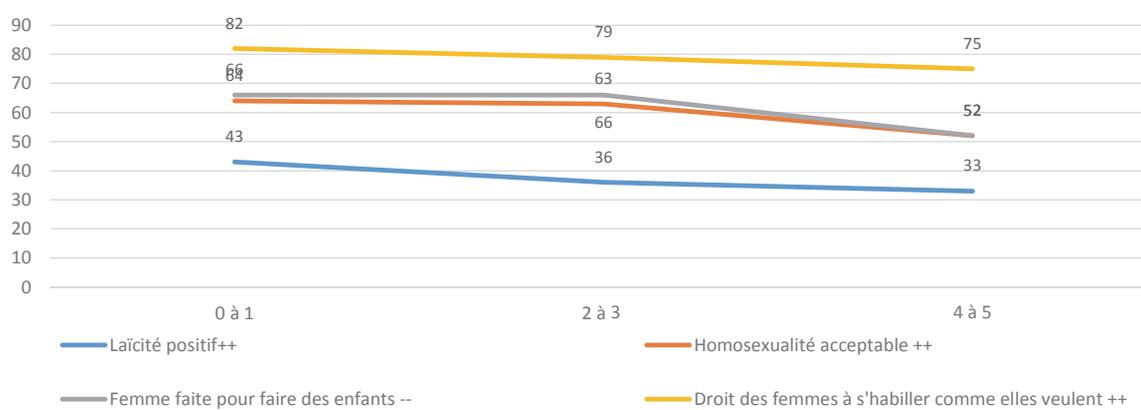


Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

Pour tester le second argumentaire, qui met en avant un conflit de valeurs avec l'islam, on dispose de quatre indicateurs : une question sur l'image de la laïcité (« Le mot évoque-t-il pour vous quelque chose de positif ou de négatif ou ni l'un ni l'autre ? »), deux sur le rôle et les droits des femmes (« Les femmes sont faites avant tout pour faire des enfants et les élever » et « Rien ni personne ne devrait empêcher les femmes de s'habiller comme elles veulent ») et une sur l'homosexualité (« L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité »). Les variations des réponses en fonction du degré d'aversion à la religion musulmane sont beaucoup moins fortes que pour les deux indicateurs

précédents (figure 3.9 comparée aux figures 3.7 et 3.8), et les corrélations sont plus faibles<sup>63</sup>. Mais sur les quatre indicateurs, les résultats vont dans le même sens, ils contredisent la thèse du conflit de valeurs comme ressort de l'islamophobie. Plus la personne est hostile à l'islam, moins elle est attachée au principe de laïcité, moins elle est encline à défendre les droits des femmes à s'habiller comme elles l'entendent ou à refuser le statut de femme au foyer, moins elle tend à trouver l'homosexualité acceptable. Autrement dit ces arguments, souvent avancés pour justifier le rejet des pratiques de l'islam, ne résistent pas à l'analyse, le ressort de ce rejet n'est ni un attachement plus marqué aux valeurs républicaines ni une défense de l'émancipation des femmes ou des minorités sexuelles.

**Figure 3.9. Adhésion aux valeurs laïques et féministes par degré d'aversion à l'islam**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. ++ : tout à fait d'accord/ -- : pas du tout d'accord.

Une dernière vérification prend en compte toutes les questions qui se sont ajoutées au fil du temps sur ce thème de la compatibilité avec la vie en société de pratiques ou interdits associés à l'islam (comme le port de la burqa, l'interdiction des caricatures du prophète Mahomet), qui ne sont pas incluses dans notre échelle initiale d'aversion à l'islam (tableau 3.10). Ces questions suscitent un très fort taux de réponse (entre 99 et 99,5 %) signe que les opinions sont faites sur le sujet et qu'elles s'expriment sans réticence. On voit que ces pratiques sont inégalement acceptées. Le port du voile intégral ou burqa est presque unanimement rejeté (87 % d'accord pour y voir un problème pour la vie en société dont 69 % tout à fait d'accord), suivi par le port du voile. Le terme « voile » était utilisé dans la moitié de l'échantillon, celui de « foulard » dans l'autre moitié, plus anodin. Le premier suscite clairement plus d'hostilité. La proportion de personnes estimant le port du voile problématique est supérieure de dix points à celle qu'on trouve pour le « foulard ». Mais dans les deux cas, une majorité des sondés y voit un problème pour vivre en société. Toutes les autres pratiques en revanche sont acceptées par plus de la moitié de l'échantillon, le jeûne du ramadan apparaissant comme le plus consensuel (seuls 21 % y voient un problème).

63. Corrélation (R de Pearson) des scores sur l'échelle d'aversion à l'islam avec l'image de la laïcité 0,08 (significatif au seuil de 0,01), avec l'acceptation de l'homosexualité -0,07 (seuil 0,05), avec l'image de la femme réduite à faire et élever des enfants 0,12 (seuil 0,001) et leur droit à s'habiller comme elles l'entendent 0,06 (non significatif).

**Tableau 3.9. « Selon vous le respect des pratiques musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société ? » (%)**

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Total accord	Plutôt pas	Pas du tout
Le port du voile intégral	69	18	87	5	8
Le port du voile (split A)	34	27	61	19	20
Le port du foulard (split B)	30	21	51	22	26
Voile + foulard (A + B)	32	24	56	21	23
L'interdiction de montrer l'image du prophète Mahomet	26	22	48	21	26
Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kebir	16	17	33	27	38
Les prières	14	16	30	30	39
L'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool	11	13	24	28	48
Le jeûne du Ramadan	9	12	21	30	48

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

Le taux de sans réponses étant égal ou inférieur à 1 ne figure pas dans le tableau.

Pour tester les relations entre les réponses, une analyse factorielle reprend les sept items de la question (tableau 3.10). Elle fait apparaître un seul facteur, qui rend compte de la moitié de la variance expliquée par le modèle : celui de l'aversion aux pratiques de l'islam, à laquelle contribuent fortement les sept items sans exception<sup>64</sup>. Comme dans l'enquête de l'an dernier, ce sont les prières et le jeûne du Ramadan, les plus fréquemment observables, qui y contribuent le plus, le port de la burqa et l'interdiction de caricaturer le Prophète le moins. Et le profil des personnes qui ont les scores les plus élevés sur ce facteur confirme la forte similitude de l'islamophobie (telle que nous la mesurons avec notre échelle d'aversion à l'islam) avec le racisme anti-immigrés traditionnel. Dans les deux cas le diplôme, l'âge et l'orientation politique sont les facteurs déterminants de l'intolérance et c'est à l'extrême droite que cette double intolérance atteint ses records<sup>65</sup>.

64. L'an dernier il y avait une question sur le port du burkini dont l'interdiction par certains maires avait provoqué des débats passionnés. Dans ce contexte on voyait apparaître un second facteur, relativement marginal (15% de la variance expliquée) dans l'analyse, structuré par le rejet de trois pratiques, les plus visibles dans l'espace public et concernant toutes les femmes : le port du voile, de la burqa et du burkini. Les sondés avec des scores élevés sur ce facteur acceptaient relativement bien toutes les autres pratiques et avaient un profil distinct des personnes contribuant au premier facteur (car centristes, très laïcs, féministes, tolérants envers les minorités, etc.). Voir le rapport CNCDH de l'an dernier, *op.cit* p. 122-123. Ce facteur a disparu cette année.

65. Ainsi sur ce facteur les scores passent de -0,27 chez les proches de l'extrême gauche à 0,63 dans la dernière case de l'échelle gauche droite et 0,72 chez les proches du FN.

**Tableau 3.10. Analyse en composantes principales sur les questions relatives aux pratiques de et interdits de la religion musulmane**

	<b>Composantes du 1er facteur</b>
Le port du voile	0,715
Le jeûne du Ramadan	0,781
Les prières	0,785
L'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool	0,762
Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kébir	0,733
Le port du voile intégral	0,526
L'interdiction de montrer l'image du prophète Mahomet	0,557

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. Part de variance expliquée 49%.

## Section 4

## Vieil antisémitisme, nouvelle judéophobie

Le rapt et l'assassinat d'Ilan Halimi (février 2006), la tuerie à l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse (mars 2012), l'agression d'un jeune couple à Créteil (décembre 2014), l'attentat contre l'Hyper Cacher (janvier 2015), l'attaque à la machette d'un enseignant juif à Marseille (janvier 2016), l'assassinat de Sarah Halimi (avril 2017), la séquestration d'une famille juive à Livry-Gargan (septembre 2017) ... la multiplication et la gravité des violences ciblant des juifs en France alimentent chez un nombre croissant d'entre eux le sentiment que l'antisémitisme, sous ses formes les plus brutales, est de retour. Plusieurs sondages témoignent de cette inquiétude<sup>66</sup>, tout comme la hausse du nombre de juifs quittant la France pour Israël faire leur alyah<sup>67</sup>. Au-delà des actes et menaces dont ils sont victimes, bien réels<sup>68</sup>, l'enquête annuelle de la CNCDH permet de suivre l'évolution des opinions à leur égard dans le temps. Assiste-t-on effectivement à une montée de l'antisémitisme ? Et sous ses formes traditionnelles, ou sous de nouvelles formes ? Pierre-André Taguieff notamment a théorisé l'émergence d'une « nouvelle judéophobie »<sup>69</sup> qui ne s'appuierait ni sur l'antijudaïsme chrétien, ni sur une prétendue supériorité de la race aryenne, ni sur la négation de la Shoah mais sur l'antisionisme, amalgamant « Juifs », « Israéliens » et

66. Selon une étude commandée à IPSOS par la Fondation du judaïsme français, effectuée entre le 24 février et le 8 juin 2015 et supervisée par Dominique Schnapper et Chantal Bordes (<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2016-01-31-perceptions-et-attentes-population-juive-rapport-l-autre-et-aux-minorites>), 92 % des 313 personnes interrogées se définissant comme juives estiment que l'antisémitisme a augmenté (dont pour 67 % « beaucoup »). Selon une étude conduite en septembre 2015 par l'Ifop auprès d'un échantillon de 724 personnes se déclarant de confession juive ou d'origine (au moins un parent) juive, 43 % des sondés affirment avoir déjà été « agressés parce que juifs », 51 % avoir fait « l'objet de menaces parce que juifs » et 63 % avoir été « insultés parce que juifs » (voir Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem ?*, Paris, Éditions de l'Aube, Fondation Jean-Jaurès). Une enquête menée pour l'Agence européenne pour les droits fondamentaux (FRA), en décembre 2012, auprès des communautés juives dans huit pays européens, montrait déjà que les juifs français étaient de loin les plus inquiets (<http://fra.europa.eu/en/survey/2012/fra-survey-jewish-peoples-experiences-and-perceptions-discrimination-and-hate-crime>). Voir aussi Lars Dencik and Karl Marosi, *Different Antisemitisms: Perceptions and experiences of antisemitism among Jews in Sweden and across Europe* (Institute for Jewish Policy Research, 2017).

67. Selon l'Agence juive de 2000 à 2012 on comptait 1 600 Alyah de Français juifs par an. Le chiffre est monté à 3 293 en 2013, 7 231 en 2014 et 7 900 en 2015, pour retomber à 5 000 en 2016.

68. Les décomptes du Service central du renseignement territorial (SCRT) au ministère de l'Intérieur indiquent une forte progression des actes et menaces antisémites depuis la Seconde Intifada. Dans les années 1990, on en comptait moins de 90 par an, en 2000 le chiffre monte à 743. Depuis il n'est jamais retombé en dessous des 200, et cinq fois déjà il a dépassé le seuil des 800. Si au début des années 90, leur nombre était très minoritaire dans le total des actes et menaces racistes recensés, il devient majoritaire en 2000 (82 % du total), puis sur toute la période 2002 -2007 et de nouveau en 2014 (51 %). Si depuis 2015 leur nombre est en baisse (voir la deuxième partie de ce rapport), le niveau de violence de ces actes s'aggrave. Voir aussi Samuel Ghiles-Meilhac, « Mesurer l'antisémitisme contemporain : enjeux politiques et méthode scientifique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 62(2-3), avril-septembre 2015, p. 201-223.

69. Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Fayard, 2002 ; *La judéophobie des modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008 ; *La nouvelle propagande antijuive*, Paris, PUF, 2010. Le débat n'est pas limité à la France. En Angleterre voir Paul Iganski, Barry Kosmin (dir.) *The New Antisemitism?: Debating Judeophobia in the 21st Century*, Londres, Profile Books, 2003 ; en Allemagne Andreas Zick, Beate Küpper, « Transformed Anti-Semitism – a Report on Anti-Semitism in Germany », *Journal für Konflikt- und Gewaltforschung Journal for Conflict and Violence Research*, 2005, 7, p. 50-92.

« sionistes ». Cet antisionisme serait porté à la fois par les islamistes radicaux et une gauche tiers-mondiste. Et contrairement au vieil antisémitisme porté par l'extrême droite, il se développerait à l'extrême gauche de l'échiquier politique (voir supra section 3).

## 1. L'image des juifs en France

Pour le vérifier on dispose d'une dizaine de questions du Baromètre CNCDH explorant l'image des juifs et d'Israël en France. Quatre d'entre elles sont posées régulièrement et de manière identique à propos des principales minorités vivant en France. Elles portent sur la (non) reconnaissance de leurs membres comme des Français à part entière, leur degré d'intégration dans la société, la nécessité de sanctionner les insultes à leur égard et l'image positive ou négative de leur religion. Le sentiment que les Juifs sont des « Français comme les autres » (tout à fait ou plutôt d'accord), qui était partagé par un tiers des personnes interrogées par l'Ifop en 1946, s'est imposé. Il atteint aujourd'hui 91 %, soit une proportion supérieure de 9 points à celle observée pour les musulmans, de 27 points comparée à celle des Roms. La sensibilité aux insultes antisémites est en hausse constante : la proportion de personnes réclamant une sanction judiciaire pour des propos comme « sale juif » est passée de 76 % en 2012 à 86 % en 2017, dont 40 % demandant une condamnation sévère (tableau 3.8, section 3 de cette partie). Le sentiment que les juifs forment « un groupe à part » plutôt qu'un groupe « ouvert », ou qu'ils « ne forment pas spécialement un groupe », n'est partagé que par 23 % des personnes interrogées, contre 28 % pour les Maghrébins, 36 % pour les musulmans, et 50 % ou plus pour les autres minorités évoquées<sup>70</sup>. La religion juive évoque plutôt quelque chose de positif que de négatif (36 % vs 21 %), alors que la religion musulmane évoque presque autant d'opinions négatives que positives (30 % vs 31 %). Au total, les juifs en France sont depuis le début des années 2000 la minorité la mieux considérée. Sur l'Indicateur longitudinal de tolérance (voir supra, section 2), qui donne la moyenne annuelle des réponses tolérantes à une série de 69 questions du Baromètre CNCDH posées régulièrement depuis 1990, elle obtient depuis 2000 les scores les plus hauts. Il s'établit en 2017 à 78 sur 100, soit 14 points au-dessus de celui de l'échantillon, 17 points au-dessus de celui des Musulmans et 44 points au-dessus de celui des Roms (figure 4.2).

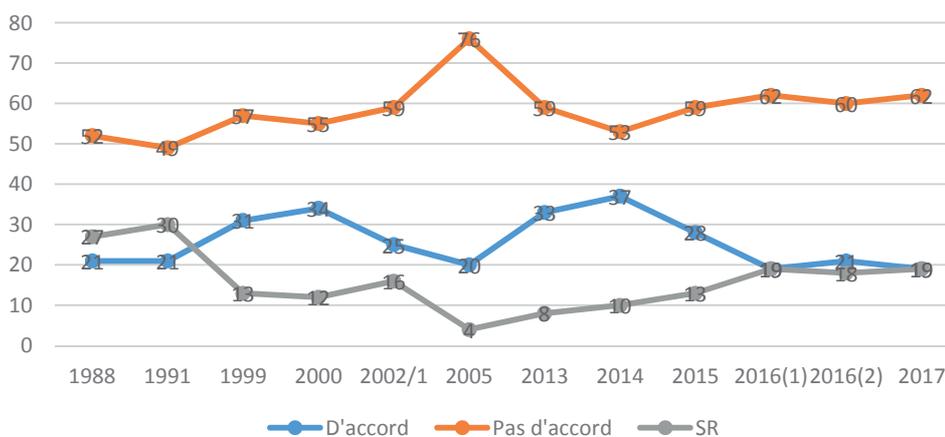
En revanche des stéréotypes spécifiques aux juifs résistent, reflets de la longue histoire des préjugés envers les juifs et de leur sédimentation au cours du temps. L'idée que « les juifs ont un rapport particulier à l'argent », qui renvoie au statut des juifs au Moyen-Âge chrétien<sup>71</sup>, perdure. Elle est partagée par 38 % des personnes interrogées en 2017, soit une proportion élevée, comparable à celle de l'an dernier, mais en forte baisse par rapport à 2014 où elle s'établissait à 60 % (et 41,5 % encore en 2015). Dans la lignée conspirationniste des Protocoles des

70. Questions posées sous deux formulations différentes en scindant l'échantillon par moitié de manière aléatoire : Asiatiques ou Chinois (respectivement 51 % et 49 % y voient un « groupe à part »), roms ou gens du voyage (51 % et 49 %), Noirs ou Antillais (51 % et 53 %).

71. Voir Lucienne Germain, « De l'usure au pouvoir de l'argent : les métamorphoses d'un mythe antijuif à travers la caricature en Angleterre », *Revue LISA* 1(1), 2003, p. 75-84 : <https://journals.openedition.org/lisa/3120>.

Sages de Sion<sup>72</sup>, le faux célèbre forgé par la police du tzar, il y a le stéréotype selon lequel les Juifs auraient un pouvoir excessif. Le niveau d'accord oscille entre 18 % et 37 %, avec des pics périodiques et de fortes variations du taux de sans réponses en fonction de l'actualité (figure 4.1). C'est le cas en 1999-2000, avec les débats autour de l'indemnisation des spoliations subies par les juifs de France sous l'Occupation puis au début de la Seconde Intifada en septembre 2000, qui entraîne une vague de violences antisémites sans précédent. C'est le cas en 2014, après l'interdiction du spectacle de Dieudonné, en janvier, puis celle de deux manifestations propalestiniennes à Paris en juillet. Depuis, l'adhésion au stéréotype recule.

**Figure 4.1 Le mythe du pouvoir des juifs**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

Une autre question mesure indirectement la diffusion des thèses négationnistes en explorant le sentiment qu'on parle « trop » (plutôt que « pas assez » ou « juste ce qu'il faut ») de l'extermination des juifs pendant la seconde guerre mondiale. Ce sentiment apparaît minoritaire, partagé par 17 % de l'échantillon, contre 61 % jugeant qu'on en parle « juste ce qu'il faut » et 19 % « pas assez », proportion là encore en hausse constante depuis 2013.

Enfin la création d'Israël en 1948 a modifié la perception des juifs dans le monde. Ainsi le thème du juif « apatride » a cédé la place à un soupçon de « double allégeance », repéré par la question : « Pour les juifs français, Israël compte plus que la France ». Ce sentiment était monté à 55 % (contre 31 % « pas d'accord ») fin 2014, après l'intervention israélienne « Bordure protectrice » à Gaza, soutenue par les organisations représentatives de la communauté juive française<sup>73</sup>, et les mobilisations pro palestiniennes parfois violentes qui ont suivi. Depuis il baisse lentement, passé de 44 % en mars 2015 à 43 % en janvier 2016, 39 % en octobre 2016 et 37 % en 2017. Ce dernier pourcentage est la moyenne des réponses

72. Voir l'ouvrage dirigé par Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, Berg international, 1992.

73. Manifestation de soutien devant l'ambassade d'Israël à l'appel notamment du CRIF, de l'UEJF, du Consistoire, du Fonds social juif unifié : [http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/07/31/premiere-importante-manifestation-pro-israelienne-dans-les-rues-de-paris\\_4465491\\_3218.html](http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/07/31/premiere-importante-manifestation-pro-israelienne-dans-les-rues-de-paris_4465491_3218.html) <http://www.crif.org/fr/communiquedepresse/grand-rassemblement-de-soutien-a-israel-jeudi-31-juillet-1830-ambassade-d-israel-a-paris/51979>

à deux formulations différentes de la question, testées de manière aléatoire. Dans une moitié de l'échantillon c'était le fait d'être juif qui était mis en avant (« Pour les Juifs français... »), dans l'autre le fait d'être Français (« Pour les Français juifs... ») (tableau 4.1). Les opinions tranchées ne diffèrent pas. Dans les deux groupes on trouve 13 % de personnes « tout à fait d'accord » avec cette idée et autant de « pas du tout » d'accord. Mais sur les personnes aux opinions moins arrêtées, le fait de mettre l'identité juive avant l'identité française augmente de 3 points l'assentiment au stéréotype, la proportion des « plutôt d'accord » montant au détriment des non-réponses (+ 4).

**Tableau 4.1 Sentiment qu'Israël pour les juifs compte plus que la France selon la question posée (%)**

	Pour les juifs français Israël compte plus que la France	Pour les Français juifs Israël compte plus que la France	Moyenne
Tout à fait d'accord	13	13	13
Plutôt d'accord	26	23	24
Plutôt pas d'accord	22	21	22
Pas du tout d'accord	12	13	13
Ne sait pas, refus	26	30	28

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

## 2. L'image d'Israël et des Palestiniens

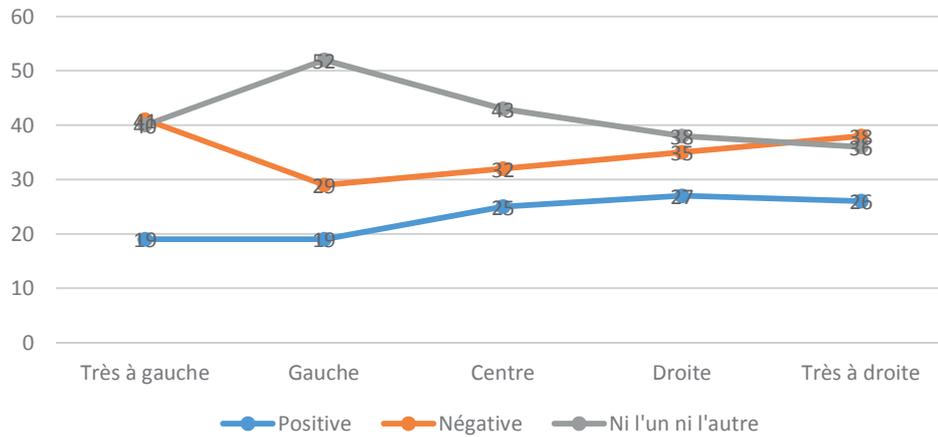
Les deux dernières questions portent sur l'image d'Israël et du conflit. Elles permettent de vérifier l'émergence d'une « nouvelle judéophobie » qui serait structurée par la critique d'Israël. L'image du pays, qui était majoritairement positive en France au moment de la guerre des Six jours, s'est progressivement détériorée<sup>74</sup>. L'occupation des territoires, la guerre du Liban de 1982, l'expansion des colonies, ont aggravé un désamour qui est loin d'être spécifique à la France<sup>75</sup>. Depuis 2013 le Baromètre de la CNCDH propose une liste de mots, demandant s'ils évoquent pour la personne interrogée quelque chose de « très positif », « plutôt positif », « plutôt négatif », « très négatif », ou « ni positif ni négatif ». Israël suscite toujours plus de jugements négatifs que positifs (34 % vs 23 % en 2017). Cette image est plus négative à l'extrême gauche du champ politique mais aussi à l'extrême droite (respectivement 41 % et 38 %) (figure 4.2).

74. Pour un rappel des grandes évolutions de l'opinion voir le bilan des sondages de l'Ifop : « 1967-2014 – Regards sur Israël et les conflits du Proche-Orient », *IFOP. Collectors*, 31, août 2014.

75. Le sondage annuel GlobeScan, effectué pour la BBC, interroge depuis une douzaine d'années sur la manière dont est perçue « l'influence dans le monde » d'une vingtaine de pays. Israël arrive 14<sup>e</sup> sur 17 en 2017, ne devant que la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan, avec 25 % de jugements positifs contre 50 % de négatifs. Voir « The Country Ratings Poll of 24 nations », sondage GlobeScan/PIPA auprès d'un échantillon de 18000 personnes dans dix-neuf pays effectué entre décembre 2016 et avril 2017. Il est demandé d'évaluer pour une liste de dix-sept pays si leur influence dans le monde est plutôt positive ou plutôt négative : <https://globescan.com/sharp-drop-in-world-views-of-us-uk-global-poll/>.

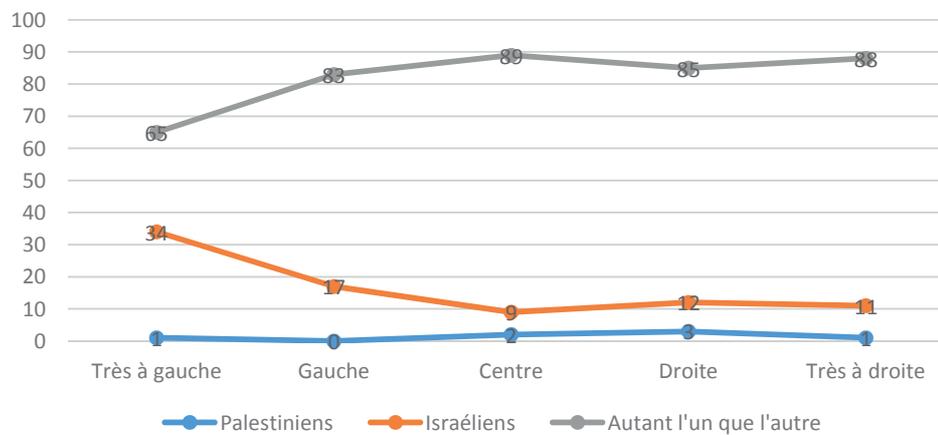
Surtout plus de quatre sondés sur dix ne se prononcent pas (pour 34% Israël évoque quelque chose de « ni positif ni négatif » et 9% refusent de répondre), et cette perplexité est particulièrement marquée au centre gauche où plus de la moitié des sondés n'ont pas d'opinion (52%).

**Figure 4.2 Image d'Israël**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. « Très à gauche » correspond aux positions 1-2 sur l'échelle gauche droite, « Gauche » à 3, « Centre » à 4 ou refus de répondre, « Droite » à 5 et « Très à droite » à 6-7.

**Figure 4.3. Responsabilité dans le conflit israélo-palestinien**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. « Très à gauche » correspond aux positions 1-2 sur l'échelle gauche droite, « Gauche » à 3, « Centre » à 4 ou refus de répondre, « Droite » à 5 et « Très à droite » à 6-7.

L'autre question aborde la perception des responsabilités dans la continuation du conflit israélo-palestinien. Les Israéliens sont beaucoup plus souvent tenus pour responsables que les Palestiniens (respectivement 16% et 1%, contre 17% et 3% l'an dernier). Et ce parti pris est plus fréquent à mesure qu'on se rapproche de l'extrême gauche du champ politique : c'est le cas de 34% des sondés se situant dans les deux premières cases de l'échelle gauche droite, et de plus de 40% de ceux qui se déclarent proches des Insoumis, du Parti communiste ou de l'extrême gauche. Mais le refus de se prononcer là encore prédomine, reflétant la lassitude de l'opinion à l'égard d'un conflit qui dure depuis trop longtemps, et la tentation

de rejeter dos à dos ses protagonistes<sup>76</sup>. Plus de huit sondés sur dix sont dans ce cas, 63 % répondant qu'Israéliens et Palestiniens sont « autant responsables l'un que l'autre » et 20 % préférant ne pas répondre (contre 62 % et 18 % l'an dernier)<sup>77</sup>.

### 3. L'articulation des différentes formes d'antisémitisme

Une analyse factorielle permet de faire apparaître les relations entre les réponses à ces dix questions et notamment entre adhésion aux vieux stéréotypes antisémites et critique d'Israël<sup>78</sup>.

**Tableau 4.2 Analyse en composantes principales sur les questions relatives aux juifs et à Israël**

	Composantes		
	1	2	3
Les juifs ont trop de pouvoir en France	0,765	– 0,175	– 0,078
Les juifs ont un rapport particulier à l'argent	0,691	– 0,355	– 0,059
Pour les juifs français Israël compte plus que la France	0,609	– 0,194	– 0,149
Les Français juifs ne sont pas des Français comme les autres	0,549	– 0,119	0,363
Les juifs forment « un groupe à part » dans la société	0,442	0,153	0,075
« Israël » évoque pour vous quelque chose de très/plutôt négatif	0,412	0,637	0,091
En France on parle trop de l'extermination des juifs pendant la Seconde guerre mondiale	0,390	0,082	– 0,517
« Religion juive » évoque pour vous quelque chose de très/plutôt négatif	0,237	0,564	0,543
Des propos publics comme « sale juif » ne doivent pas être condamnés sévèrement	0,215	– 0,113	0,350
Les Israéliens portent la plus grande part de responsabilité dans la poursuite du conflit	0,153	0,586	– 0,535

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. Part de variance expliquée par le modèle : 48 % (1<sup>er</sup> facteur 24 %, 2<sup>e</sup> 13 %, 3<sup>e</sup> 11 %).

Elle dégage un premier facteur auquel contribuent toutes les variables entrées dans le modèle (tableau 4.2). Mais celles qui y contribuent le plus, à en juger par le niveau élevé de leurs coefficients (en rouge ceux qui dépassent 0,50), sont celles qui évoquent le « vieil » antisémitisme : la croyance dans le pouvoir excessif des juifs, leur rapport particulier à l'argent, leur double allégeance supposée, une image de Français « pas comme les autres », leur communautarisme. Le second facteur, lui, est structuré d'abord par une image critique d'Israël, suivie par son rôle dans le conflit et une image négative de la religion juive. Il se caractérise également par le rejet des stéréotypes antisémites qui structurent le premier

76. Voir le sondage Ifop pour *Sud-Ouest Dimanche*, « Les Français et le conflit israélo-palestinien », 6-8 août 2014 (N=1013).

77. En 2013, on comptait 63 % de réponses « autant l'un que l'autre » et 8 % de « ne sait pas », en 2014 respectivement 65 % et 7 %. En janvier 2016 la possibilité de répondre « autant l'un que l'autre » avait été supprimée, pour encourager les sondés à choisir, sans grand effet : 10 % citaient les Palestiniens, 29 % les Israéliens, 61 % refusaient de répondre. Depuis octobre 2016 la formulation initiale a été rétablie.

78. Il s'agit d'une analyse en composantes principales (ACP). Les dix variables sont ordonnées dans le sens du rejet croissant des juifs ou d'Israël.

facteur, négativement corrélés à cet axe. Le troisième facteur est structuré par une image négative de la religion juive, le refus de considérer qu'on parle trop de l'Holocauste et le refus d'attribuer à Israël la plus grande part de responsabilité dans le conflit avec les Palestiniens. Il est négativement corrélé avec les préjugés antisémites qui structuraient le premier facteur. Trois dimensions distinctes structurent donc les attitudes envers les juifs, qu'on appellera «vieil antisémitisme», «anti-israélisme» et «antijudaïsme». Elles expliquent 48% de la variance, et le premier facteur, celui du vieil antisémitisme, près du quart à lui tout seul.

Et les profils des répondants le plus en phase avec chaque facteur sont très contrastés<sup>79</sup>. Un âge élevé, un faible niveau d'instruction, de revenu et d'ouverture au monde (indice de cosmopolitisme), l'appartenance au milieu ouvrier, un sentiment d'insécurité économique, un positionnement politique à droite ou proche du FN, et des scores élevés sur toutes les échelles de racisme, sont corrélés avec le premier facteur, celui du vieil antisémitisme. *A contrario*, les personnes d'âge intermédiaire, à niveau moyen de revenu et de diplôme, appartenant aux classes moyennes ou supérieures, sans religion, proches de la gauche radicale (communiste, Front de gauche ou EELV), cosmopolites, et refusant nettement toutes les formes de racisme (scores bas sur nos échelles de préjugé, autodéfinition comme «pas du tout raciste», soutien à «une lutte vigoureuse» contre le racisme, l'antisémitisme, et l'islamophobie) ont plus de chances d'être sur une ligne critique d'Israël et de sa politique (second facteur). Le profil des répondants proches du troisième axe, celui de l'antijudaïsme, est moins contrasté, mais globalement proche de celui du vieil antisémitisme.

Un dernier moyen de cerner l'articulation entre nouvel et ancien antisémitisme consiste à croiser l'image d'Israël avec les scores sur l'échelle d'antisémitisme (tableau 4.4). L'échelle est construite avec les 5 items structurants du premier facteur de l'analyse en composantes principales (figure 4.3), tout en tenant en compte de la manière dont les réponses à ces questions se hiérarchisent et s'impliquent l'une l'autre, du degré le plus élevé au moins élevé d'antisémitisme (cf. *supra*, section 3 de ce chapitre).

**Tableau 4.3. Échelle d'antisémitisme**

	2017
<i>Les juifs ont trop de pouvoir en France</i> : <b>Tout à fait d'accord</b> / plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR	8
<i>Les Français juifs sont des Français comme les autres</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord/ <b>plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout</b> , SR	6
<i>Pour chacune des catégories suivantes – les juifs – dites-moi si elle constitue actuellement pour vous</i> : <b>un groupe à part dans la société</b> / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas particulièrement un groupe, SR	23
<i>Pour les juifs français, Israël compte plus que la France</i> : <b>Tout à fait d'accord, plutôt d'accord</b> / plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR	37
<i>Les juifs ont un rapport particulier à l'argent</i> : <b>Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord</b> / Pas d'accord du tout, SR	57

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. En gras les réponses qui dénotent l'ethnocentrisme.

79. En fonction de leurs scores sur chacun des trois facteurs.

Le premier constat est qu'une nette majorité (70 %) des répondants les plus à gauche, quelle que soit leur image d'Israël – positive, négative, ou indifférente -, a des scores insignifiants sur l'échelle d'antisémitisme, alors que la majorité des répondants les plus à droite a des scores moyens ou élevés (58 %). Le second constat est qu'Israël laisse de plus en plus indifférent. 43 % des sondés, qu'ils soient de gauche ou de droite, en ont une image « ni positive ni négative » ou ne répondant pas (contre 35 % l'an dernier). Quand ils expriment une opinion enfin, comme les années précédentes, c'est chez les plus à droite que le double rejet des juifs et d'Israël est le plus fréquent, touchant un quart d'entre eux (24 % contre 16 % dans l'ensemble de l'échantillon). Mais tandis que les très à gauche comptent le plus de non-antisémites mais critiques d'Israël (27 % d'entre eux, contre 18 % dans l'échantillon total).

**Tableau 4.4. Antisémitisme et image d'Israël par position sur l'échelle gauche droite (%)**

Échelle d'antisémitisme	Image d'Israël	Autoposition					Ensemble
		Très à gauche	Centre gauche	Centre	Centre droit	Très à droite	
Non antisémite (0-1)	Positive	11	12	16	20	11	15
	Négative	27	19	15	18	15	18
	Indifférente	32	38	29	25	17	29
Antisémite (2-5)	Positive	7	7	9	7	15	9
	Négative	14	10	17	16	24	16
	Indifférente	9	14	14	14	19	14
		(183)	(155)	(445)	(110)	(110)	100

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

Les résultats de l'enquête nuancent donc la thèse d'un « nouvel antisémitisme » *sui generis* chassant l'ancien. Les préjugés envers les juifs restent corrélés avec les autres formes de racisme dirigées contre les immigrés, les Maghrébins, les Arabes, les musulmans, les minorités quelles qu'elles soient. La question d'Israël et du conflit avec les Palestiniens ne passionne guère. Si on croise ces deux questions, seulement 13 % de l'échantillon se prononce sur les deux, 48 % sur une des deux et 39 % sur aucune<sup>80</sup>. À la différence des actes antisémites, très liés, depuis le déclenchement de la Seconde Intifada, aux péripéties du conflit israélo-palestinien<sup>81</sup>, les opinions restent structurées par les vieux stéréotypes liés au pouvoir, à l'argent, à la suspicion de double allégeance. Si une vision négative d'Israël est plus fréquente à l'extrême gauche (sympathisants de la gauche non socialiste, personnes se classant dans les deux premières cases de l'axe gauche droite), elle est presque aussi mauvaise à l'extrême droite (proches du FN et dans les deux dernières cases de l'axe gauche droite). Tandis qu'à

80. Sont considérées comme « ne se prononçant pas » les personnes refusant de répondre (soit 20 % sur les responsabilités de la prolongation du conflit et 9 % sur l'image d'Israël) ou refusant de trancher (image d'Israël « ni positive ni négative », responsabilités partagées dans la continuation du conflit).

81. Sur ces évolutions voir notamment Nonna Mayer, « Vieux et nouveaux visages de l'antisémitisme en France », in Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Dominic Thomas (dir.), *Vers la guerre des identités ? De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, Paris, La Découverte, 2016, p. 89-100.

l'extrême droite cette critique est fortement corrélée avec les préjugés antijuifs classiques, elle s'en dissocie nettement à l'extrême gauche.

Il manque, pour compléter ce tableau des antisémitismes en France, les perceptions que les diverses minorités ont les unes des autres. Il y a peu d'enquêtes sur le modèle de celle, pionnière, que réalisaient Sylvain Brouard et Vincent Tiberj en 2005 sur les Français issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque, en majorité musulmane, dans *Français comme les autres*<sup>82</sup>. Elle y faisait apparaître une tension sur la question israélienne et une plus grande réceptivité aux préjugés antisémites, pour de multiples raisons : malaise identitaire, intolérance religieuse, jalousie à l'égard d'une communauté perçue comme plus anciennement installée, socialement plus favorisée, plus présente dans l'espace public. Tout aussi mal connue d'ailleurs est l'image qu'ont les juifs des musulmans et des autres minorités. Il faudrait explorer avec des outils qualitatifs plus fins qu'un sondage d'opinion non seulement les imaginaires croisés de ces populations si diverses mais aussi la manière dont elles coexistent et interagissent au quotidien.

---

82. Sylvain Brouard et Vincent Tiberj, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Presses de Sciences Po, Paris, 2005.

## Section 5

## Le lent reflux des préjugés anti-Roms<sup>83</sup>

En novembre 2017, au moment de la dernière vague du Baromètre racisme, la France se trouve dans une situation très différente de l'année précédente. La situation économique s'est améliorée, et le système partisan s'est recomposé en profondeur avec l'élection d'Emmanuel Macron. Plus que jamais depuis 2008, les Français envisagent la situation économique avec optimisme et redoutent moins le déclin de leur pays. Dans ce contexte, le Baromètre racisme enregistre une relative stabilité dans la relation à l'Autre et aux minorités ethniques. Les attitudes envers les Roms et les gens du voyage sont ainsi révélatrices des dynamiques profondes et des inégalités qui traversent la société française. Le niveau général de tolérance reste stable, voire diminue légèrement. Comme on l'a vu dans la section 2 de cette partie, l'indice longitudinal de tolérance pour les Roms et les gens du voyage (figure 2.6) a légèrement diminué (- 2 points), même s'il reste beaucoup plus élevé qu'en 2013 : 34 en 2017, contre 19 quatre ans plus tôt. Aujourd'hui il se situe presque au même niveau qu'en 2011. Ce petit recul de la tolérance, qu'on retrouve pour les autres minorités, peut inquiéter car il s'agit de la minorité qui concentre le plus d'opinions négatives. Rappelons qu'en 2017 l'indice s'établit à 34 pour les Roms et les gens du voyage contre respectivement 61 pour les musulmans, 72 pour les Maghrébins et 78 pour les noirs et les juifs.

On observe néanmoins une tendance à la réduction des préjugés envers les Roms, au moins sur quelques questions importantes. À titre d'exemple, en novembre 2017, 51 % des personnes interrogées pensent que les Roms – et plus spécifiquement les Roms migrants – ne veulent pas s'intégrer en France. Autrement dit, ce cliché est encore partagé par plus de la moitié de la société française. Ils étaient néanmoins 55 % en 2016 et 78 % en 2013 à le penser. Des stéréotypes traditionnels, reflétant la méconnaissance de la situation des Roms, restent répandus. 73 % des sondés pensent ainsi encore que les Roms migrants « sont pour la plupart nomades » (+ 3 points par rapport à octobre 2016 mais - 13 points par rapport à 2014). Par contre, les préjugés les plus négatifs se stabilisent. L'idée que les Roms « vivent essentiellement de vols et de trafics » est aujourd'hui partagée par 52 % de notre échantillon, tout comme il y a un an (contre 78 % en décembre 2013). Il en va de même pour le stéréotype selon lequel les Roms « exploitent très souvent les enfants » : partagé par 85 % de l'échantillon fin 2014, il a baissé à 65 % en 2016, et reste au même niveau à la fin de l'année 2017. La dynamique de progression des préjugés anti-Roms semble donc s'arrêter.

Par rapport aux autres minorités, les préjugés, les stéréotypes, les connaissances erronées, les sentiments de peur et d'hostilité continuent de se mêler avec une force et une intensité particulières. Leur niveau de diffusion a baissé ces dernières années, mais lentement et avec une petite remontée en 2017. La

83. Nous remercions chaleureusement Ruben Leria pour son aide à la préparation des données en vue de l'analyse des dynamiques d'intolérance.

spectacularisation de la pauvreté de certains groupes roms par les médias lors des évacuations des campements illicites et des bidonvilles exerce un impact négatif. Certes, les groupes tziganes sont moins souvent constitués en boucs émissaires par les élites politiques, sociales et médiatiques. La mobilisation des associations pour la défense des droits des Roms et des gens de voyage s'est renforcée, en réaction aux discriminations institutionnelles et sociétales dont les Roms sont victimes, et celles-ci mettent en avant une image plus positive de cette minorité dans la presse. Mais à ce jour, ni les associations ni les institutions n'ont réussi à faire progresser la lutte contre l'antitziganisme.

## 1. Une galaxie de minorités

Tziganes, bohémiens, manouches, gens du voyage, Roms, groupes romanyi, romanichels, gitans, Roms... les questions de terminologie et de définition sont difficiles et controversées. Les spécialistes insistent sur la pluralité des racines locales, et la multiplicité des dialectes, langues et trajectoires de ces différents groupes. Mais, en même temps, ils insistent sur un air de famille entre eux et une certaine unité reconnue réciproquement<sup>84</sup>. Les groupes roms constituent une galaxie de communautés qui n'ont ni la même histoire, ni la même culture, ni la même religion<sup>85</sup>. S'il est difficile d'estimer leur nombre, on parle de 12 à 15 millions de personnes dans le monde. La plupart vit en Europe, dont 60% à 70% dans les démocraties postcommunistes. Traçons, à titre indicatif, une ligne qui relie Rome à Helsinki, en passant par Vienne et Prague. À l'est de celle-ci se situent les communautés qui s'autoqualifient de « Roms ». À l'ouest de ce tracé imaginaire, on trouve des groupes aux noms différents : manouches, sintés, kalés, romanichels, avec peu de Roms<sup>86</sup>. En France, on observe la même hétérogénéité. Aux côtés des Roms d'immigration récente, dont certains vivent dans des conditions de grande précarité, on trouve des citoyens français. Ces derniers sont issus de plusieurs vagues d'immigration datant du début du xx<sup>e</sup> siècle et de l'entre-deux-guerres, mais aussi de l'après-guerre. La plupart d'entre eux poursuivent une stratégie d'invisibilité, essayant de ne pas attirer l'attention sur eux. De la même manière, les rapports entre Roms d'immigration récente, Roms et Manouches français ne relèvent pas toujours de la solidarité, ni de la reconnaissance d'une identité commune.

Un élément de complexification vient du fait que le terme « Roms » utilisé au sens générique a été choisi par l'Union romani internationale en 1971 afin d'inclure l'ensemble des groupes « tziganes »<sup>87</sup>. À partir de cette définition extensive des Roms, le Conseil de l'Europe estimait en 2012 qu'ils étaient en France entre 300 et 500 000, soit environ 0,6% de la population<sup>88</sup>. Comme précisé précédemment, l'une des questions fondamentales au sujet de l'antitziganisme est la

84. Henriette Asséo, *Les Tziganes, une destinée européenne*, Paris, Gallimard, 2006.

85. Martin Olivera, « Les Roms comme « minorité ethnique » ? Un questionnement roumain », in *Études tziganes*, vol. 39-40, 2010, p. 128-150.

86. Leonardo Piasere, *Roms : une histoire européenne*, Paris, Bayard Jeunesse, 2011.

87. Définition qui a été critiquée par de nombreux groupes tziganes. Elle a ensuite été officiellement adoptée par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, cf. Jean-Pierre Liégeois, *Council of Europe and Roma : 40 Years of Action*, Strasbourg, 2010.

88. <http://hub.coe.int/fr/web/coe-portal/roma>.

très forte méconnaissance de la présence de ces groupes au sein de la société française. En octobre 2016, plus de 60 % des sondés avaient ainsi tendance à en surestimer le nombre. À la question « *Quelle est la proportion de Roms en France sur l'ensemble de la population ?* », seulement 41 % ont répondu « *moins de 1 %* », 18,5 % ont répondu « *entre 1 % et 3 %* », 17 % « *entre 3 % et 5 %* », et 23 % ont répondu « *plus de 5 %* ».

Les groupes tziganes en France sont très différenciés, tant du point de vue de leur origine, que de celui de leur statut juridique, ou de leurs modes de vie. La grande majorité est composée des « gens du voyage », une communauté estimée à environ 350 000 personnes<sup>89</sup>, alors que certaines associations de gens du voyage avancent un chiffre plus proche de 500 000 personnes<sup>90</sup>. Cette estimation intègre entre 60 et 70 000 voyageurs permanents. Le terme correspond à la catégorie administrative apparue dans les textes officiels dès 1972 et qui s'applique aux personnes visées par la loi du 3 janvier 1969 pour désigner des populations françaises mal identifiées (les manouches, les gitans, les forains, les yéniches, etc.) du fait de leur mode de vie itinérant. Pour simplifier, ce terme correspond à une population « *sans domicile ni résidence fixe*<sup>91</sup> » mais qui revendique une inscription territoriale<sup>92</sup>. En suivant les recommandations de la CNCDH de 2012<sup>93</sup>, on peut définir les gens du voyage comme des citoyens français qui ont un mode de vie fondé à l'origine sur la mobilité, même si nombre d'entre eux sont aujourd'hui sédentaires. Le même terme recouvre donc des réalités sociales et économiques très diverses.

En France, on trouve aussi des groupes qui s'autodéfinissent comme Roms. Certains d'entre eux sont citoyens français, immigrés en France à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, d'autres sont des citoyens bulgares, roumains, kosovars ou provenant d'autres pays d'Europe de l'Est. Seule une petite minorité des Roms ainsi définis – entre 15 000 et 20 000, principalement issus d'une immigration récente venant de Bulgarie et surtout de Roumanie – vit dans une très grande précarité, dans des bidonvilles. Les autres ne sont pas « visibles », et ne vivent pas dans des conditions de misère extrême.

Nous sommes donc en présence d'une mosaïque de fragments ethniques, à laquelle se superpose une pluralité de statuts juridiques (citoyens français, ressortissants des pays de l'Union européenne ou d'autres pays européens, apatrides).

89. Hubert Derache, *Appui à la définition d'une stratégie interministérielle renouvelée concernant la situation des gens du voyage*, Paris, 2013, rapport au Premier ministre, [http://www.fnasat.asso.fr/Rapport\\_Derache\\_072013.pdf](http://www.fnasat.asso.fr/Rapport_Derache_072013.pdf).

90. Cour des comptes, « L'accueil et l'accompagnement des gens du voyage : des progrès lents et inégaux, des objectifs à redéfinir », dans *Rapport public annuel 2017*, p. 187. [www.ccomptes.fr](http://www.ccomptes.fr)

91. Un livret de circulation s'est substitué à l'ancien carnet de circulation le 5 octobre 2012, après une décision du Conseil constitutionnel sur la conformité de la loi 1969/3. Voir aussi Marc Bordigoni, *Gens du voyage, droit et vie quotidienne en France*, Paris, Dalloz Sirey, 2013.

92. FNASAT, la FCSF et l'URECSO, *Gens du voyage, des habitants ignorés*, 2017, <http://www.fnasat.asso.fr/>

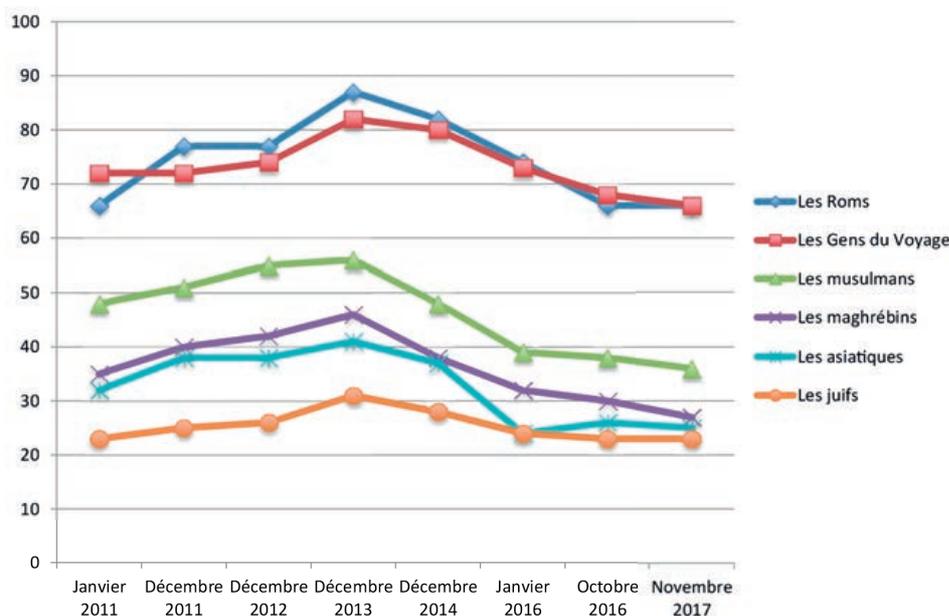
93. CNCDH, *Roms – Gens du voyage. Avis sur le respect des droits des Gens du voyage et des Roms migrants au regard des réponses récentes de la France aux instances internationales*, adopté par l'assemblée plénière du 22 mars 2012.

## 2. Un jugement de communautarisme qui reste très répandu

Pour tenir compte de cette hétérogénéité, les questions de l'enquête CNCDH portent traditionnellement à la fois sur les Roms et sur les gens du voyage. Si l'on s'en tient aux huit derniers sondages, les chiffres dessinent à partir de 2013 l'émergence d'une nouvelle tendance, qui semble commencer à se stabiliser. Fin 2013, plus de 87 % de la population considéraient les Roms comme un «*groupe à part*» dans la société (soit une augmentation de 21 points depuis janvier 2011), contre 82 % pour les gens du voyage. En octobre 2016, ce n'est plus le cas que pour 66 % des sondés concernant les Roms (ils étaient 74 % en janvier 2016) et 68 % pour les gens du voyage. En novembre 2017 les deux pourcentages se stabilisent à 66 % (figure 5.1).

En milieu urbain, les contacts noués à l'école, dans les fêtes de quartiers, aux anniversaires des enfants, ainsi que les interactions qui se déroulent dans des espaces moins associés à des stéréotypes (la fête de la ville, les files d'attente dans des services municipaux...) permettent de déconstruire certains préjugés. Ces contacts sont performatifs, c'est-à-dire qu'ils sont importants du point de vue des conséquences qu'ils produisent. Néanmoins, ces interactions ne concernent qu'un public limité. En l'absence de campagnes de grande envergure destinées à contrer les sentiments antitziganes, la perception d'un fort communautarisme des Roms et des gens du voyage ne s'atténue pas en 2017. Entre 2011 et 2013, le pourcentage des sondés qui considèrent les Roms comme un groupe «*ouvert aux autres*» avait diminué de moitié (de 8 % à 4 %); en 2014, ce pourcentage était remonté à 6,7 % (pour les Roms) et à 10,5 % (pour les gens du voyage). Durant l'année 2016, on note une progression de ce taux pour les gens du voyage (13,6 % en janvier, 16 % en octobre), qui se poursuit légèrement en 2017 (17 %). On peut faire l'hypothèse qu'un nombre croissant de personnes a noué des relations sociales positives avec les «*voyageurs*». Il y a également une légère progression pour les Roms (10 % en novembre 2017). En revanche en 2017, respectivement 17 % et 12,6 % des répondants jugent que les Roms et les gens du voyage «*ne forment pas spécialement un groupe*». Mais au total les «*Tziganes*», dans leur ensemble, restent perçus comme «*formant un groupe à part dans la société*» par un tiers de la population en 2017 (66 %). On note d'ailleurs une stabilité par rapport à l'enquête précédente pour la plupart des autres minorités : «*les Chinois*» (à 31 % vus comme un groupe à part), «*les Asiatiques*» (25 %), «*les juifs*» (23 %) ou encore «*les noirs*» (12 %, - 1 point). La perception d'une fermeture communautariste du groupe ne recule que pour «*les musulmans*» (36 %, - 2 points atteignant son niveau le plus bas depuis 2003. On remarque le même phénomène pour «*les Maghrébins*» (27 %, - 3 points).

En janvier 2011, il n'y avait que 18 points d'écart entre la perception des Roms et des musulmans comme un «*groupe à part*». Cette différence atteint 34 points fin 2014, 30 en novembre 2017. Cet écart nous montre la force des préjugés envers les Roms, surtout par comparaison à une autre minorité très stigmatisée. Plus précisément, l'écart est de 39 points par rapport aux Maghrébins, 41 par rapport aux Asiatiques (contre + 45 en 2014), 43 par rapport aux juifs (contre 56 points en 2013).

**Figure 5.1. Tendances à juger divers groupes comme « à part dans la société »**

Source : Baromètres CNCDH 2011-2017.

### 3. Antitziganisme et Romaphobie

Un préjugé est une attitude ou une opinion dirigée contre les membres d'un groupe ou d'une catégorie sociale. Il combine des croyances et des jugements de valeur avec des prédispositions émotionnelles. Les préjugés jouent un rôle clé dans la dynamique de justification des discours, des propos ainsi que des politiques, des actions et des pratiques discriminatoires. Les chercheurs débattent aujourd'hui de la pertinence des concepts d'« *Antigypsyism* » ou de « *Romaphobia* »<sup>94</sup>. Ces analyses s'accordent toutefois sur la forte structuration d'attitudes et d'émotions négatives envers les personnes dites « Roms », qui peut aller jusqu'à la non-condamnation de propos racistes tenus en public (comme « *sale Rom* »). On assiste toutefois à une légère baisse de la proportion des sondés qui estiment que les personnes tenant publiquement ce type de propos « *ne doivent pas être condamnées du tout* » : ils sont 13,4% en novembre 2017, contre 24,5% en 2013. Un examen approfondi des données indique un resserrement de l'écart avec les autres groupes. En 2013 et 2014, on mesurait encore un écart de 8 points quand on comparait les réactions aux propos anti-Roms et antiFrançais. Aujourd'hui cet écart a presque disparu, et s'avère très similaire à l'écart existant avec les autres minorités. L'acceptation de ces propos est par ailleurs légèrement moins répandue que celle de l'insulte « *sale chinetoque* » et des propos sexistes insultants tels que «  *salope* ».

94. Aidan McGarry, *Romaphobia. The Last Acceptable Form of Racism*, Londres, Zed Books, 2017. « The Alliance against Antigypsyism », dans son texte *Antigypsyism. A Reference Paper*, [www.antigypsyism.eu](http://www.antigypsyism.eu), 2016, p. 6 souligne : « The term *antigypsyism* – in citing the majority's projections of an imagined out-group of 'gypsies' which simultaneously constructs an imagined in-group – is analytically more accurate and makes clear that other groups – Sinti, Travellers, Manouches, Egyptians – are equally affected ».

Une analyse détaillée des chiffres permet de mieux comprendre la dynamique des préjugés dans le temps, et en particulier leur diffusion au cours de l'année passée. Si en 2013 et 2014, 86 % des personnes interrogées considéraient que les Roms migrants étaient pour la plupart nomades, aujourd'hui cette opinion n'est partagée « que » par 73 % des répondants. On passe de 2,4 % des personnes interrogées qui ne sont « pas du tout d'accord » avec cette affirmation en 2014 à 3,7 % en novembre 2017, auxquelles on peut ajouter les 13,6 % de l'échantillon qui ne sont « pas vraiment d'accord ».

En outre, si 85 % des sondés considéraient en 2014 que les Roms « exploitent très souvent les enfants », ce pourcentage était tombé à 63,7 % en octobre 2016 et à peine plus en novembre 2017 (64,7 %). De même le stéréotype des Roms voleurs et trafiquants, partagé par plus des trois quarts des répondants en 2014 (77,5 %) ne l'est plus que par 51,3 % d'entre eux en 2017, soit un recul important de 26 points. Il s'agit certes d'un pourcentage légèrement supérieur à celui mesuré en octobre 2016, mais qui reflète plutôt une stabilisation des résultats. Par contre, on relève une baisse continue de l'adhésion à l'idée selon laquelle les Roms « ne voudraient pas s'intégrer » en France. Elle était en effet partagée par 77 % de la population en 2014, la première fois que l'on a posé cette question dans l'enquête CNCDH, puis est tombée à 54,3 % en 2016 et à 51,2 % en novembre 2017. En d'autres termes, un quart de la population a changé d'opinion en quatre ans à propos de la volonté des Roms de s'intégrer dans la société française. Alors que pour près des trois quarts des Français, les Roms sont toujours des nomades, pour deux tiers d'entre eux il s'agit de personnes qui exploitent les enfants, et pour la moitié seulement de voleurs qui ne veulent pas s'intégrer. Dans l'ensemble, on constate donc une baisse significative du nombre de personnes partageant ces préjugés au cours des dernières années. Mais cette baisse semble ralentir.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce ralentissement. Le fait que les médias font rarement état des histoires d'intégration. La parution de plusieurs films qui reproduisent les stéréotypes les plus traditionnels sur les Tziganes, français ou de récente immigration. Une certaine démobilitation des associations et comités de soutien aux droits de Roms dans les initiatives d'éducation populaire et dans la lutte contre le racisme antitziganes. Le manque de moyens des institutions actives dans la lutte contre l'antitziganisme et la romaphobie.

Les entretiens en face-à-face conduits par l'institut de sondage CSA pour la CNCDH en 2013 ont permis de recueillir des propos extrêmement agressifs vis-à-vis des Roms, exprimant de la colère et laissant libre cours à des émotions négatives à leur égard ; aversion et dégoût, accusation d'impureté et refus du contact, déception et frustrations dues à leur incapacité supposée à changer, mépris et même haine, chez certains, en lien avec la croyance en leur différence et leur infériorité. Même si l'on a vu que la diffusion de certains stéréotypes a baissé, on ne peut sous-estimer le contenu très négatif de certains sentiments à l'égard des Roms.

On sait également qu'il existe d'autres préjugés envers les Roms qui ne sont pas mesurés par le Baromètre CNCDH, notamment ceux qui les considèrent uniquement comme des pauvres et des victimes, associés à un imaginaire de vulnérabilité, de mendicité et de misère. Or la représentation des Roms comme

pauvres pose aussi problème. C'est le stéréotype d'un groupe ethnique vu comme socialement homogène, sans opportunité de mobilité sociale ascendante, sans parcours possible de réussite sociale et d'intégration<sup>95</sup>. Si la plupart des Roms en France ne vivent pas dans la misère, leur image reste liée à cet imaginaire de pauvreté et de marginalité, véhiculé par les images médiatisées des bidonvilles, ainsi que par celles des évacuations et des destructions des campements. Les représentations majoritaires des Roms ne rendent absolument pas compte de leur stratification interne, ni de la multiplicité des groupes familiaux et de la diversité des carrières individuelles. On les voit dans cette perspective comme un bloc uniforme, doté d'une culture homogène, sans différences socioprofessionnelles et avec des revenus comparables. Ils sont encore et toujours considérés comme pauvres et incapables<sup>96</sup>. Beaucoup de citoyens pensent, selon l'expression consacrée, que ce sont « *toujours les mêmes* » qui demandent l'aumône depuis trente ans. Même s'il existe de nombreux exemples d'intégration réussie, de cohabitations satisfaisantes et de mobilité sociale ascendante, ces « succès » ne sont pas encore suffisamment repris dans les médias, même si ces derniers commencent à leur accorder davantage d'attention<sup>97</sup>. Certaines études qualitatives montrent également que des politiques d'intégration municipales encouragent les contacts et améliorent les relations avec les Roms, ce qui a comme effet l'atténuation des préjugés<sup>98</sup>, et que les contacts quotidiens facilitent la formation d'attitudes positives<sup>99</sup>.

#### 4. Mesurer l'hostilité envers les groupes tziganes

Il est possible de produire une mesure synthétique d'hostilité qui permet de comprendre l'évolution et la distribution des préjugés envers les Roms. On a utilisé la même échelle d'hostilité que l'an dernier, classant les réponses aux questions selon l'intensité de l'attitude mesurée, et calculé la distribution de scores de l'échelle pour les années 2014, 2016 et 2017. Le tableau 5.1 montre l'ensemble des questions utilisées pour la construction de l'échelle ainsi que les réponses dénotant le niveau le plus haut d'hostilité, et leurs résultats. On a également ajouté les années 2012 et 2013 afin de suivre la dynamique du rejet pour chaque item au fil des années.

95. Ce qui est contraire aux résultats de recherches portant sur les Roms roumains en France : « *Malgré la multitude de problèmes qu'ont rencontrés les citoyens roms de l'UE vivant en France, lorsqu'on leur a demandé d'évaluer leur vie en France par rapport à leur vie en Roumanie, 97 % des personnes interrogées ont déclaré que leur vie était meilleure en France (80 % ont affirmé que leur vie était bien meilleure tandis que 17 % ont déclaré qu'elle était meilleure).* » European Roma Rights Center, *Destruction des progrès, progression des destructions : les femmes et les enfants roms, citoyens européens en France*, 2014, p. 44, [www.errc.org](http://www.errc.org)

96. Tommaso Vitale, Laura Boschetti, « *Les Roms ne sont pas encore prêts à se représenter eux-mêmes !* » *Asymétries et tensions entre groupes Roms et associations "gadje"*, in Mathieu Berger, Daniel Cefai, Carole Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble*, Bruxelles, P. I. E. Peter Lang, 2011, p. 403-29.

97. On pense par exemple à Anina Ciuciu, *Je suis tzigane et je le reste*, Paris, City Éditions, 2014.

98. Emilio Paolo Visintin, Eva G.T. Green, Adrienne Pereira, Polimira Miteva, « How positive and negative contact relate to attitudes towards Roma: Comparing majority and high-status minority perspectives », in *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 27(3), 2016, p. 240-252.

99. Ce qui se trouve également dans beaucoup d'autres villes européennes : Enzo Mingione, Barbara Borlini, Tommaso Vitale, « Immigrés à Milan : faible ségrégation mais fortes tensions », in *Revue Urbanisme*, 362, 2008, p. 83-6.

**Tableau 5.1. Questions utilisées pour la construction de l'échelle de romaphobie (%)**

	2012	2013	2014	Janv. 2016	Oct. 2016	Nov. 2017
À votre avis, les personnes qui tiennent publiquement des propos racistes, comme par exemple « sale Rom », doivent-elles être condamnées sévèrement par la justice, condamnés mais pas sévèrement ou bien ne pas être condamnées ? Oui, elles doivent être condamnées sévèrement / Oui, elles doivent être condamnées mais pas sévèrement / <b>Non, elles ne doivent pas être condamnées :</b>	–	24,5	18,7	13,6	16,2	13,4
Voici quelques opinions que nous avons entendues à propos des Roms migrants. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune d'entre elles. Les Roms migrants ...						
... sont pour la plupart nomades : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / <b>Tout à fait d'accord</b>	44,8	47,0	45,6	36,3	31,8	33,6
... exploitent très souvent les enfants : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / <b>Tout à fait d'accord</b>	44,7	49,9	45,2	34,1	34,2	32,8
... vivent essentiellement de vols et de trafics : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / <b>Tout à fait d'accord</b>	36,2	41,1	40,8	26,8	23,9	20,7
... ne veulent pas s'intégrer en France : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / <b>Tout à fait d'accord</b>	–	–	43,0	26,4	27,0	23,7
Pour chacune des catégories suivantes [les Roms/les gens du voyage], dites-moi si elle constitue pour vous actuellement en France... : Des personnes ne formant pas spécialement un groupe / Un groupe ouvert aux autres / <b>Un groupe à part dans la société</b>	75,6	84,1	80,9	73,7	67,2	66,5
Pour chacune des opinions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ? Les Français roms/ gens du voyage sont des Français comme les autres : Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord / Plutôt pas d'accord / <b>Pas d'accord du tout :</b>	–	–	–	14,8	13,2	12,7
(Gens du voyage uniquement)	11,7	11,5	9,4	10,4	10,7	–

\* Figurent en gras les réponses considérées comme relevant de la romaphobie.

Source : Baromètres CNCDDH.

L'échelle de romaphobie que nous avons construite fournit un indicateur global d'hostilité à l'encontre des Roms. On a construit le même indicateur pour les quatre dernières vagues du Baromètre CNCDDH. La matrice de corrélations indique que les sept variables sont suffisamment corrélées pour former un indicateur global de romaphobie.

**Tableau 5.2. Matrice des corrélations entre les opinions à l'égard des Roms, novembre 2017**

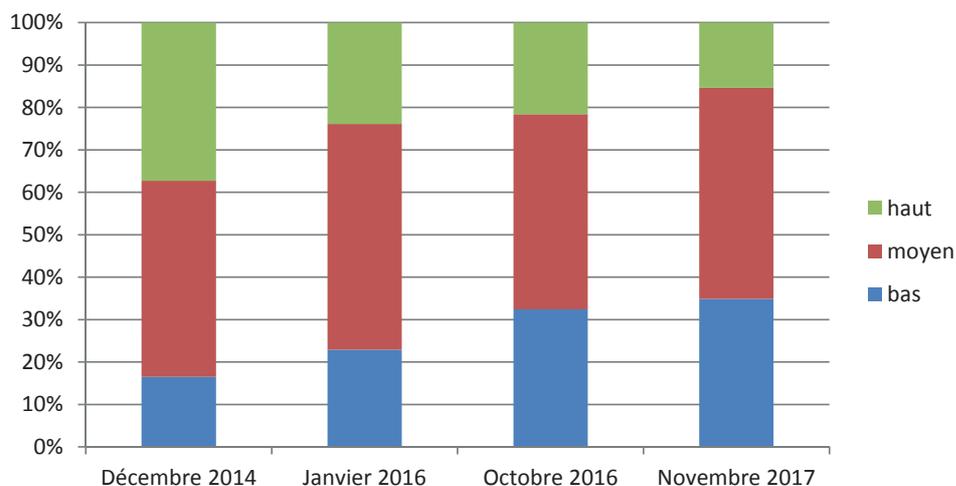
	Sale Rom	Noma- des	Exploient les enfants	Vols et de trafics	Pas s'intégrer	Groupe à part	Français comme les autres	Corr. Item
Sale Rom	1	0.050*	0.057	0.056	0.006**	0.026*	0.106	0.053
Roms nomades		1	0.416	0.402	0.434	0.058	0.129	0.378
Exploient les enfants			1	0.548	0.519	0.111	0.186	0.534
Vols et trafics				1	0.549	0.076	0.315	0.419
Pas s'intégrer					1	0.135	0.299	0.456
Groupe à part						1	0.087	0.117
Français comme les autres							1	0.229

\* La corrélation est significative au niveau 0.05 (2-tailed).

\*\* La corrélation est significative au niveau 0.01 (2-tailed).

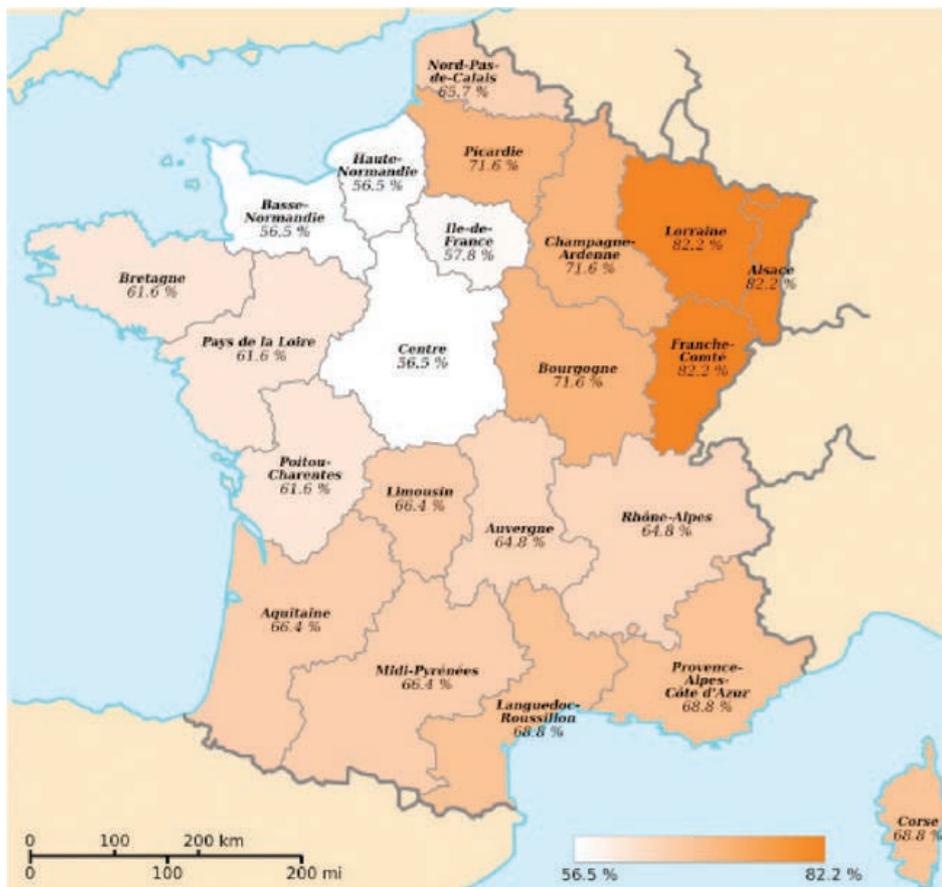
Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. Corrélations mesurées par le R de Pearson. Les questions et les échelles sont orientées dans le sens de l'hostilité aux Roms, la dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle de romaphobie.

Cette échelle d'attitude d'hostilité envers les Roms permet de hiérarchiser les répondants par niveau de préjugés, du plus bas au plus élevé, ce dernier regroupant les sondés qui ne considèrent pas les Français roms comme des Français à part entière, qui prennent les Roms pour des voleurs, des nomades et des exploiters d'enfants ne voulant pas s'intégrer en France, et qui pensent que les propos racistes tenus publiquement contre les Roms ne doivent pas être condamnés. La figure 5.2 compare les niveaux de romaphobie en 2014, janvier 2016, octobre 2016 et novembre 2017. Sur cette échelle, l'hostilité à l'encontre des Roms a chuté depuis la fin 2014, la proportion de notes élevées passant de 37,3% à 15,4%, et le pourcentage de notes basses a sensiblement progressé, passant de 16,5% à 34,9% à fin 2017.

**Figure 5.2. Échelle de romaphobie, année 2014, janvier 2016, octobre 2016 et novembre 2017 (%)**

Source : Baromètres CNCDH 2014-2017.

**Figure 5.3. Romaphobie (niveau moyen ou élevé) par région, novembre 2017 (%)**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

Il est important de noter que la diffusion des sentiments négatifs à l'égard des Roms n'est pas uniforme dans l'ensemble du pays. Notre échantillon n'est pas suffisamment large pour pouvoir observer des différences d'un département à l'autre, ou d'une région à l'autre, mais il nous permet quand même d'observer les variations les plus importantes par grande région, dans le cadre d'un découpage territorial qui distingue l'Île-de-France, la partie Ouest du Bassin parisien (Basse-Normandie, Haute-Normandie, Centre), la partie Est du Bassin parisien (Bourgogne, Champagne-Ardenne, Picardie), le Nord (Nord-Pas-de-Calais), l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes), l'Est (Lorraine, Franche-Comté, Alsace), le Sud-Ouest (Aquitaine, Limousin, Midi-Pyrénées), le Sud Est (Auvergne, Rhône-Alpes) et la Méditerranée (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse).

Pour mieux visualiser les différences territoriales, nous avons additionné et projeté sur la carte les valeurs élevées et moyennes de romaphobie. On voit que c'est dans la région Île-de-France que le niveau de romaphobie est le plus bas, puisque «seulement» 57,8% de la population francilienne obtient des résultats moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie (59% en octobre 2016). Ce pourcentage est encore plus bas dans le Bassin Parisien Ouest (56,5%), avec

un écart de près de 26 points par rapport aux Régions de l'Est. On remarque aussi un taux d'hostilité relativement bas dans les régions de l'Ouest : (61,6%).

Sur le plan de la distribution territoriale, on constate que les personnes résidant dans les villes de moins de 20000 habitants et les territoires ruraux ont des scores bien au-dessus de la moyenne. Autant de tendances qu'on ne peut malheureusement pas étudier plus en profondeur du fait de la taille limitée de l'échantillon.

## 5. Une stabilité des facteurs explicatifs des préjugés romaphobes

Les attitudes hostiles aux Roms s'expliquent par les mêmes facteurs que l'ethnocentrisme et l'antisémitisme, analysés dans les sections précédentes. Le tableau 5.3 présente les facteurs classiques d'analyse des préjugés. Comme on l'a vu, 65,2% de la population obtient des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie en novembre 2017. Il s'agit d'une baisse de 2,4 points par rapport à l'année précédente, et de 18,4 points par rapport à quatre ans auparavant. Le tableau 5.3 indique les variations de ce pourcentage en fonction de plusieurs variables sociodémographiques. Le tableau souligne les différences entre les quatre enquêtes considérées.

**Tableau 5.3. Facteurs explicatifs de la romaphobie (%)**

% de scores moyen ou élevés sur l'échelle de romaphobie	Scores 2-3 déc. 2014	Scores 2-3 janv. 2016	Scores 2-3 oct. 2016	Scores 2-3 nov. 2017
<b>Sexe</b>				
Homme	85	75	67	65
Femme	82,5	80	68	65
<b>Âge</b>				
18-24 ans	77	77	57,5	55
25-34 ans	82	77	62	56
35-44 ans	84	74	69	65
45-59 ans	82	74	71,5	69
60 +	88	81	70	70
<b>Diplôme</b>				
Inférieur au baccalauréat	87	84	76	72
Bac	88	78	66	64
Bac + 2	81,5	73	61	55
Bac +3	71	61	49	51
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b> (retraités/chômeurs classés selon leur ancienne profession)				
Agriculteur	80	100	82	64
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	82	76,5	73	67
Cadre supérieur	77	60,5	48	57
Profession intermédiaire	80	76	64	55,5
Employé	83	86,5	74	71
Ouvrier	87	81	75	81
Inactif	85	80	66	57

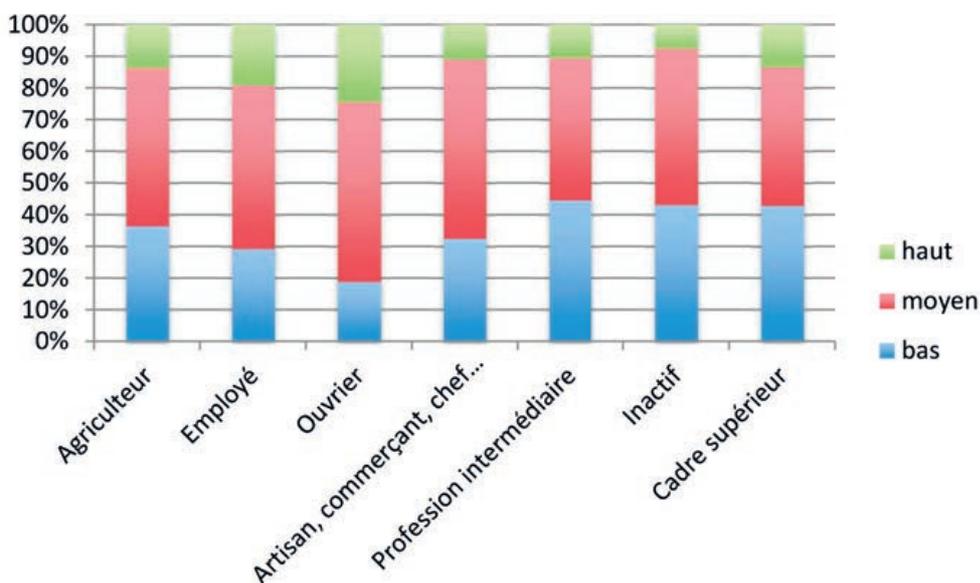
% de scores moyen ou élevés sur l'échelle de romaphobie	Scores 2-3 déc. 2014	Scores 2-3 janv. 2016	Scores 2-3 oct. 2016	Scores 2-3 nov. 2017
<b>Échelle gauche /droite</b>				
Gauche	71	59	48	49
Centre gauche	72	73	59	58
Centre	85	82	76	69
Centre droit	90	82	71	71
Droite	96	93	89	88
<b>Revenus mensuels</b>				
Inférieurs à 1 400 euros	–	82,5	71,5	66
1 400-2 000	–	80	70,5	69
2 000-3 000	–	79	71,5	62
Supérieurs à 3 000	–	68	57	64,5
<b>Pratique religieuse catholique</b>				
Pratiquant régulier	91,5	79	67	67
Occasionnel	86	80	78	74
Non pratiquant	87	85	75	73
Autre religion	74	68	65,5	59
Sans religion	77	70	60	56
<b>Situation économique ressentie</b> « Je vis moins bien qu'il y a quelques années »				
Tout à fait d'accord	92	82	80	72
Plutôt d'accord	80	81	71	70
Plutôt pas	74	76	60	61
Pas du tout	73	61	53	55,5
<b>Ensemble</b>	<b>83,5</b>	<b>77</b>	<b>68</b>	<b>65</b>

Source : Baromètres CNCDH 2014-2017.

Un premier phénomène frappant est le suivant : si la distribution de l'hostilité antitzigane par classes d'âge était encore confuse en 2014, elle est bien plus corrélée avec l'âge en 2017. L'hostilité aux Roms augmente désormais avec l'âge, comme le montrent également les études portant sur les autres formes de racisme. L'hostilité contre les Roms s'avère en revanche indifférente au genre, monte quand le niveau d'éducation baisse, et quand le sentiment de déclassement est plus aigu.

Lorsque l'on regarde les changements d'attitude par catégories socioprofessionnelles, on observe que, si la tendance générale est à la réduction des scores hauts et moyens de romaphobie, certaines catégories « bougent » plus que les autres. L'hostilité aux Roms reste plutôt stable chez les ouvriers, et c'est surtout parmi les inactifs, les professions intermédiaires et les cadres supérieurs que sa diminution est la plus importante.

**Figure 5.4. Échelle de romaphobie par catégorie socioprofessionnelle, novembre 2017 (%)**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

\*Retraités et chômeurs classés en fonction de leur ancienne profession.

C'est aussi chez les ouvriers et chez ceux qui disposent d'un revenu modeste et d'un diplôme inférieur au baccalauréat que la peur de l'avenir est la plus marquée, avec une hausse de trois points (de 66 % à 69 %) par rapport à 2016. Mais davantage que cette hausse, c'est l'écart entre la moyenne de la population et la peur de l'avenir exprimée par les ouvriers (82 %) qu'il faut remarquer. Effectivement, les Français sont beaucoup moins préoccupés par la crise économique en 2017 (évoquée par 20 % des sondés en janvier 2016 contre 16 % fin 2017), alors que la pauvreté constitue la préoccupation principale de 26 % des répondants (contre 19 % en octobre 2016) et que la demande d'une « *amélioration de la situation des salariés* » monte de façon spectaculaire : il s'agissait d'une opinion partagée par 53 % des interviewés en 2014, alors qu'elle est aujourd'hui partagée par 70 % d'entre eux<sup>100</sup>.

Cette dynamique profonde de l'opinion publique concernant les salaires, la pauvreté et le rapport au futur et au bien-être exerce un impact significatif sur les opinions exprimées à propos des Roms. C'est en effet surtout chez ceux qui jugent vivre « *moins bien qu'il y a quelques années* » qu'on trouve les sentiments les plus hostiles à l'égard des Roms : il s'agit d'une relation linéaire, confirmée dans toutes les vagues du Baromètre analysées. Ce sentiment de déclassement est fortement corrélé à une opinion négative sur les Roms : ceux qui estiment que leur condition empire ont tendance à percevoir les Roms comme étranges, méchants et dangereux, comme des « *privilegiés* », des bénéficiaires d'une aide imméritée, des assistés favorisés.

100. IPSOS, Baromètre Racisme 2017. Xénophobie, antisémitisme, racisme, antiracisme et discriminations raciales en France. *Synthèse des principaux enseignements de l'étude*, 2018.

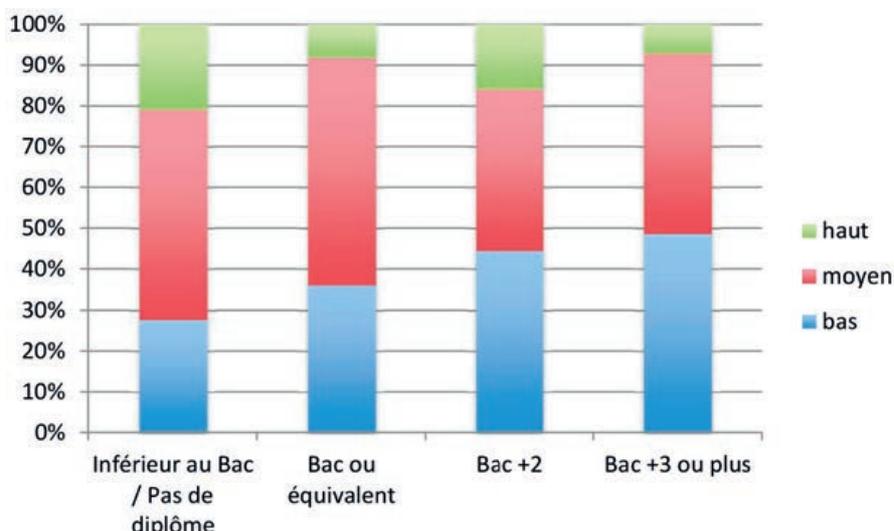
Déjà en 2013, l'étude qualitative menée par CSA pour la CNCDH mettait en lumière un sentiment d'hostilité lié à une représentation des Roms comme des « parasites » profitant du système d'aide sociale, qui s'enrichiraient en France pour mieux accumuler les richesses dans « leur pays » (comme s'ils étaient par définition tous étrangers), grâce notamment aux aides au retour. Ils seraient en même temps « hors système » car mendiants, voleurs et venus profiter des différentes formes d'aides publiques en profitant de la générosité du gouvernement français. Considérés comme des opportunistes, les Roms sont souvent décrits comme les récipiendaires d'aides publiques imméritées, au détriment des chômeurs français. Ils auraient toujours « des grosses berlines toutes neuves », ce seraient « des gens qui n'ont rien à faire chez nous », des étrangers qui doivent être pris en charge par d'autres États européens, voire par l'Europe et « ses technocrates ». Ils auraient une « culture » d'assistés, ne veulent pas travailler, n'apportent rien au contrat social, sont privilégiés dans l'accès aux logements sociaux et aux aides sociales, etc. Il s'agit d'un ensemble de préjugés tenaces et anciens, très structurés par le sentiment d'aller « moins bien qu'il y a quelques années »<sup>101</sup>.

Nos analyses soulignent donc une très forte corrélation entre la peur de l'avenir, le sentiment de déclasserment et l'hostilité exprimée envers les Roms. Au-delà des attitudes et de l'état d'esprit face à la dynamique sociale, on a voulu également mesurer le poids de l'ouverture au monde et des expériences transnationales. Notre indicateur est ainsi construit sur la base des expériences de voyage et de travail à l'étranger. Une première question posée à l'ensemble des sondés était la suivante : « À quelle fréquence voyagez-vous dans un autre pays pour des motifs professionnels ou personnels (tourisme, visites de famille ou amis, soin, loisir) ? ». Voici l'intitulé de la deuxième : « Vous est-il arrivé de vivre dans un autre pays que la France pendant au moins trois mois sans interruption ? » On observe un lien fort entre l'intensité du comportement transnational et l'échelle de romaphobie. Les différences entre ceux qui ne sont jamais allés à l'étranger et ceux qui s'y rendent régulièrement sont très nettes : la proportion des scores bas sur l'échelle de romaphobie passe alors de 26 % à 39 %. Le fait de vivre ou de travailler à l'étranger va de pair avec une attitude plus tolérante face aux minorités tziganes<sup>102</sup>, et ce lien est à peine moins fort qu'en octobre 2016.

Ce qui reste très fort est la relation entre romaphobie et niveau d'éducation. L'hostilité aux Roms, comme plus largement le rejet de toutes les minorités (voir sections 2, 3 et 4), baisse à mesure que le diplôme s'élève.

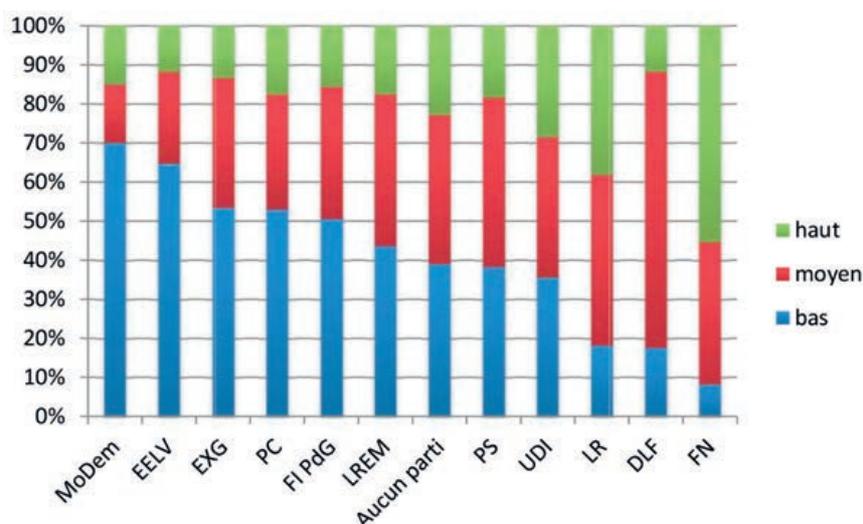
101. Vanja Ljubic, Paul Vedder, Henk Dekker, Mitch Geel, « Romaphobia among Serbian and Dutch adolescents: the role of perceived threat, nationalistic feelings, and integrative orientations », in *International Journal of Psychology*, 48 (3), 2013, p. 352-362 ; Tommaso Vitale, Enrico Claps, Paola Arrigoni, « Opinion Pools and their Use. Problems of Logical Blindness in the case of Roma people », in *Com Pol*, 2, 2011, p. 167-96.

102. Irina Ciornei, Ettore Recchi, « At the Source of European Solidarity: Assessing the Effects of Cross-border Practices and Political Attitude », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 55 (3), 2017, p. 468-485.

**Figure 5.5. Échelle de romaphobie par diplôme, novembre 2017 (%)**

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017. Dernier diplôme obtenu.

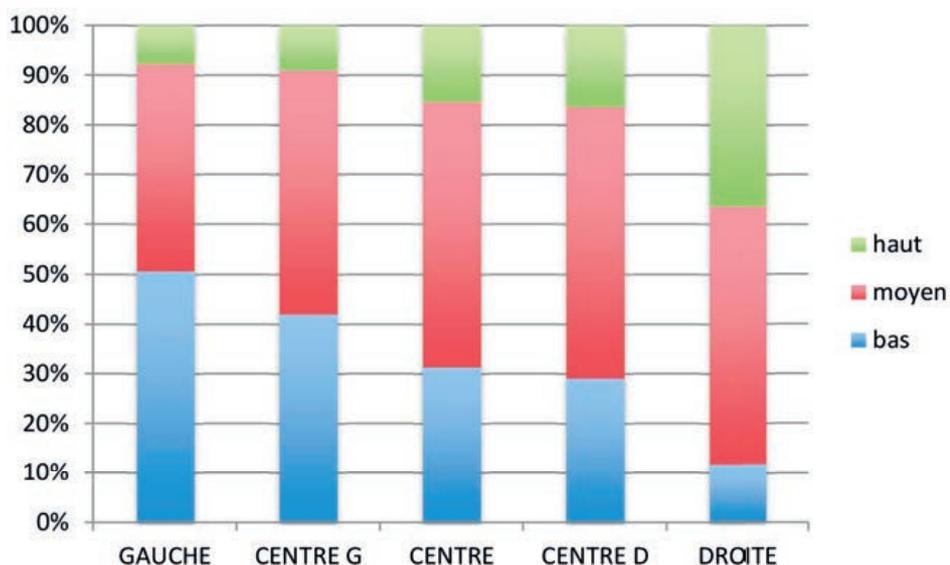
Ces préjugés envers les Roms sont aussi beaucoup moins fréquents à gauche qu'à droite de l'échiquier politique : 92 % des sympathisants du Front national et 82 % de ceux du parti Les Républicains sont hostiles aux Roms. Ils sont plus fréquents parmi les sympathisants du Parti socialiste que parmi les soutiens de la « gauche de la gauche » (62 % contre 47 %). Les sympathisants d'Europe Écologie Les Verts font preuve du niveau le plus bas de romaphobie avec seulement 35 % de scores moyens ou hauts (et seulement 12 % de scores hauts). Quant aux personnes proches du mouvement d'Emmanuel Macron, La République en marche (LREM), elles expriment aussi un niveau d'hostilité inférieur à la moyenne de la population française (56 % vs 65 %). Seulement 17,5 % des sympathisants de LRM obtiennent un score élevé sur l'échelle de romaphobie, et 39 % d'entre eux un score moyen.

**Figure 5.6. Échelle de romaphobie par auto positionnement politique, novembre 2017 (%)**

Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

De manière intéressante, seulement 61 % de ceux qui ne déclarent aucune proximité partisane ont un niveau moyen ou haut sur l'échelle de romaphobie (pourcentage inférieur à la moyenne qui s'élève à 65 %). La figure 5.6 montre la répartition des scores selon l'autopositionnement politique (en cinq positions); on note une très forte convergence des profils entre le centre et le centre droit.

**Figure 5.7. Échelle de romaphobie par autopositionnement politique en cinq positions, novembre 2017 (%)**

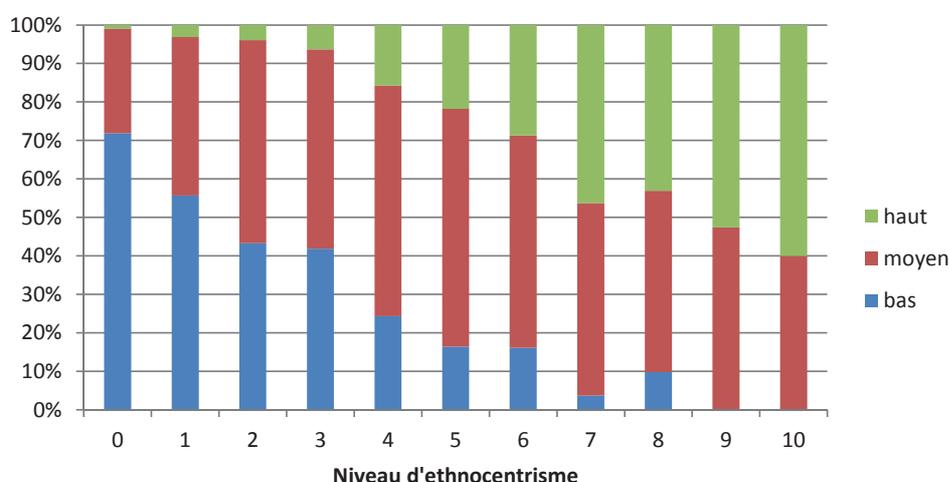


Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

On remarque de même, comme c'était le cas pour l'ethnocentrisme et l'antisémitisme, que les sentiments négatifs envers les Roms sont un peu plus élevés chez les catholiques non pratiquants (73 %) ou occasionnels (74 %) que chez les catholiques pratiquants réguliers (67 %), et le pourcentage baisse encore pour ceux qui vont à la messe une fois par semaine. En revanche, les non-croyants (56 %) et les croyants d'une autre religion (59 %) sont moins hostiles.

Il est donc utile de croiser l'échelle de romaphobie avec l'échelle d'ethnocentrisme déjà utilisée (voir section 3 de ce chapitre). Plus le niveau d'ethnocentrisme augmente, plus les scores de romaphobie progressent, témoignant d'une représentation stéréotypée et cohérente des minorités en général. Aversion aux Roms et ethnocentrisme vont ainsi de pair, un résultat qui mérite d'être souligné. En analysant en détail la figure 5.8, on voit que ce sont surtout les personnes les moins ethnocentriques qui font preuve d'ouverture d'esprit à l'égard de la minorité Rom. Moins de la moitié des personnes qui ont un niveau faible d'ethnocentrisme (48 %) obtiennent un score moyen ou haut dans l'échelle de romaphobie : le pourcentage atteint 84,5 % lorsque le niveau d'ethnocentrisme est élevé.

**Figure 5.8. Scores sur l'échelle de romaphobie par niveau d'ethnocentrisme, novembre 2017 (%)**



Source : Baromètre CNCDH, novembre 2017.

Ces corrélations aident à définir le profil des personnes les plus hostiles aux Roms, et ses évolutions au cours des dernières années. Mais il faut pouvoir mesurer la part respective des effets de chaque variable. Ainsi, est-ce la catégorie socioprofessionnelle qui structure le rapport aux Roms, ou bien le niveau d'éducation, ou encore le revenu familial ? Ou bien les variables les plus significatives reflètent-elles des processus de socialisation structurants, comme les expériences de formation et de travail à l'étranger ? Le niveau d'éducation exerce-t-il toujours un impact significatif si on prend en compte la région de provenance ?

Nous avons dans cette perspective contrôlé l'effet propre de chaque variable sur la romaphobie avec plusieurs modèles de régression logistique. À partir des variables sociodémographiques (l'âge, le sexe, le parcours migratoire familial éventuel, le niveau d'éducation), on a introduit nos indicateurs « pas à pas » (stepwise) : le revenu, la catégorie socioprofessionnelle, l'indicateur de comportement transnational, la pratique religieuse, et – pour finir – le positionnement politique. Ce genre d'analyse permet de mesurer la « probabilité » de développer des sentiments hostiles aux Roms (mesurés par des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie). Elle montre que seuls l'âge, la pratique religieuse et le niveau d'éducation gardent un impact statistiquement significatif, c'est-à-dire qu'ils ont une influence réelle sur la probabilité d'éprouver ou non des sentiments négatifs à l'encontre des Roms, toutes choses égales par ailleurs.

## 6. La mémoire du génocide comme enjeu émergent dans la lutte contre l'antiziganisme

L'année dernière, en analysant les données de janvier et octobre 2016, on voyait que de moins en moins de personnes considéraient les Tziganes, les Roms et les gens du voyage comme les groupes les plus discriminés en France. Elles étaient 19% en 2013, contre 2,3% en 2016 (score identique en janvier et en octobre). C'est la raison pour laquelle on a reposé cette question en novembre 2017. Mais 2017 a coïncidé avec d'importantes mobilisations politiques et associatives visant

à mieux reconnaître et conserver la mémoire de l'extermination des différents groupes tziganes pendant la deuxième guerre mondiale. On a donc voulu vérifier si le rapport de la société française à l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale avait changé. La part de répondants estimant qu'on ne parle « pas assez » de l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale était montée de 35 % en 2013 à 40 % en 2014, avant de retomber à 19 % en octobre 2016. En novembre 2017, presque 58 % des répondants au sondage CNCDDH estiment qu'on ne « parle pas assez de l'extermination des Tziganes et des Roms pendant la seconde guerre mondiale ». Cette opinion est plus forte chez ceux qui ont un ou plusieurs parents étrangers ou d'origine étrangère (66 % contre 55 % dans le cas inverse) et diminue de manière linéaire à mesure que l'âge augmente. On remarque également que 10 % des 60 ans et plus, considèrent à l'inverse qu'on en parle « trop ». Le niveau de diplôme entraîne les différences les plus significatives : seulement 51 % des personnes n'ayant pas de diplôme ou un diplôme inférieur au bac ont le sentiment qu'on ne parle pas assez de l'extermination des Roms, contre 62 % de ceux ayant obtenu le bac ou un diplôme équivalent, et 73 % des diplômés Bac +3 ou plus.

La croissance spectaculaire de cette opinion au cours de l'année 2017 témoigne de l'importance des campagnes et des mobilisations pour la reconnaissance des Roms, ainsi que de la lutte contre les stéréotypes qui les stigmatisent<sup>103</sup>. De nombreuses voix, en Europe et en France, demandent désormais la création d'une fondation pour la mémoire du génocide contre les Roms, jusqu'ici presque ignorée dans le discours public et les manuels scolaires d'histoire<sup>104</sup>. Les appels d'intellectuels, d'élus et de militants européens à promouvoir la recherche historique, le recueil de témoignages, et la constitution d'archives se multiplient. Des mobilisations se développent également pour construire ou revendiquer un travail mémoriel fondé sur la construction de mémoriaux, l'organisation d'expositions et de commémorations<sup>105</sup>. La révision des programmes scolaires et la formation d'enseignants font partie de cet effort, notamment grâce au réseau Canopé<sup>106</sup>. Ces mobilisations vont de pair avec les initiatives prises par des associations pour lutter contre l'idée que les Roms auraient une « culture déficiente », et besoin de soutiens spéciaux ou de mesures extérieures au cadre du droit commun, mais aussi pour dénoncer les difficultés, en 2017, à faire accepter les enfants dits Roms dans certaines écoles primaires et dans certains collèges<sup>107</sup>.

103. On pense par exemple à la tribune dans *Le Monde* au moment de la journée de la Mémoire 2017, « Il faut créer une Fondation européenne pour la mémoire du génocide des Roms », *Le Monde*, 26 janvier 2018.

104. Ilsen About, « Unwanted "Gypsies". The Restriction of Cross-Border Mobility and the Stigmatisation of Romani Families in Interwar Western Europe », *Quaderni Storici*, 49, 2, 2014, p. 499-532.

105. <http://www.egam.eu/pour-la-creation-dune-fondation-europeenne-pour-la-memoire-du-genocide-contre-les-roms/>

106. Opérateur public présent sur l'ensemble du territoire, placé sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, Réseau Canopé édite des ressources pédagogiques transmédias (imprimé, web, mobile, TV), répondant aux besoins de la communauté éducative. <https://www.reseau-canope.fr/eduquer-contre-le-racisme-et-lantiseimitisme/racisme-anti-roms.html>

107. Association Trajectoires, Fondation Caritas, Secours Catholique, *Habitants des bidonvilles en France : connaissance des parcours et accès au droit commun*, 2017, <http://www.trajectoires-asso.fr>; Unicef, *Enfants des bidonvilles : au seuil de l'école*, décembre 2017, <http://www.villeamiedesenfants.fr>